

# DE LA PARTICIPATION A L'INFLUENCE : LA JEUNESSE PEUT-ELLE REDYNAMISER LA DEMOCRATIE ?

Rapport final



Forum mondial de la démocratie

Strasbourg, 3-5 novembre 2014



# **DE LA PARTICIPATION A L'INFLUENCE : LA JEUENSSE PEUT-ELLE REDYNAMISER LA DEMOCRATIE?**

**Rapport final**

Forum mondial de la démocratie

Strasbourg, 3-5 novembre 2014

Conseil de l'Europe

*Les vues exprimées dans cet ouvrage sont  
de la responsabilité des auteurs  
et ne reflètent pas nécessairement  
la ligne officielle du Conseil de l'Europe.*

Toute demande de reproduction  
ou de traduction de tout ou d'une  
partie de ce document doit être  
adressée à la Direction de la  
communication (F 67075 Strasbourg  
ou [publishing@coe.int](mailto:publishing@coe.int)). Toute  
autre correspondance relative à ce  
document doit être adressée à la  
Direction générale de la démocratie

Couverture : SPDP, Conseil de l'Europe  
Photo : Conseil de l'Europe  
Mise en pages : Jouve, Paris

© Conseil de l'Europe, mai 2015  
Imprimé dans les ateliers  
du Conseil de l'Europe.

# Sommaire

---

<b>DESSINATEURS</b>	<b>4</b>
<b>AVANT-PROPOS</b>	<b>5</b>
<b>RÉSUMÉ GÉNÉRAL</b>	<b>7</b>
Une absence d'alternatives ? Diagnostic du mécontentement des jeunes à l'égard des institutions démocratiques	7
« Dessinons cet avenir ensemble » – Les jeunes redonnent vie à la démocratie	8
<b>EXPOSÉS ET DISCUSSIONS</b>	<b>13</b>
Cérémonie d'ouverture – 3 novembre 2014	13
Table ronde : Les jeunes – acteurs du changement mondial – 3 novembre	16
Table ronde : L'autonomisation des jeunes pour la transformation démocratique ? – 4 novembre	19
Les Labs	21
Table ronde : Des initiatives de la jeunesse au changement de système – 5 novembre	91
Session de clôture : La voix de la démocratie – 5 novembre	95
Session de prototypes de Démocratie	99

# Dessinateurs

---

## **M. Jean Charles ANDRIEU DE LEVIS**

LAB 1 - Action civique – travaux pratiques

LAB 12 – Projet citoyen

## **Mme Violette BERGER**

LAB 7 – L’intelligence artificielle pour la démocratie

LAB 15 – Les jeunes dans les sommets mondiaux

## **M. Aurelien CANTOU**

LAB 9 – Les réformes politiquement attractives pour accroître l’influence de la jeunesse

LAB 14 – Les citoyens votent les lois

## **M. Matthieu CHIARA**

LAB 2 – Comprendre la démocratie

LAB 20 – Programme “Jeunes maires”

## **M. Guillaume DELOIZON**

LAB 6 – Gardiens de la démocratie

LAB 11 – Changer les habitudes des nouvelles cités

## **M. Daniel DEPOUTOT**

LAB 21 – Jeunes créateurs de démocratie

## **Mme Maria LUCHANKINA**

LAB 8 – Démocratie participative à l’école

LAB 16 – La participation des jeunes aux élections

## **Mme Nelly MASSERA**

LAB 3 – “Diriger” la démocratie

LAB 18 – Mouvements sociaux de jeunes : défier le système dans la rue ?

## **M. Jérôme RICH**

LAB 10 – Des structures pour la défense des jeunes

LAB 13 – Faites entendre votre voix

## **M. Eugène RIOUSSE**

LAB 4 – Agir pour l’inclusion sociale

## **Mme Aline ROLLIN**

LAB 17 – Pirater la démocratie

## **M. Laurent SALLES**

LAB 5 – Non aux néonazis, non au discours de haine

LAB 19 – Parlement des jeunes

## Avant-propos

---

Si le nombre d'Etats démocratiques dans le monde ne cesse de croître, il faut bien admettre que ces démocraties, qu'elles soient établies de longue date ou en transition, doivent aujourd'hui faire face à des défis majeurs. On pense en particulier à la désillusion des jeunes vis-à-vis de la représentation politique et à leur scepticisme à l'égard des politiques menées. Il y a donc un risque que les jeunes se voient de plus en plus écartés de la vie publique et politique. Les démocraties récentes aussi se heurtent au problème de l'inclusion d'une jeunesse souvent déçue dans ses attentes en matière de liberté d'expression, de transparence et de bonne gouvernance. Pourtant, à Hong Kong, à Kiev et au Caire, les jeunes, aspirant à vivre dans une société fondée sur la prééminence du droit et la dignité humaine, sont aux avant-postes de la lutte pour la démocratie et les droits de l'homme. Dans les démocraties occidentales, selon une récente étude réalisée par Eurobaromètre, une grande majorité des jeunes considère les droits de l'homme et la liberté d'expression comme des priorités que l'Europe devrait promouvoir. Nul doute qu'il y a un grand « appétit » de démocratie. Il serait inexact de parler d'un désintérêt global des jeunes pour la politique, mais un fossé s'est néanmoins creusé entre les structures politiques traditionnelles et les jeunes, fossé qui doit être comblé pour la bonne santé et la pérennité de nos démocraties. Face à ce défi, une réflexion doit être menée sur la façon d'adapter la politique et les pratiques démocratiques aux moyens de communication et de mobilisation actuels de la jeunesse, en particulier les médias sociaux.

Comment mettre à profit l'énergie de la jeunesse pour redynamiser les institutions et les processus démocratiques ? A l'ère du numérique, quels instruments, autres que le vote, pouvons-nous mettre en place pour encourager la participation des jeunes et renforcer la vitalité démocratique ? Les parlements de jeunes sont-ils un moyen efficace d'inclusion des jeunes dans les processus décisionnels ? Les mouvements sociaux, qui, dans certains pays, constituent le seul moyen d'expression, sont souvent considérés comme des moteurs du changement politique et du renforcement de la démocratie et des droits de l'homme. Mais ce type d'action peut-il avoir un effet significatif et durable dans des pays qui n'ont pas encore de tradition démocratique ? Doit-on encourager les jeunes nés à l'ère du numérique à utiliser les plates-formes en ligne aux fins d'une participation citoyenne active et responsable ?

Ces questions cruciales ont été débattues lors du Forum mondial de la démocratie 2014 organisé par le Conseil de l'Europe en partenariat avec la Ville de Strasbourg, la Région Alsace et le gouvernement français. Divers représentants de la société civile (médias, chefs d'entreprise, universitaires et jeunes militants) ainsi que des responsables politiques de plus de cent pays ont échangé leurs points de vue – y compris via une plate-forme numérique – sur les problèmes et les enjeux relatifs à la participation des jeunes et ont mis en évidence les opportunités que ces derniers représentent pour un renouveau démocratique.

Thorbjørn JAGLAND, Secrétaire Général du Conseil de l'Europe

Jocelyne CABALLERO, Ambassadrice, Représentante permanente de la France auprès du Conseil de l'Europe

Philippe RICHERT, Président du Conseil régional d'Alsace

Roland RIES, Maire de Strasbourg

*Le Forum mondial de la démocratie 2014 : « Best of »*

« **Le concept traditionnel de démocratie n'est plus sacré : aujourd'hui, nous le remettons en question et nous recherchons d'autres formes de participation.** » – Mohammed Al-Saud, militant de la société civile, Syrie

« **Le plus important est de donner aux jeunes une vraie possibilité de voir le monde sous un angle nouveau et qui leur est propre, car ils ne sont pas seulement le futur de la démocratie, ils en sont aussi le présent.** » – Ons Ben Abdelkarim, Secrétaire Général d'Al Bawsala, Tunisie

« **En soi, la participation n'est pas suffisante : elle doit conduire à l'action et au changement ; sans cela, les gens perdent confiance dans le système.** » – Un participant dans le public

« **Il y a du changement dans l'air, un changement palpable. Par bien des aspects, les jeunes transforment déjà notre vie quotidienne ; cela va de notre manière d'apprendre et de communiquer à notre façon de faire des affaires. Ils sont disposés à modifier aussi la façon dont fonctionnent les démocraties.** » – Thorbjørn Jagland, Secrétaire Général du Conseil de l'Europe

« **La jeunesse a le droit de parole. Les jeunes doivent être écoutés et entendus. Il faut leur donner la possibilité de s'exprimer : chacun d'entre nous doit mesurer combien cela est important.** » – Simone Bernstein, cofondatrice et présidente de volunTEENnation.org

« **Vous avez votre mot à dire ; vous avez des droits ; de bien des manières, vous exercez une influence sur tous les domaines et pas seulement sur la scène nationale. Mais votre action n'est pas prise en compte. Nous devons nous faire entendre pour que cela change.** » – Katharina Nocun, militante des libertés civiles et blogueuse, Allemagne

« **Si vous voulez vraiment changer les choses, engagez-vous en politique. Pour moi, le meilleur moyen – et peut-être le plus rapide –, c'est d'entrer dans le système, de mener une action politique, de se faire élire et d'œuvrer pour offrir aux jeunes davantage d'opportunités.** » – Daniela Chacon, maire adjointe de Quito, Equateur

« **Si vous n'arrivez pas à changer un parti politique, comment pouvez-vous changer une société tout entière ?** » – Henry B. Tam, directeur du Forum pour la participation de la jeunesse et pour la démocratie, Université de Cambridge

« **Le conseil que je donnerais aux jeunes, c'est de ne pas attendre de devenir Bono ou Bill Gates. Vous, jeunes débordant de passion et de créativité, pouvez changer les choses dès maintenant : il n'y a jamais eu de meilleur moment pour agir !** » – Nancy Lublin, PDG de Do Something et fondatrice de Crisis Text Line

« **Combien d'anciens sont prêts à se mettre en retrait pour laisser une place aux jeunes à des postes politiques ?** » – Un participant dans le public

« **Auparavant, on considérait les responsables politiques comme des dirigeants. On les considère maintenant de plus en plus comme des représentants. Nous étions des consommateurs de la gouvernance, nous sommes aujourd'hui des cocréateurs ; alors que nous étions dans la plainte, nous nous employons désormais à résoudre les problèmes.** » – Abhishek Thakore, fondateur du mouvement The Blue Ribbon, Inde

« **La numérisation du monde est une révolution. C'est à la numérisation de la société et à tous les jeunes présents ici dans cette salle que l'on doit cette formidable transformation économique. Vous avez déclenché une révolution, mais vous n'en êtes pas conscients. En fait, vous avez créé une nouvelle représentation de la société.** » – Jeremy Rifkin, président de la Fondation pour les tendances économiques et spécialiste de prospective économique et sociale

« **Il ne peut y avoir de représentation sans échanges.** » – Pia Mancini, directrice de Net Democracy, Argentine

« **Le plus grand ennemi de notre démocratie, c'est l'apathie.** » – Un participant dans le public

« **Il est très important qu'en allant voter, vous sachiez que votre vote pèsera dans la balance et qu'il ne s'agit pas de choisir entre Coca-Cola et Pepsi, ce qui malheureusement est aujourd'hui le sens des élections dans la plupart de nos sociétés.** » – Chantal Mouffe, directrice du Centre d'études pour la Démocratie à l'Université de Westminster

« **Les gens ne descendent pas dans la rue lorsqu'ils n'ont rien à perdre ; ils le font lorsqu'ils ont été floués.** » – Andriy Shevchenko, député, Ukraine



## Résumé général

---

Le présent résumé est une synthèse des points et des arguments récurrents que les participants et les intervenants de haut niveau ont exprimés pendant le Forum, au cours des labs, des conférences collaboratives, des ateliers « Prototypes de démocratie » et des sessions plénières. Les projets présentés dans le cadre des labs ont été sélectionnés via un appel à propositions ouvert et les jeunes qui ont participé au Forum ont été choisis sur la base de courtes présentations vidéo. Pour préparer leurs contributions, ils se sont concertés en ligne pendant plusieurs mois et ont travaillé en face à face de façon intensive plusieurs jours avant la manifestation, avec l'aide d'animateurs. Les jeunes participants ont contribué de façon essentielle à ce Forum, d'abord en tant que contradicteurs au cours des labs, puis comme auteurs des prototypes de démocratie, qui ont été présentés à la session plénière de clôture.

### **Une absence d'alternatives ? Diagnostic du mécontentement des jeunes à l'égard des institutions démocratiques**

Dans les démocraties modernes, les jeunes se désintéressent de plus en plus des processus démocratiques formels. Ils se sentent de moins en moins proches de leurs élus et ont du mal à s'identifier aux partis politiques. Selon l'étude *European Youth : Participation in Democratic Life*<sup>1</sup> réalisée par Eurobaromètre en 2013, le nombre de jeunes votants a diminué de 2011 à 2013, passant respectivement de 62 % à 56 %. 79 % des jeunes interrogés n'envisageraient pas de se présenter à des élections à un quelconque moment de leur vie et seulement 5 % déclarent être membre d'un parti ou d'une organisation politique. La frustration des jeunes à l'égard de la politique menée par les partis tient notamment au fait que ces derniers, de gauche comme de droite, proposent des programmes très semblables, donnant ainsi aux jeunes l'impression que leur vote ne sera pas vecteur de changement. Avec 64 %, c'est la première raison donnée par les participants au sondage Eurobaromètre pour expliquer leur refus d'aller voter. En l'absence d'alternatives, les jeunes citoyens font le choix de ne pas voter ou, de plus en plus souvent, votent pour des partis d'extrême droite, qui prétendent offrir des solutions nouvelles et rendre au peuple sa voix. Dans certains Etats membres du Conseil de l'Europe et d'autres démocraties matures, des organisations populistes critiquent les milieux dirigeants pour s'arroger le soutien des électeurs, ce qui contribue aussi à ébranler la confiance envers les partis politiques traditionnels et les institutions représentatives. Le Forum mondial de la démocratie 2014 s'est intéressé à cette perte de confiance dans la démocratie, tout particulièrement parmi les jeunes, et a mis en lumière d'autres modes d'engagement qui permettent aux jeunes d'influer davantage et plus concrètement sur le processus politique.

---

<sup>1</sup> Voir : [http://ec.europa.eu/youth/library/reports/flash375\\_en.pdf](http://ec.europa.eu/youth/library/reports/flash375_en.pdf).

Les participants aux protestations telles celles du mouvement Occupy qui ont eu lieu à Hong Kong et se poursuivent encore aujourd'hui dans de nombreux pays à travers le monde, ou celles du Printemps arabe ne revendiquent pas seulement davantage de démocratie, mais aussi un débat politique non limité, qui permettrait d'examiner des modèles autres que celui de l'économie néolibérale et de revoir les principes de justice sociale. A cet égard, la consolidation de la démocratie ne peut pas être envisagée indépendamment des difficultés économiques et des relations entre les élites politiques et les grands acteurs de l'économie. Même les démocraties matures courent le risque d'aboutir à des systèmes que l'on dénomme souvent « post-démocraties ». Les sociétés dites post-démocratiques donnent l'impression que leurs institutions démocratiques sont opérationnelles, alors qu'en réalité la plupart des décisions sont fortement influencées par les forces du marché transnational et par les établissements financiers. Les décisions sont prises par une élite : les questions politiques, prétendument trop complexes pour les citoyens, seraient une affaire de spécialistes. Cette vision des choses a pour effet de décourager les citoyens à participer aux élections et autres processus démocratiques formels. La plupart des jeunes ont le sentiment d'avoir le droit de vote, mais pas le droit de parole. Les fossés qui séparent la jeunesse et les élus sont divers et variés. Citons notamment un fossé de classe, les élites étant issues des couches les plus aisées et les plus cultivées de la société ; un fossé culturel, car la démocratie formelle est régie par des mécanismes trop lents et aussi parce que le langage qui l'organise n'est pas adapté à la culture des jeunes ; un fossé technologique, pleinement visible dans la façon dont les jeunes communiquent et organisent leur vie aujourd'hui ; et un fossé générationnel, car les élus sont en général plus âgés que la moyenne de la population.

Parallèlement, dans les pays où la participation formelle est particulièrement faible, les jeunes s'engagent très activement à un niveau non formel. Le poids qu'ils exercent sur la société – grâce aux nouvelles technologies et aux médias sociaux, à leur esprit d'entreprise et à leur mobilité, à leur niveau d'éducation, à leur mode de vie, voire à leur utilisation de la langue – est plus important que l'influence qu'ils peuvent avoir via les structures politiques officielles. Peut-être ce décalage est-il le symptôme d'un déphasage entre la démocratie et le changement social. S'il est normal et souhaitable que la démocratie évolue lentement et prudemment, les structures démocratiques doivent néanmoins s'adapter à l'ère de la mondialisation, de la collaboration en réseau et de la production participative. Ces structures doivent gagner en souplesse pour pouvoir suivre les changements d'une société qui évolue rapidement. Les jeunes sont surreprésentés dans les mouvements de démocratisation et dans les manifestations. Leur activité intense sur les médias sociaux et sur les plateformes de démocratie électronique contribue à renforcer la surveillance des institutions par la population, ce qui amène ces dernières à être plus responsables et à réagir plus promptement.

### **« Dessinons cet avenir ensemble » – Les jeunes redonnent vie à la démocratie**

L'un des messages clés du Forum est que pour renforcer la participation des jeunes, il est nécessaire d'améliorer la qualité de la démocratie en général. La désaffection de la jeune génération n'est pas un phénomène isolé, mais un symptôme particulièrement préoccupant de la perte de confiance dans la démocratie. Les dispositifs en faveur de la participation des jeunes ne doivent pas les enfermer dans une bulle, mais s'intégrer harmonieusement dans le système démocratique et leur garantir que leur voix pèsera suffisamment dans les prises de décision. Les plateformes et les initiatives en faveur de la participation des jeunes doivent se caler sur les codes et sur les pratiques d'information et de communication qui sont les leurs. C'est ainsi qu'elles créeront des opportunités de participation innovantes, qui pourront éventuellement, après une phase d'expérimentation, être officialisées dans le but de redynamiser les systèmes démocratiques dans leur ensemble.

Pour combler le fossé générationnel, les démocraties ont tendance à adopter une approche quelque peu clientéliste en créant des organes consultatifs et des programmes de jeunesse qui donnent une impression de participation sans vraiment contribuer à accroître l'influence des jeunes sur les décisions. Lorsqu'ils sont conçus pour fonctionner en vase clos, les projets de renforcement du leadership des jeunes et l'instruction civique dispensée dans le cadre de l'éducation formelle ne sont que des moyens de reproduire le système et non un encouragement à le faire évoluer. Ces projets ne peuvent atteindre leur but de diversification du débat politique et des élites que si tout est mis en œuvre pour aller au-devant des groupes marginalisés et que l'apprentissage et la formation ont une vocation pratique, ce qui suppose que les jeunes acteurs de la vie publique puissent se consacrer à des questions sociales ancrées dans la réalité, en interaction avec la communauté dans son ensemble, et que les autorités s'engagent à agir en tenant compte des propositions et des idées que leur soumettent les personnes qui militent auprès des populations locales. Il faut à tout prix

éviter que les organisations de jeunesse (parlements de jeunes, conseils de la jeunesse, programmes « Jeunes maires », etc.) ne reproduisent les structures existantes sans accorder aux jeunes un authentique pouvoir de décision tout en donnant l'impression de les intégrer pour rassurer les responsables politiques et redorer leur image. Au lieu de cela, les jeunes et leurs aînés responsables politiques doivent réfléchir ensemble aux décisions à prendre. Cette collaboration ne doit pas se limiter aux domaines qui touchent exclusivement la jeunesse, mais porter sur l'éventail complet des questions politiques et sociales.

Cinq grandes recommandations visant à aider les jeunes à peser davantage sur les décisions politiques ont été formulées à plusieurs reprises au cours de ce Forum :

- ▶ Devenir une composante du système, mais pas un simple pion : Les jeunes doivent être en mesure de modifier le système de l'intérieur en rejoignant un parti politique et grâce à l'introduction de quotas de jeunes dans les listes des candidats aux élections et à l'abaissement de l'âge légal du droit de vote.
- ▶ Intégrer les mouvements sociaux dans le système démocratique : Les démocraties devraient mettre en place des mécanismes contraignants visant à prendre en compte les demandes des mouvements sociaux lors des prises de décision en matière politique.
- ▶ Combiner structures représentatives et structures participatives en mettant en place, par exemple, la gestion participative du budget, des forums en ligne, des conseils de jeunesse, la production participative, des jurys de citoyens, des conférences d'orientation fédérales, des délibérations en ligne et en face à face, et des commissions sur la participation.
- ▶ Tirer parti de l'internet pour redynamiser la démocratie : Il est nécessaire que les structures sociales et politiques s'adaptent au monde numérique en employant les nouveaux modes d'information, de communication et d'échanges que la génération née à l'ère du numérique utilise au quotidien.
- ▶ S'agissant des responsables politiques : agir en tenant compte des demandes exprimées par les jeunes.

## **Devenir une composante du système, mais pas un simple pion**

L'une des possibilités qui s'offrent aux jeunes pour influencer directement sur le système démocratique est de rejoindre un parti politique. Le Forum a du reste montré que les partis sont toujours perçus comme l'une des plus importantes portes d'entrée dans le système. Pour faciliter l'engagement des jeunes en politique, une solution serait de leur réserver des quotas sur les listes des candidats aux élections. Au cours des dernières élections en Tunisie, par exemple, grâce à l'entrée en vigueur d'un nouveau code électoral rendant obligatoire la désignation d'au moins un jeune sur chaque liste, 40 % environ de jeunes âgés de moins de 30 ans ont été élus, contre 4 % auparavant. Mais on le sait, il est très difficile de faire évoluer le système politique de l'intérieur et de ne pas se laisser happer par sa logique et par ses structures, qui sont dominées par la quête du pouvoir. Aussi les jeunes responsables politiques doivent-ils toujours garder à l'esprit leurs idéaux et les raisons qui les ont conduits à le lancer en politique.

Un autre problème est que, très souvent, les sections de jeunes des partis politiques ne remplissent pas le rôle que la jeunesse attend d'elles, et qu'elles se contentent de reproduire les schémas des anciennes générations. Aussi est-il absolument nécessaire de combler le fossé générationnel pour que les problèmes soient examinés en commun. Les jeunes sont disposés à endosser des responsabilités réelles et à ne pas s'enfermer dans un rôle consistant exclusivement à répondre aux préoccupations de la jeunesse et à en représenter les intérêts. Par ailleurs, il serait souhaitable que les partis élaborent des stratégies spécifiques en faveur de l'inclusion politique des jeunes moins favorisés, partout dans le monde, indépendamment de leur origine sociale et de leur parcours.

Pour inciter les jeunes à s'engager en politique, outre la mise en place de quotas, les Etats devraient envisager d'abaisser l'âge légal du droit de vote à 16 ans. Il va de soi qu'une telle mesure conduira mécaniquement à une plus grande ouverture à la démocratie, mais elle ne supprimera pas pour autant les problèmes liés à la « post-démocratie ». Il est donc tout aussi important de donner aux jeunes la possibilité de s'engager par d'autres moyens et de participer à la définition des priorités du pays et à la formulation des orientations de politique publique.

## Intégrer les mouvements sociaux dans le système démocratique

Pour que les jeunes qui s'investissent au sein de collectifs à caractère social puissent influencer sur les priorités politiques, il faut que ces collectifs soient intégrés au système démocratique. On aurait ainsi l'assurance non seulement que leurs idées et revendications sont entendues, mais aussi que la qualité globale de la démocratie s'améliore ; en effet, les collectifs sociaux fonctionnent souvent, en interne, selon des principes démocratiques et participatifs en donnant aux citoyens la possibilité de faire entendre leur voix et d'évaluer les différentes actions envisagées.

Dans ce contexte, il est aussi capital d'examiner le rôle que jouent l'affect et les émotions en politique, aspect qui est souvent sous-estimé. Pour s'intéresser et s'adonner activement à une cause, les jeunes ont en effet besoin d'être touchés personnellement ou émotionnellement. L'idéalisme est un puissant moteur d'engagement en faveur de la société. Le Forum a montré, par des exemples concrets, qu'il était possible de renforcer l'intérêt personnel des jeunes pour l'action politique en recourant à diverses formes d'expression artistique, car ce mode d'expression favorise un engagement structuré de type émotionnel. Cette approche s'est révélée particulièrement efficace dans le cas de la mobilisation des jeunes en faveur de la démocratie au niveau des quartiers, y compris auprès des populations désenchantées, la médiation artistique étant alors un bon moyen d'instaurer la confiance et de promouvoir le dialogue entre les jeunes et les responsables politiques.

## Combiner structures représentatives et structures participatives

La « démocratie post-représentative », étape que les sociétés démocratiques matures atteindront peut-être très prochainement, ne passe pas nécessairement par la suppression des parlements ou de la fonction de représentant du peuple. Il s'agit plutôt de mettre en place des structures permettant aux processus participatifs de peser sur les décisions prises dans les structures représentatives. Ainsi, certains participants au Forum ont présenté des éléments de structures participatives associés à l'infrastructure représentative telle qu'elle existe aujourd'hui. Ces éléments s'incarnent dans des initiatives telles que la gestion participative du budget, les forums en ligne, les conseils de jeunesse, la production participative, les jurys de citoyens, les conférences d'orientation fédérales, les délibérations en ligne et en face à face, et les commissions sur la participation.

Les exemples mentionnés sont, pour la plupart, au stade de l'expérimentation ou illustrent des initiatives temporaires ad hoc. Cependant, d'une façon ou d'une autre, chacun constitue un élément d'une infrastructure participative au sein du système représentatif. Bon nombre de ces idées sont une illustration de ce que l'on appelle la « participation profonde » (thick participation). Ce mode de participation caractérise certains groupes restreints au sein desquels les idées s'expriment et sont mises en commun, ce qui suppose un engagement émotionnel et intellectuel intense. D'autres initiatives représentent des formes de participation dites « superficielles » (thin participation), car elles sont rapides, s'effectuent souvent en ligne et sont généralement exercées par des individus et non par des groupes. Il importe d'associer ces deux formes de participation en exploitant, de façon complémentaire, d'une part les délibérations en face à face entre citoyens et, d'autre part, le militantisme en ligne ; en procédant ainsi, on prend mieux en compte les schémas de communication privilégiés par les jeunes. Pour être plus inclusive, la démocratie doit s'orienter vers un modèle hybride de « post-représentation », qui intègre davantage d'éléments de la démocratie directe, liquide et hybride. Les formes de gouvernance que sont par exemple les gouvernements transparents, l'élaboration participative des lois ou la gestion participative du budget sont des moyens efficaces d'injecter de la diversité cognitive dans le système de représentation. De plus, il faut envisager de remplacer le système électoral qui a cours en démocratie, et désigner les décideurs par tirage au sort, approche qui a déjà fait ses preuves dans la Grèce antique. Les jeunes préconisent des formes innovantes de démocratie, comme les « lottocraties », dans lesquelles les personnes siégeant dans les assemblées décisionnaires sont choisies au hasard dans la population, approche qui reflète mieux la diversité des citoyens. Les jeunes peuvent être les moteurs de ces innovations et ont, à cet égard, un rôle particulièrement important à jouer.

## Tirer parti de l'internet pour redynamiser la démocratie

Pour tirer pleinement parti de l'engagement des jeunes, il est donc important d'innover en s'appuyant sur des structures et sur des processus d'un nouveau genre, qui aient une réelle influence sur les décisions politiques, et ce non seulement au niveau des pouvoirs locaux et nationaux, mais aussi dans les écoles, les universités, les

ONG et d'autres organisations. Dans le droit fil des conclusions du Forum mondial de la démocratie 2013, le Forum 2014 a montré que les médias sociaux et les technologies de la communication seront amenés à jouer un rôle de plus en plus important en donnant aux jeunes la possibilité de faire entendre leur voix sur la scène politique. L'internet se transforme progressivement en un « internet des choses » et la vie économique est plus que jamais régie par le numérique, autant d'évolutions qui permettent aux jeunes de relancer les rouages de la société. Il est nécessaire que les structures sociales et politiques s'adaptent au monde numérique en s'appuyant sur l'internet en tant que moyen mondial d'information, de communication et d'échanges de toutes sortes. Parallèlement, il est absolument essentiel de réguler les entreprises mondiales de l'internet en les considérant comme des fournisseurs de services à l'échelle de la planète, et de gérer le réseau comme un bien public. Ce qui manque à la révolution numérique, c'est un mouvement politique mondial né de la génération numérique, dont le but serait de préserver la neutralité du réseau, de garantir le respect des droits des usagers et, partant, de démocratiser la gouvernance de l'internet. Les participants au Forum ont proposé que ce mouvement invite toute une génération de militants à établir les grandes lignes d'une charte numérique des droits et des responsabilités et à publier cette charte en ligne. Pour que les demandes de ce mouvement soient prises en compte dans les processus décisionnels démocratiques, il faut prévoir des mécanismes contraignants.

Les institutions financières internationales (IFI) doivent soutenir plus activement les infrastructures et les programmes qui s'adressent aux jeunes et sont élaborés avec leur participation. En temps de crise économique, les IFI jouent un rôle déterminant en redonnant confiance aux jeunes dans leur capacité à influencer sur le cours des choses et à changer la société, tout en renforçant la citoyenneté et la responsabilité civique.

### **Nécessité pour les responsables politiques d'agir en tenant compte des demandes exprimées par les jeunes**

Les initiatives en faveur de la participation des jeunes contribuent à la richesse, au pluralisme et à la vitalité des systèmes démocratiques. Encore faut-il que les jeunes soient reconnus et associés à l'organisation des institutions et que leur contribution soit prise en compte par les décideurs. Le Forum a montré que les responsables publics et politiques sont disposés à nouer un dialogue avec les jeunes. Il est donc temps qu'ils tirent les enseignements de leurs échanges avec eux en prenant des mesures concrètes. Il est du ressort des responsables – pouvoirs publics, parlement, partis politiques, ONG, organisations internationales – de s'ouvrir à des formes innovantes de gouvernance démocratique pour poser les jalons d'une démocratie qui ne s'emploie pas seulement à représenter les jeunes, mais qui les associe réellement à l'élaboration et à la mise en œuvre d'une nouvelle vision de l'avenir de nos sociétés. Le Conseil de l'Europe et ses partenaires diffuseront les idées formulées au cours du Forum et créeront un réseau d'innovateurs démocratiques afin de déclencher de nouvelles actions et de peser sur les décisions politiques.



# Exposés et discussions

---

## Cérémonie d'ouverture – 3 novembre 2014

**Thorbjørn Jagland**, Secrétaire Général du Conseil de l'Europe, a ouvert le Forum en accueillant les invités d'honneur : **Roland Ries**, maire de Strasbourg, **Philippe Richert**, président de la Région Alsace et **M<sup>me</sup> Pascale Boistard**, secrétaire d'Etat chargée des droits des femmes auprès du ministère français des Affaires sociales, de la Santé et des Droits des femmes, qui représentait le gouvernement français. Il a remercié la Ville de Strasbourg, la Région Alsace et le gouvernement français, principaux partenaires du Conseil de l'Europe, pour leur soutien pendant la préparation du Forum.

**Thorbjørn Jagland** a présenté le thème de la troisième édition du Forum : « De la participation à l'influence : la jeunesse peut-elle redynamiser la démocratie ? » Il a rappelé aux participants le grand nombre de jeunes qui manifestent en ligne et hors ligne en Tunisie, en Ukraine et à Hong Kong pour le changement et l'instauration d'une vraie démocratie. Comment institutionnaliser ces demandes cependant que la participation des jeunes s'effectue davantage sur des réseaux informels que dans les structures politiques traditionnelles ? Le Secrétaire Général l'a souligné, il importe de mettre les militants de terrain et les citoyens ordinaires en relation avec les processus décisionnels des institutions, et ce afin de renforcer l'influence des jeunes dans les démocraties. Il a souhaité la bienvenue aux deux cent cinquante jeunes invités par le Fonds européen pour la jeunesse, qui s'étaient préparés via une plate-forme en ligne pendant plus de trois mois en vue du Forum, ainsi qu'aux nombreux militants, blogueurs, journalistes, universitaires, responsables politiques et représentants du monde des affaires de plus de cent pays qui ont participé au Forum.

**M<sup>me</sup> Pascale Boistard**, secrétaire d'Etat chargée des droits des femmes auprès du ministère français des Affaires sociales, de la Santé et des Droits des femmes, a souligné que tous les citoyens devraient pouvoir participer à la vie démocratique sur un pied d'égalité, indépendamment de leur genre et de leur âge. Au vu de la situation économique précaire de nombreux jeunes, le thème retenu cette année pour le Forum revêt une importance primordiale : il nous invite à réfléchir à la nécessaire participation active des jeunes à la vie de la société. Les pouvoirs publics doivent s'assurer, en partenariat avec les jeunes, que les inégalités entre les différents groupes sociaux ne se creusent pas. A cet égard, un bon équilibre entre vie publique et vie privée est nécessaire. Pascale Boistard a rappelé que la participation des jeunes a toujours occupé une place centrale dans les politiques du Conseil de l'Europe, comme en témoignent la démarche de « cogestion » par les jeunes adoptée au sein du Fonds européen pour la jeunesse ou encore le « Mouvement contre le discours de haine » en ce qui concerne la lutte contre la discrimination des jeunes sur internet. Le Forum est l'occasion, pour le Conseil de l'Europe, de réactualiser son action dans le domaine des politiques de jeunesse. Comment renforcer la participation des jeunes à la vie politique et faire en sorte qu'ils aient davantage de poids : telle est la problématique posée cette année par le Forum. Dans cette optique, les participants seront amenés à analyser les obstacles qui empêchent les jeunes d'exercer une influence pleinement effective, puis à identifier les solutions possibles.

Le Secrétaire Général a invité **Jeremy Rifkin**, président de la Fondation pour les tendances économiques et spécialiste de prospective économique et sociale, à prononcer le discours liminaire de la session d'ouverture du Forum. M. Rifkin a déclaré que le système capitaliste ne sera bientôt plus le principal moteur de nos sociétés. Miné par sa logique interne, le capitalisme sera forcé de céder la place à ce que Jeremy Rifkin appelle les « communaux collaboratifs » (ou *collaborative commons*) encadrés par une « économie du partage ». Cette économie du partage, encouragée par les technologies de l'information, est un modèle de société fondé sur le partage de la production et de la consommation de biens et de services appelés « communaux collaboratifs ». La numérisation de la société, enclenchée sous l'impulsion des jeunes, est le principal élément moteur de cette évolution. Ces quinze dernières années, la jeunesse a provoqué une révolution sans même en être consciente. Cette révolution a été rendue possible par le « coût marginal zéro » de la production, expression qui décrit une situation dans laquelle la production d'une unité supplémentaire se fait sans augmentation du coût global de production. Pour la première fois dans l'histoire du capitalisme, une révolution technologique permet d'augmenter la productivité, et ce de façon radicale. La main invisible du marché connaît sa dernière heure de gloire en donnant naissance à l'économie du partage, nouveau système dans lequel le coût marginal tend vers zéro.

Tous les grands changements de paradigme économique survenus dans l'histoire ont ceci en commun : à un moment donné, trois révolutions technologiques ont convergé en une plate-forme technologique polyvalente. Pour simplifier, on peut définir ces trois révolutions comme suit : premièrement, de nouvelles formes de *communication* permettent d'organiser plus efficacement l'activité économique ; deuxièmement, de nouvelles formes d'*énergie* permettent d'alimenter plus efficacement cette activité ; troisièmement, de nouvelles formes de *transport* permettent d'en améliorer la mobilité. Dans l'économie de type capitaliste, de grandes sociétés organisées verticalement sont parvenues à créer des économies d'échelle, d'où la réduction des coûts marginaux et la production de biens et de services peu coûteux. La deuxième révolution industrielle est née du développement des technologies de la communication (téléphone, etc.), de l'invention du moteur à combustion, de la construction des routes nationales et de la production des automobiles. En 2008, le ralentissement économique mondial révèle que cette deuxième révolution est exsangue ; apparaissent alors divers problèmes : chômage des jeunes, contraction des économies, etc. L'infrastructure des pays industrialisés est vieillissante et en mauvais état. Aujourd'hui, avec la montée en puissance de l'Inde et de la Chine, les ressources ne suffisent plus à satisfaire la demande de notre économie, voire de notre civilisation, qui, tout entière, repose sur les produits du carbone (plastique, produits chimiques, etc.). La deuxième révolution industrielle n'offrant pas de solutions à ces problèmes, la croissance économique connaîtra inévitablement un coup d'arrêt.

Cela étant, grâce aux jeunes qui sont présents à ce Forum, nous sommes au seuil de la troisième révolution industrielle, celle où l'internet se transforme progressivement en un « internet des choses ». Comme les deux révolutions qui l'ont précédée, elle est aussi le résultat de trois révolutions technologiques dans les domaines de la communication, du transport et de l'énergie. C'est la numérisation de la vie économique qui conduit au coût marginal zéro et introduit de la démocratie dans l'économie. Cette évolution nous permet d'adopter un modèle de partage dans nos activités et de lutter contre les changements climatiques. Dans ce monde de l'internet omniprésent, tous les appareils sont interconnectés, le tout formant un immense système neuronal. Les usines et les habitations devenues « intelligentes » envoient en continu des données à un système numérique qui est au centre de l'internet des choses. Sans remettre en question tous ces avantages, M. Rifkin a rappelé qu'il est nécessaire de définir des mesures pour garantir la protection de la sphère privée, la sécurité des données et la neutralité du réseau et se prémunir du cyberterrorisme et de la monopolisation du réseau par un petit nombre d'entreprises. Tels sont les défis que doit relever la génération du numérique. Dans vingt ans, chaque individu sera connecté en ligne et participera, dans des proportions considérables, à l'accroissement de la productivité et de l'efficacité énergétique en produisant avec un coût marginal minime, voire nul. Dans l'internet des choses, chacun pourra par exemple créer ses propres applications et algorithmes. Ce changement a déjà investi notre quotidien, notamment avec Napster, le service de partage de fichiers musicaux, les livres électroniques gratuits et les cours universitaires librement accessibles en ligne, ou encore les journaux gratuits sur internet et les articles de blog. Ce que l'ancienne génération appelait plagiat se nomme aujourd'hui partage. Les industries traditionnelles, comme l'industrie musicale ou la presse, qui ne peuvent rivaliser avec le coût marginal zéro, sont sur le déclin.

*« La numérisation du monde est une révolution. C'est à la numérisation de la société et à tous les jeunes présents ici dans cette salle que l'on doit cette formidable transformation économique. Vous avez déclenché une révolution, mais vous n'en êtes pas conscients. En fait, vous avez créé une nouvelle représentation de la société. »*



La société du coût marginal zéro a aussi pénétré le secteur de la production d'énergie, avec la réduction rapide des coûts des énergies solaire et éolienne. Aujourd'hui, les particuliers peuvent installer leurs propres panneaux solaires sur le toit de leur maison et produire de l'énergie à un coût marginal nul. Ainsi les compagnies d'électricité à structure verticale, qui sont nées avec la deuxième révolution industrielle, voient-elles leur puissance économique se réduire. Des millions d'internautes se regroupent en coopératives énergétiques et produisent de très grandes quantités d'électricité, affaiblissant les géants de l'énergie à intégration verticale. Aujourd'hui, en Inde et en Afrique subsaharienne, des jeunes s'établissent en milieu rural et installent dans les villages des panneaux solaires qu'ils louent aux habitants à un prix modique. On peut donc parler de « puissance » du peuple, au propre comme au figuré. Aujourd'hui, lorsque les nouvelles générations évaluent une action institutionnelle, elles se demandent si elle est centralisée, patriarcale, imposée d'en haut, protégée par des droits exclusifs et fermée, ou si elle est décentralisée, collaborative, ouverte et transparente. M. Rifkin a également mentionné une autre innovation numérique : l'impression 3D. Cette nouvelle technologie, qui s'appuie sur des matériaux existants, sur le recyclage et sur le principe de la fusion, peut être alimentée par des panneaux solaires. Le premier véhicule 3D, une voiture italienne, passera bientôt du prototype à la production industrielle. Ce seront des véhicules sans conducteur ou encore des drones à coût marginal nul. De son côté, le président Obama veut que chaque école dispose désormais d'une imprimante 3D. Grâce à cette technologie, les enfants pourront bientôt produire leurs propres objets innovants et les partager dans des communautés en ligne.

La meilleure façon de comprendre cette révolution est de considérer l'exemple de l'automobile. Des millions de personnes pratiquent aujourd'hui l'autopartage, et pour chaque véhicule partagé, cinquante ne sont plus produits. De façon générale, ce système permet de supprimer 80 % de la totalité des voitures en milieu urbain et, dans le même temps, de réduire les frais de déplacement. Quelle sera l'incidence d'une telle évolution sur la démocratisation de la vie économique ? L'exemple le plus parlant est celui des jouets. On sait qu'ils ont un rôle déterminant dans le développement de l'enfant : celui-ci, par le simple fait qu'il possède un jouet, appréhende pour la première fois les concepts de propriété et de statut. Mais dans le nouveau millénaire, la location de jouets sur des sites de partage en ligne se développe. Moyennant le paiement de frais d'inscription, les parents peuvent faire livrer à domicile le jouet de leur choix. Ils expliquent à leur gamin qu'un autre enfant a déjà joué avec ce jouet et qu'il en a pris soin. De cette façon, l'enfant apprend que le jouet n'est ni une propriété ni un statut. Il commence alors lui-même à partager, et se prépare ainsi à faire de même, plus tard, avec des voitures, des appartements ou des outils. Ce processus d'apprentissage marque le début d'une nouvelle ère économique.

Au moment où s'achève la deuxième révolution industrielle, cinq ou six sociétés dominent le marché dans chaque secteur de l'industrie. L'internet des choses, cette plate-forme numérique de communication, d'énergie et de transport, fonctionne sur un autre mode, un mode collaboratif, ouvert et transparent, qui favorise l'intervention de millions de petits acteurs tout en supprimant les intermédiaires et en réduisant le coût marginal. A mesure que nous avançons vers un monde numérisé, nous pouvons plus facilement entrer en relation les uns avec les autres et chacun d'entre nous peut devenir un entrepreneur social. Selon Adam Smith, chaque individu s'efforce d'être un agent autonome, motivé par son propre intérêt matériel. En poursuivant ainsi son intérêt personnel, l'individu soutient *in fine* la société. A l'inverse, la nouvelle génération est définie par le partage et le don à l'autre via le réseau et ce comportement renforce sa capacité globale de production. Cet esprit d'entreprise bien particulier ne repose pas sur le simple intérêt personnel, mais sur la créativité et le talent. En donnant aux gens la possibilité de devenir des entrepreneurs sociaux, il est possible de remettre chaque jeune sur le chemin du travail. Nous pouvons transformer l'ensemble du réseau électrique de chaque pays et mettre tous les bâtiments aux normes de l'énergie solaire et éolienne et ainsi employer des millions de jeunes peu ou pas qualifiés pour en effectuer la maintenance. Les capitaux nécessaires à cette infrastructure numérique existent déjà, mais ils sont toujours investis dans la plate-forme de la deuxième révolution industrielle. L'an dernier, l'Union européenne a dépensé 740 milliards d'euros pour l'infrastructure du xx<sup>e</sup> siècle. Tandis que les sociétés traditionnelles repoussent la révolution numérique, la nouvelle génération doit aller de l'avant, se donner une conscience politique et faire en sorte que les choses bougent.

Autre combat majeur à l'ère du numérique : veiller au maintien de la neutralité du réseau. A l'origine, l'idée de l'internet était que tout le monde puisse avoir accès au réseau sur un pied d'égalité. Mais aujourd'hui, cette ressource est convoitée par un ensemble de sociétés aussi diverses que variées. Il est donc absolument essentiel de réguler les entreprises mondiales de l'internet en les considérant comme des fournisseurs de services à l'échelle de la planète, et de gérer le réseau comme un bien public. Ce qui manque à la révolution numérique, c'est un mouvement politique mondial né de la génération du numérique dont le but serait de préserver la neutralité du réseau, et, partant, de démocratiser la vie numérique. Ce mouvement doit amener

toute une génération de militants, soit un milliard de personnes, à établir les grandes lignes d'une charte numérique des droits et des responsabilités et à la publier en ligne. Entre militants du numérique et sociétés de l'internet, un débat s'impose. Les premiers sont en position de force, car ils peuvent facilement décider de remplacer les acteurs de l'internet qui refuseraient d'entendre les revendications des jeunes. Sur le plan du climat, seule la génération numérique interconnectée, ces militants du monde entier, seront en mesure de sensibiliser les populations au rôle essentiel que joue la biosphère et ainsi de soigner la planète, qui est menacée par les changements climatiques. La seule façon d'y parvenir est d'opter pour un partage des ressources, de s'ouvrir aux « communs participatifs » et d'instaurer une conscience de la biosphère. Le coût marginal zéro est la métrique idéale pour réduire l'empreinte environnementale de chaque individu sur notre planète et, peut-être, contenir le changement climatique.

### **Table ronde : Les jeunes – acteurs du changement mondial – 3 novembre**

**Anne Brasseur**, Présidente de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, a ouvert la première table ronde du Forum mondial de la démocratie 2014 en rappelant la nécessité de parler non seulement des jeunes, mais aussi avec les jeunes. Elle a déclaré que le Conseil de l'Europe était un organisme normatif de la démocratie et des droits de l'homme à l'échelle du continent européen et, dans certains domaines, au niveau mondial. Tandis que la démocratie repose sur des fondamentaux qui demeurent inchangés, dans la pratique, son fonctionnement évolue sous l'influence de changements sociétaux. Les jeunes sont aux avant-postes de ces changements. Ainsi voit-on à Hong Kong des jeunes qui manifestent pour leur droit à l'autodétermination politique. Il nous faut comprendre ce que les jeunes attendent et aussi les accompagner, si nécessaire, en élaborant de nouvelles normes ou en posant de nouvelles exigences pour veiller à ce que leurs idées, leurs besoins et leurs attentes soient mieux entendus, aujourd'hui, dans nos démocraties. Les jeunes se sentent particulièrement concernés par les défis à long terme et les orientations stratégiques qui touchent leur société, qu'il s'agisse de la gestion durable de l'environnement, de la justice sociale, de la corruption ou encore de l'égalité des chances. Ils n'ont cependant que peu d'influence sur ces choix stratégiques de nature politique. De plus, les jeunes qui sont exclus du monde du travail et du système éducatif sont souvent marginalisés politiquement et socialement. L'écart entre les jeunes et les institutions démocratiques est une source d'inquiétude. Leur absence des instances dirigeantes des partis politiques et des listes des candidats aux élections entraîne un déficit démocratique croissant, une perte de légitimité des institutions démocratiques et une radicalisation de l'opinion politique.

Mme Brasseur a expliqué que l'objectif de cette session plénière était de contribuer à affiner notre compréhension de cette question majeure : comment faire en sorte que les jeunes aient davantage d'influence sur les prises de décision en matière politique ? La principale difficulté est de canaliser leur engagement citoyen de manière constructive et de l'incorporer au système politique. Car les jeunes créent et expérimentent sans cesse de nouveaux moyens de communication et d'organisation, notamment grâce aux médias en ligne et aux réseaux sociaux, selon une approche qui pourrait bien défier les anciens modèles de gouvernance démocratique. Il faudra peut-être assouplir les structures étatiques et les rendre plus transparentes pour les adapter aux besoins et aux attentes de la jeune génération. La session plénière devrait permettre d'esquisser les grandes tendances de la participation des jeunes aux processus politiques, de présenter les difficultés majeures qui s'y rapportent, et de trouver des stratégies pour améliorer la réactivité des démocraties à ces besoins et à ces attentes. M<sup>me</sup> Brasseur a ensuite demandé aux intervenants d'exposer brièvement leur avis sur la voie à suivre pour que les jeunes deviennent des moteurs du changement de société commentant sur la façon dont les institutions politiques doivent s'adapter pour mieux promouvoir l'engagement citoyen dont ils font preuve.

**Yuk Hui**, Hong Kong, chercheur dans le domaine des médias numériques à l'Université Leuphana (Allemagne), a expliqué que les jeunes se sentent de plus en plus impuissants à agir sur le terrain politique, comme l'ont récemment montré les manifestations de Hong Kong. M. Hui n'est cependant pas convaincu que le suffrage universel puisse suffire à résoudre les problèmes de démocratie dans sa ville, car le mouvement Occupy de Hong Kong, comme celui de nombreux autres pays dans le monde, s'est essentiellement développé en réaction à une économie néolibérale autoritaire. Désormais, la promotion de la démocratie ne relève plus exclusivement du champ politique : c'est aussi une question économique, qui exige une reconnexion des institutions politiques avec les forces du marché capitaliste en vue de permettre aux jeunes d'élargir leur imaginaire social, c'est-à-dire l'idée de la possibilité de modes de vie divers et variés. A Hong Kong, les

jeunes ont aujourd'hui retrouvé, dans la rue, cet imaginaire social qui avait été étouffé. Ils ressentent à quel point il est formidable de participer. Dans ce contexte, la participation désigne la reconnaissance du droit politique de l'individu, ce droit n'étant pas nécessairement institutionnalisé. Rendre cela possible, tel est le rôle des institutions politiques.

*« Le conseil que je donnerais aux jeunes, c'est de ne pas attendre de devenir Bono ou Bill Gates. Vous, jeunes débordant de passion et de créativité, pouvez changer les choses dès maintenant : il n'y a jamais eu de meilleur moment pour agir ! »*

**Nancy Lublin**, Etats-Unis, PDG de Do Something et fondatrice de Crisis Text Line, a souligné l'importance des technologies de l'information pour le changement de société. Grâce aux nouveaux outils numériques, les militants locaux seront en mesure de résoudre les problèmes hérités des générations précédentes, notamment le changement climatique et les niveaux de chômage particulièrement élevés. Que ce soit la chute du mur de Berlin ou les actions citoyennes comme le mouvement de défense des droits des homosexuels, aucune révolution ne s'est produite parce que des hommes d'affaires et des responsables politiques se sont mis autour d'une table et sont convenus d'un plan à mettre en œuvre. Non, ces révolutions sont le fruit des actions menées par des militants qui sont descendus dans la rue. M<sup>me</sup> Lublin a fait trois propositions pour promouvoir le changement dans la société : tout d'abord, pour les citoyens, la nécessité d'utiliser les médias sociaux pour entrer en relation les uns avec les autres (Facebook, Twitter, etc.). Ensuite, l'abandon du terme « autonomisation », qui empêche de s'adresser aux jeunes générations d'égal à égal. Enfin, l'abaissement de l'âge légal du droit de vote en vue de faciliter la pleine participation des jeunes aux processus politiques.

**Yves Leterme**, Belgique, Secrétaire général d'International IDEA, a soulevé trois questions : quel est précisément le problème ? Pourquoi y sommes-nous confrontés ? Quelles sont les solutions ? Tout d'abord, il y a le problème de la participation des jeunes à la vie politique dans les processus démocratiques formels. Rien ne prouve que ce problème se pose aussi dans les démocraties non formelles. Lors des dernières élections au Parlement européen par exemple, le pourcentage moyen des votants par pays a été de 40%, et de 30 % seulement pour les jeunes. Parallèlement, dans les pays où la participation formelle est particulièrement faible, les jeunes s'engagent activement à un niveau non formel. Deux grandes raisons à ce paradoxe. D'une part, le manque de crédibilité des démocraties formelles en termes de réalisations et de progrès social et économique, d'autre part, un écart entre ces démocraties et la jeune génération, écart qui se présente sous quatre aspects : un fossé thématique, car les objectifs politiques retenus ne sont pas nécessairement les grandes priorités des jeunes générations ; un fossé culturel, car la démocratie formelle est régie par des mécanismes trop lents et aussi parce que le langage qui l'organise n'est pas adapté à la culture des jeunes ; un fossé technologique, pleinement visible dans la façon dont les jeunes communiquent aujourd'hui ; et un fossé générationnel, avec des élus qui, pour la plupart, ont entre 48 et 62 ans. Les responsables politiques doivent faire preuve d'empathie à l'égard des jeunes, non seulement pour gagner leurs voix, mais aussi après les élections lorsqu'il s'agit de définir les grandes orientations. Un savant dosage de démocratie représentative et de démocratie directe, davantage ciblée sur les problèmes, permettrait d'atteindre plus facilement ce but. Enfin, pour une plus grande inclusion des jeunes dans le système politique, il serait utile d'abaisser l'âge légal du droit de vote et d'introduire des quotas en faveur des jeunes sur les listes des candidats aux élections.

**Felipe Jeldres**, Chili, président de l'Union internationale des Jeunes socialistes, a invité les auditeurs à réfléchir à la différence entre « participation » et « influence ». Pour lui, le terme « influence » a une signification beaucoup plus profonde, car il traduit la capacité de peser sur les processus et de prendre des décisions. Il y a cinquante ans, la seule façon de peser sur la scène politique était d'appartenir à un parti et de participer régulièrement aux réunions organisées dans ce cadre. Aujourd'hui, les partis eux-mêmes se doivent d'être actifs sur les réseaux sociaux pour prendre le pouls de la société. Il n'en reste pas moins qu'ils jouent toujours un rôle déterminant dans la gouvernance démocratique. Ils ont la capacité de transformer en actions les attentes de la population et aussi de proposer différents modèles de société en adoptant une démarche politique d'ensemble. En politique, la prise de décision est toujours affaire de pouvoir, de même que le pouvoir va toujours de pair avec l'inégalité, laquelle est étroitement liée à la pauvreté. A cet égard, les mouvements sociaux récents ont tous en commun de dénoncer la répartition inégale du pouvoir. Pour que les choses changent, il incombe aux jeunes de s'organiser, de prendre part à l'ensemble du processus d'élaboration des politiques et de devenir ainsi de jeunes acteurs politiques capables d'influer sur les choix de façon substantielle. Certaines personnes dans le public ont fait part de leur désaccord avec M. Jeldres à propos de l'impact politique qui, pour lui, passe

essentiellement par les partis. Les intervenants ont fait valoir que les partis sont des organes assez anciens qui ne laissent pas suffisamment de place aux jeunes, aux femmes et aux minorités. Il serait plus efficace de rejoindre des groupes d'intérêt plus ciblés, capables de représenter les intérêts des personnes défavorisées de façon satisfaisante. M. Jeldres a répondu que les jeunes doivent participer à toutes les discussions politiques, et pas seulement à celles qui ne concernent que la jeunesse.

*« Si vous n'arrivez pas à changer un parti politique, comment pouvez-vous changer une société tout entière ? »*

**Henry B. Tam**, directeur du Forum de l'Université de Cambridge pour la participation de la jeunesse et pour la démocratie, a proposé quatre ingrédients susceptibles de donner de la substance aux mécanismes visant à promouvoir l'influence des jeunes sur la prise de décision en démocratie. Tout d'abord, les citoyens doivent élargir leurs compétences en matière politique pour être en mesure de comprendre et de contester les orientations qui sont choisies, mais aussi de reconnaître la propagande lorsqu'elle se présente. Ensuite, ils ont besoin de solidarité citoyenne, c'est-à-dire de se retrouver entre personnes unies par une communauté d'intérêts sur les questions de société. Il est aussi nécessaire de garantir une plus grande sécurité socioéconomique pour permettre à tous les citoyens de prendre part à la vie politique sur un pied d'égalité. Enfin, le dernier élément concerne la mise en place d'une organisation solide, qui soit capable de rassembler les citoyens pour qu'ils influent durablement sur l'élaboration des politiques. Si ces quatre ingrédients sont réunis, le développement d'initiatives ayant une véritable incidence politique devient possible. Mais si l'un d'entre eux vient à manquer, les processus décisionnels en matière politique ne peuvent pas évoluer de façon substantielle.

**Pascale Thumerelle**, vice-présidente et directrice de la responsabilité sociétale de l'entreprise chez Vivendi, a indiqué que parmi de nombreux autres projets à caractère social, Vivendi s'est donné pour tâche de soutenir les jeunes dans la révolution numérique. Dans le secteur des médias, il est difficile de mesurer les retombées de certaines initiatives sur la société. Il est donc important que le contenu soit diversifié et accessible par de nombreux publics différents, ce qui est un indicateur de répercussion sociétale positive. Les jeunes sont perçus comme des acteurs à part entière et sont associés à l'élaboration de documents stratégiques, par exemple sur le rôle que joue la culture dans la promotion de la croissance économique et de la cohésion sociale.

À l'issue des présentations des différents experts, le public a été invité à formuler des commentaires et à poser des questions. Jean-Claude Frecon, président du Congrès des pouvoirs locaux et régionaux du Conseil de l'Europe, a souligné la nécessité d'associer les jeunes à toutes les étapes du processus décisionnel politique. Il a encouragé leur participation, indiquant combien leurs points de vue étaient nécessaires à l'élaboration des politiques. Jon Loughton, fondateur de l'entreprise sociale Dare to Lead, a demandé comment l'on pourrait inciter les jeunes qui sont les plus éloignés du pouvoir, en particulier les jeunes handicapés et ceux des milieux économiques défavorisés, à se battre et à prendre part aux processus politiques. Pendant cet échange de vues, on a aussi souligné la nécessité de créer davantage de postes d'encadrement pour les jeunes au sein du Conseil de l'Europe pour qu'ils aient plus de chances de faire leurs preuves. Henry B. Tam a rappelé aux participants que la mobilité sociale avait pour vocation de transformer l'ensemble de la société en un système plus juste. Mais, a-t-il ajouté, quelle est la probabilité que nous puissions changer une société tout entière, quand nous ne sommes pas même capables de rendre un parti politique plus attentif aux besoins de la jeunesse ? Il importe dès lors de ne pas oublier le réel pouvoir des partis et leur capacité à peser sur les décisions politiques.

*« La pauvreté des aspirations est la plus dangereuse des menaces pour les démocraties d'aujourd'hui. »*

Yves Leterme a répondu qu'il était essentiel d'associer les jeunes à tous les niveaux de gouvernance, y compris aux postes d'encadrement, et de leur donner ainsi plus de visibilité. Mais dans le même temps, il leur appartient aussi de s'engager en politique. Nancy Lublin a souligné que la pauvreté des aspirations est la plus dangereuse des menaces pour les démocraties d'aujourd'hui. Aux sociétés, les jeunes apportent l'espoir et la conviction qu'un avenir meilleur est possible et que la lutte pour y parvenir mérite d'être livrée. Il importe que les jeunes s'investissent dans le domaine politique, mais aussi dans d'autres secteurs de la société, a ajouté Pascale Thumerelle. Elle a notamment cité le secteur économique, car en tant que

consommateurs, les jeunes ont un pouvoir qu'ils peuvent utiliser. Yuk Hui a clos le débat en déclarant que toutes les technologies *a priori* vertueuses peuvent être utilisées à mauvais escient et devenir un poison pour la société. Les discussions autour de la démocratie ne doivent pas se limiter aux aspects industriels, car l'industrialisation n'apportera pas un surplus de démocratie. Les médias sociaux comme Facebook et Twitter posent d'innombrables problèmes. Entre autres, ils redéfinissent l'individu, le public et les contours de leur pouvoir. Leur influence peut être un frein à la démocratie ; c'est pourquoi il est nécessaire que les citoyens restent critiques vis-à-vis de ces outils.

### **Table ronde : L'autonomisation des jeunes pour la transformation démocratique ? – 4 novembre**

**Philippe Cayla**, conseiller spécial du PDG d'Euronews, a ouvert la table ronde du deuxième jour du Forum. Le modérateur a déclaré que la démocratie représentative semblait aujourd'hui atteindre ses limites en tant que forme d'organisation de la société. Ces dernières décennies, partout dans le monde, d'autres modes de participation en démocratie ont vu le jour. L'objet de la session plénière était d'analyser ces nouvelles formes de participation démocratique, qui sont en particulier exercées par les jeunes, à la lumière des institutions représentatives plus traditionnelles.

**Chantal Mouffe**, Belgique, directrice du Centre d'études pour la Démocratie à l'Université de Westminster, s'est demandé, dans son analyse, pourquoi les jeunes ne semblent plus s'intéresser à la politique. M<sup>me</sup> Mouffe a examiné les raisons de cette désillusion générale des jeunes à l'égard des institutions démocratiques et de la démocratie représentative. Le déphasage que l'on observe entre les jeunes et la démocratie représentative, en particulier en Europe, tient au fait que nous vivons aujourd'hui dans une post-démocratie. Les sociétés post-démocratiques donnent l'impression que leurs institutions démocratiques sont opérationnelles, alors qu'en réalité la plupart des décisions ne sont pas prises par ces institutions, mais sont fortement influencées par les forces du marché et par les établissements financiers. Dans le même temps, d'aucuns prétendent que les décisions politiques sont trop complexes pour les citoyens et qu'il est préférable de les confier à des spécialistes. Ces deux phénomènes ont conduit à la crise de la démocratie représentative à laquelle nous devons faire face aujourd'hui. D'où le slogan utilisé par les récents mouvements de protestation tels les « Indignados » en Espagne : « Nous avons le droit de vote, mais pas le droit de parole ». Dans les post-démocraties, les citoyens ont le droit de vote, mais leur vote n'a pas d'influence sur le cours des choses en raison du consensus qui règne au centre du spectre politique. Les partis politiques de centre-gauche et de centre-droit proposent les mêmes programmes tout en rejetant les solutions de substitution à la mondialisation néolibérale. En l'absence d'alternatives, les citoyens font le choix de ne pas voter ou, de plus en plus souvent, votent pour des partis d'extrême droite, qui prétendent offrir des solutions nouvelles et rendre au peuple sa voix.

*« Il est très important qu'en allant voter, vous sachiez que votre vote pèsera dans la balance et qu'il ne s'agit pas de choisir entre Coca-Cola et Pepsi, ce qui malheureusement est aujourd'hui le sens des élections dans la plupart de nos sociétés. »*

Nombreux sont ceux qui se trompent en faisant l'amalgame entre les problèmes de démocratie que nous rencontrons aujourd'hui et le concept de démocratie représentative en soi. Ils font valoir que la démocratie représentative est un oxymore, au prétexte que la vraie démocratie ne saurait être représentative et qu'elle doit être directe et « présentiste », et constituée non plus par des parlements mais par des assemblées citoyennes. Pour M<sup>me</sup> Mouffe, une démocratie sans représentation est impossible. En fait, le problème majeur réside dans la façon dont la démocratie représentative est actuellement mise en pratique. Sur cette base, elle plaide en faveur d'une démocratie agonistique, qui intègre le conflit politique et réintroduit les alternatives politiques. Les citoyens doivent avoir la possibilité de voter pour des projets clairement différenciés et les jeunes en particulier doivent pouvoir s'identifier à certaines politiques de la société. La solution ne réside pas nécessairement dans un surcroît de délibération et de participation ; pour que les débats soient pertinents, il faut aussi proposer des alternatives. Pour transformer la démocratie représentative en une démocratie agonistique, il est nécessaire d'intégrer les mouvements de protestation et d'employer les techniques qui permettent aux jeunes de se mobiliser dans le monde entier. Il nous faut créer une synergie entre les mouvements de la société civile et les formes de démocratie plus traditionnelles, car on observe actuellement une inadéquation entre les

modes d'organisation de la jeunesse et les mécanismes des institutions et des traditions démocratiques. Les deux approches doivent être combinées pour créer une démocratie de type agonistique. Enfin, il est capital d'examiner le rôle que jouent l'affect et les émotions en politique, aspect qui est souvent sous-estimé. Pour s'intéresser et s'adonner activement à une cause, les jeunes ont en effet besoin d'être touchés personnellement ou émotionnellement. L'idéalisme est un puissant moteur d'engagement en faveur de la société. Une démocratie agonistique donnera aux jeunes, en plus du droit de vote, un droit de parole. Il importe à cet égard ne pas confondre démocratie agonistique et démocratie antagoniste, l'antagonisme décrivant une opposition du type ami/ennemi. Dans une société antagoniste, l'opposant est vu comme un ennemi à détruire, ce qui aboutit à la guerre civile. La « démocratie agonistique », elle, intègre la dimension antagoniste des sociétés et reconnaît qu'il existe des conflits politiques sans solution rationnelle, mais en reconnaissant la légitimité de l'opposant, elle transforme les ennemis en adversaires.

**Hélène Landemore**, maître de conférences en sciences politiques à l'Université de Yale, opère une distinction entre, d'un côté, la démocratie en tant qu'idéal normatif et, de l'autre, la démocratie en tant qu'incarnation actualisée de cet idéal, qui a cours dans la plupart des sociétés matures et que l'on appelle démocratie représentative. Pour elle, il n'y a pas de désillusion à l'égard de la démocratie en tant qu'idéal, à savoir un régime politique fondé sur l'inclusion et l'égalité politique. C'est l'incarnation présente de la démocratie représentative qui est en crise. La démocratie représentative est née au XVIII<sup>e</sup> siècle et s'est développée au XIX<sup>e</sup> avec la création des partis politiques. Cette démocratie schumpétérienne repose sur le principe de la compétition des élites en vue d'obtenir le maximum de votes aux élections ; elle ne peut donc pas être considérée comme une démocratie « par le peuple et pour le peuple ». En ce sens, il est vrai que la plupart des gens ont effectivement un droit de vote, mais pas voix au chapitre. L'enlisement de la démocratie représentative touche particulièrement les jeunes et les laisse dans un état de frustration. L'internet ouvre la voie à de nouvelles formes de démocratie en permettant une communication multidirectionnelle entre dominants et dominés, mais aussi entre les dominés eux-mêmes. Pour que l'Etat soit gouverné intelligemment, il faut élire à sa tête les meilleurs, les plus brillants : tel est le principe qui a prévalu au XX<sup>e</sup> siècle. Mais M<sup>me</sup> Landemore a montré dans ses travaux que pour obtenir un collectif intelligent, il fallait réunir des personnes de capacités cognitives diverses. Ce n'est pas le cas des gouvernements représentatifs, dont les élites entraînées se ressemblent toutes et ne reflètent qu'une petite partie des intérêts du reste de la population. Pour être plus inclusive, la démocratie doit s'orienter vers un modèle hybride de « post-représentation », qui intègre davantage d'éléments de la démocratie directe, liquide et hybride. Les formes de gouvernance que sont par exemple les gouvernements transparents, l'élaboration participative des lois ou la gestion participative du budget sont des moyens efficaces d'injecter de la diversité cognitive dans le système de représentation. De plus, il faut mener une réflexion sur le système électoral démocratique consistant à désigner les décideurs par tirage au sort, approche qui a déjà fait ses preuves dans la Grèce antique. Les jeunes préconisent des formes innovantes de démocratie, comme les « lottocraties », dans lesquelles les personnes siégeant dans les assemblées décisionnaires sont choisies au hasard dans la population, approche qui reflète mieux la diversité des citoyens. Des expériences de ce type ont déjà été tentées en Colombie-Britannique (Canada) ainsi qu'en Islande, où une assemblée de citoyens a été chargée de rédiger une nouvelle constitution. Les jeunes peuvent être les moteurs de ces innovations et ont, à cet égard, un rôle particulièrement important à jouer.

Pour accroître l'influence des jeunes dans les institutions traditionnelles de la démocratie représentative et proposer des solutions, on pourrait commencer par réaliser un sondage délibératif auprès des jeunes Européens. Par ailleurs, l'abaissement de l'âge légal du droit de vote à 16 ans est une voie à explorer pour élargir la démocratie. Cette mesure a du reste donné de très bons résultats dans les pays qui l'ont mise en place. Mais si l'abaissement de l'âge légal du droit de vote peut être une solution pour améliorer les niveaux d'inclusion, cette mesure ne permettra pas d'éradiquer les problèmes systémiques de la démocratie représentative, a ajouté M<sup>me</sup> Mouffe : cette mesure ne facilitera pas nécessairement l'instauration d'une démocratie agonistique. Comme le montre l'exemple de l'Autriche, qui a abaissé l'âge légal du droit de vote, les jeunes électeurs, à l'instar des adultes, ont tendance à voter pour les partis du centre. Il est donc plus important de donner aux jeunes la possibilité de s'approprier d'autres solutions.

Après les interventions de M<sup>me</sup> Mouffe et de M<sup>me</sup> Landemore, Philippe Cayla a invité le public à formuler des commentaires et à poser des questions. M. Huang Junxian, vice-directeur général du 7<sup>e</sup> bureau du Bureau de l'information du Conseil d'Etat chinois, a souligné combien il est important que les jeunes participent à l'élaboration des lois. En Chine, a-t-il indiqué, les jeunes supervisent l'exercice du pouvoir par les autorités et prennent une part active à la démocratie locale et délibérative. A l'avenir, les possibilités de participation

politique des jeunes seront renforcées et ceux-ci joueront un rôle encore plus important dans l'élaboration des politiques démocratiques du pays. Un participant albanais a demandé comment la démocratie agonistique pouvait permettre d'augmenter les taux de représentation des jeunes dans les partis politiques et dans les institutions démocratiques traditionnelles alors que les responsables politiques plus âgés leur en bloquent souvent l'accès. Chantal Mouffe a répondu que les partis n'offraient effectivement pas assez d'espace aux jeunes, ce qui engendrerait chez ces derniers un certain cynisme à l'égard de l'adhésion à ces structures. Il est donc important de convaincre les jeunes que les partis jouent toujours un rôle important et qu'ils doivent les obliger à leur faire une place.

*« Combien d'anciens sont prêts à se mettre en retrait pour laisser une place aux jeunes à des postes politiques ? »*

D'autres personnes dans le public ont posé des questions. Certains ont voulu savoir comment précisément, outre le droit de vote, les jeunes pouvaient aussi obtenir le droit de parole et faire entendre leur voix. D'autres ont demandé combien d'anciens étaient prêts se mettre en retrait pour laisser une place aux jeunes à des postes politiques. Un participant dans le public a appelé l'attention sur le danger que représente l'abaissement de l'âge légal du droit de vote, les jeunes étant selon lui trop facilement manipulables. Il importe que les responsables politiques ouvrent leur parti pour faire une place aux jeunes, a-t-il souligné. Un autre participant a souhaité savoir quelles parades les démocraties modernes pouvaient mettre en place pour que les jeunes ne rejoignent pas les organisations extrémistes.

Chantal Mouffe a répondu que très souvent, les jeunes rejoignent les organisations extrémistes ou le djihad par idéalisme, parce que les démocraties modernes les ont déçus et qu'ils ont le sentiment qu'aucune cause n'est digne d'être défendue. La politique est nécessairement partisane et les jeunes ne peuvent s'identifier à une cause qu'en choisissant un camp politique clairement identifiable. Or cette distinction entre les différentes écoles politiques (gauche, droite, etc.) fait aujourd'hui défaut dans nos sociétés et il est urgent de dissiper cette confusion. Hélène Landemore voit les choses autrement : pour elle, la solution réside dans la délibération sociétale et intergénérationnelle. Les anciennes générations doivent être à l'écoute des attentes de la jeunesse pour prévenir le risque d'une frustration des jeunes à l'égard de la démocratie, a-t-elle souligné.

## **Les Labs**

À l'issue des sessions plénières se sont tenus vingt et un « labs », au cours desquels trente-deux initiatives visant à accroître l'influence des jeunes dans les processus décisionnels démocratiques ont été présentées. La pertinence, l'impact, la pérennité et le caractère innovant et reproductible de ces initiatives ont été évalués. Leur capacité à encourager la participation de la jeune génération a été examinée de près par les jeunes participants, qui avaient préparé leurs contributions aux labs sur une plate-forme en ligne avant le Forum.

Les labs ont attiré beaucoup de monde et les participants ont déclaré que c'était une vraie réussite. Le matin et l'après-midi du 4 novembre, il a été demandé aux participants de choisir entre dix et onze options possibles pour les labs. Malgré ce choix difficile, le format et la méthodologie adoptés ont été très appréciés. La qualité des présentations a été saluée et les labs ont été perçus comme des exercices interactifs, inclusifs et innovants du point de vue du contenu.

Les labs s'articulaient autour de quatre thèmes :

- ▶ Influencer les mentalités
- ▶ Influencer la prise de décision
- ▶ Influencer les politiques
- ▶ Influencer les institutions.

## **Thème 1 : Influencer les mentalités**

---

Les jeunes doivent être sensibilisés aux défis auxquels les démocraties doivent aujourd'hui faire face, notamment le déphasage qui existe entre l'élite politique et les citoyens et le manque de transparence dans la prise de décision. Il faut leur donner les compétences qui leur permettront de s'atteler à ces problèmes et de faire entendre leur voix. Une meilleure compréhension des politiques publiques et des processus décisionnels non seulement contribue à promouvoir les valeurs démocratiques, mais encourage aussi les jeunes à se poser des questions sur tout ce qui touche à la politique. Il existe toute une série d'initiatives dont l'objet est de développer l'engagement citoyen et l'exercice des responsabilités parmi les jeunes. Ces initiatives leur apportent les connaissances nécessaires pour prendre part au processus démocratique en tant que citoyens actifs. Il s'agit notamment de convaincre les jeunes que leur engagement peut faire évoluer les orientations politiques et de leur montrer ce que les technologies modernes et les différentes structures d'influence peuvent leur offrir à cet égard.



## LAB 1 – EDUCATION CIVIQUE

En développant l'engagement citoyen et l'exercice des responsabilités chez les jeunes, on leur apporte les connaissances nécessaires pour prendre part au processus démocratique en tant que citoyens actifs. Mais cette démarche a-t-elle aussi une incidence sur les structures démocratiques et sur la prise de décision ?

Modérateur : M. Luca VOLONTÈ, PDG de la fondation Novae Terrae

Dessinateur : M. Jean-Charles ANDRIEU DE LEVIS

Initiative 1 : NSS-Community Connect Fellowship, mouvement Blue Ribbon, Inde

### Présentateurs

M. Abhishek THAKORE, Inde, fondateur du mouvement Blue Ribbon

M<sup>me</sup> Suruchi AULAKH, Inde, conseillère principale du mouvement Blue Ribbon

Initiative 2: Generation Citizen, Etats-Unis

### Présentateurs

M. Scott WARREN, Etats-Unis, cofondateur et directeur général de Generation Citizen

M<sup>me</sup> Noelle CORMIER, Etats-Unis, directrice régionale chez Generation Citizen

### Intervenants

M. Robert DOSSOU, Bénin, président honoraire de l'ACCPUF, Association des cours constitutionnelles ayant en partage l'usage du français

M. John LOUGHTON, Royaume-Uni, fondateur et PDG de Dare2Lead

M<sup>me</sup> Ivana SENDECKA, Slovaquie, Innovatrice, éducatrice et fondatrice de NGLS (Next Generation Leaders of Slovakia)

### Résumé général

A une époque où le désengagement et la frustration à l'égard de la démocratie traditionnelle connaissent un pic, les actions citoyennes visent à mobiliser les jeunes et à les encourager à produire du changement dans leur environnement par le biais de services civiques. Ils prennent ainsi conscience qu'ils ne sont pas étrangers au système. Les programmes d'action citoyenne leur apportent les compétences nécessaires pour résoudre les problèmes de la collectivité et faire entendre leur voix, ainsi qu'une meilleure compréhension des politiques publiques et des processus décisionnels. Cette démarche pose de nombreux défis : convaincre les jeunes qu'ils peuvent faire évoluer les politiques par leur engagement, passer du volontariat traditionnel à l'apprentissage d'une participation active à la démocratie par la pratique, maintenir la motivation, etc.

### A propos des initiatives

Le mouvement Blue Ribbon est un programme créé dans le cadre du NSS (programme de service national indien), dont l'objectif est de transformer les jeunes pour qu'ils ne soient plus dans la plainte mais dans l'action, et qu'ils apportent de réels changements dans la société. En Inde, le volontariat traditionnel des jeunes se résume le plus souvent à nettoyer des rues qui seront de nouveau sales une heure plus tard, à gérer le trafic à la place de policiers rémunérés pour le

faire, bref à gâcher leur temps en les employant à des activités qui ont peu, voire aucune influence sur leur confiance dans la démocratie. A l'inverse, l'initiative Blue Ribbon vise à former de jeunes leaders capables de résoudre des problèmes au niveau local. Pour ce faire, des étudiants extrêmement brillants sont repérés et leurs capacités de leadership (persistance, patience, compréhension du système, capacité à encourager les citoyens à résoudre eux-mêmes leurs problèmes) sont renforcées au cours d'ateliers et de sessions d'apprentissage qui s'étalent sur une année.

SOLUTIONS COULD BE FOUND AT SCHOOL, AS SOON AS POSSIBLE



*« Auparavant, on considérait les responsables politiques comme des dirigeants. On les considère maintenant de plus en plus comme des représentants. Nous étions des consommateurs de la gouvernance, nous sommes aujourd'hui des cocréateurs ; alors que nous étions dans la plainte, nous nous employons désormais à résoudre les problèmes. »*

Pour l'heure, le programme peut compter sur 145 membres qui ont mobilisé 1 600 volontaires, soit un total de 35 000 heures de volontariat. Cette année, 4 000 réclamations, soit 5%, ont été résolues grâce à l'intervention et au suivi de jeunes leaders participant au programme. Ce chiffre peut paraître modeste, mais il est en fait assez élevé si l'on considère que la résolution d'un problème nécessite des efforts de coordination considérables qui amènent les citoyens à traiter avec les pouvoirs publics de façon constructive pour créer du changement.

Generation Citizen, deuxième initiative présentée au cours du lab, repose sur l'expérience personnelle de Scott Warren, lequel, après une éducation passée en Amérique du Sud et en Afrique et après avoir assisté aux premières élections véritablement démocratiques dans l'histoire du Kenya, a perçu à quel point les Américains avaient perdu leur enthousiasme à l'égard de la politique. Il a entrepris de rapporter aux États-Unis ce qu'il avait vu dans le monde. Une solution au désintérêt des jeunes a été trouvée dans les « actions civiques à l'école ». La mission de Generation Citizen est de s'assurer que chaque élève américain reçoit en classe une éducation civique active et efficace, tout en œuvrant parallèlement sur l'axe de la demande afin de créer chez les jeunes une attente en termes d'éducation civique et d'action citoyenne.

Le programme, qui fait travailler en partenariat des étudiants de l'enseignement supérieur (les tuteurs de la démocratie) avec les élèves d'une classe du secondaire, repose sur quatre piliers : mettre l'accent sur l'action (les élèves choisissent des problématiques qui leur tiennent à cœur et agissent en intégrant les processus et en allant à la rencontre de personnes concernées), faire appel à des étudiants sur la base du volontariat et non à des professeurs adultes, animer ce programme dans le cadre du cursus normal et non comme une activité extracurriculaire, et enfin s'engager auprès des minorités et des élèves issus de familles à faible revenu.

Generation Citizen est ainsi en train de créer une nouvelle génération de jeunes militants et de jeunes leaders en leur enseignant comment participer de façon active à la démocratie. Pour obtenir son permis de conduire, il faut apprendre le Code de la route et s'entraîner à la conduite pour mettre en pratique les

règles du code. On peut dire que Generation Citizen est le moniteur de conduite de l'engagement citoyen. Pour devenir des citoyens autonomes et engagés, les jeunes doivent apprendre les principes de la participation à l'action publique et mettre leurs compétences en pratique grâce aux occasions qui leur sont données de mener des actions citoyennes. Même si les objectifs fixés par les étudiants ne sont pas toujours atteints, les élèves acquièrent malgré tout un savoir-faire, et le cours qui leur est dispensé devient le catalyseur qui souvent leur manque pour s'intéresser à la politique et s'y adonner avec passion.

#### *Résumé des discussions*

Lors des échanges de vues tenus dans le cadre de ce lab, il a été mis en avant que l'éducation était le seul moyen de préparer les jeunes à s'investir en politique et à améliorer les choses dans ce domaine. L'éducation doit venir à la fois des familles et de projets comparables aux deux initiatives présentées précédemment. D'où l'importance de pérenniser ces initiatives, y compris sur le plan économique. Il est nécessaire que les jeunes évoluent : dans un premier temps bénévoles et militants, ils doivent devenir des dirigeants d'entreprise respectés et des innovateurs connectés.

Le problème du système politique actuel est que d'un côté, certains jeunes, pensant ne pas être en mesure d'influer sur les processus démocratiques, se désintéressent de la politique, et que, de l'autre, des responsables politiques cherchent à s'arroger leur vote en période d'élections. Il faut veiller à ce que la parole des jeunes soit entendue à toutes les étapes du cycle politique. Et l'éducation civique n'est pas un luxe que seules les démocraties stables pourraient s'offrir, ces démocraties dans lesquelles tous les citoyens ou presque sont censés savoir comment se conduire en citoyen actif. Du reste, le concept même de « citoyen actif » ne peut être défini de façon univoque, ce qui pose problème lorsqu'il s'agit d'évaluer les résultats des programmes d'action civique.

Les programmes comme Generation Citizen et Blue Ribbon ne peuvent être que des catalyseurs d'action, car les élèves ont le choix de s'investir ou non dans la démocratie et on ne saurait les y obliger. À la fin de la journée, les jeunes doivent décider s'ils souhaitent ou non faire partie du programme. En poussant la métaphore, on pourrait dire que ces programmes doivent être comme ces échantillons de shampooing censés vous convaincre dès la première utilisation.

En guise de conclusion, nous avons évoqué une histoire qui illustre bien le désintérêt des jeunes. Trois amis se promènent au bord d'une rivière et remarquent une multitude d'enfants en train de se noyer qui défilent sans cesse devant eux. Les deux premiers se jettent à l'eau ou construisent des barques pour en sauver le

maximum. Actuellement, nous agissons comme eux. Seul un petit nombre d'entre nous suivent l'exemple du troisième ami, qui remonte la rivière pour tenter de découvrir qui jette des enfants à l'eau et quelles sont les raisons qui motivent cette personne à agir de la sorte. Pour qu'il y ait davantage de citoyens responsables, la

solution est de commencer à faire de nos enfants des êtres heureux, qui ne connaissent ni la rage, ni l'envie, ni la cupidité. Cela ne peut se faire qu'au sein de la famille. Le préalable à la démocratie est que les citoyens soient conscients de leurs responsabilités, et pour y parvenir, l'éducation est la meilleure solution.

" I HOPE MY STUDENTS BECOME HUMAN "



## LAB 2 – COMPRENDRE LA DÉMOCRATIE

Comprendre est la première étape vers le changement. Les exercices de simulation de prise de décision en démocratie aident les jeunes à mieux comprendre les politiques publiques. Comment l'éducation à la démocratie peut-elle aider les structures démocratiques à ne pas s'en tenir au statu quo, mais à s'engager sur la voie du changement ?

Modérateur : M. Jean-Marie HEYDT, président de la Conférence des Organisations Internationales non gouvernementales (OING) du Conseil de l'Europe

Dessinateur : M. Matthieu CHIARA

Initiative : SIM Democracy, Fondation Friedrich Naumann pour la Paix : Bureau régional pour l'Asie orientale et du Sud-Est, Thaïlande

### Présentateurs

M. Rainer ADAM, Allemagne, directeur régional pour l'Europe centrale, orientale et sud-orientale, le Caucase du Sud et l'Asie centrale, Fondation Friedrich Naumann pour la liberté

M<sup>me</sup> PiM.apaat DUSADEEISARIYAKUL, Thaïlande, chef de projet pour la Thaïlande, Bureau régional pour l'Asie orientale et du Sud-est, Fondation Friedrich Naumann pour la liberté

### Intervenants

M. Mensah ATTOH, Togo, avocat et militant pour les droits de l'homme

M<sup>me</sup> Silvia GOLOMBEK, Etats-Unis, première vice-présidente pour l'organisation Youth Service America

M<sup>me</sup> Mishka MARTIN, Ouganda, conseillère jeunesse auprès d'ActionAid Ouganda

M<sup>me</sup> Cristina RUIZ HERNANDEZ, Mexique, coordinatrice des membres pour le Centre mexicain pour la philanthropie

### Résumé général

Le Lab 2 avait pour objectif de définir des méthodes d'éducation des jeunes à la démocratie et au processus décisionnel. SIM Democracy, initiative présentée au cours de ce lab, est un jeu de société inventé par le Bureau régional pour l'Asie du Sud-Est de la Fondation Friedrich Naumann pour la liberté (FNF). Ce jeu a pour objet de simuler la prise de décision démocratique et d'éclairer les jeunes sur les politiques publiques. En Thaïlande, pays où il a été conçu, la FNF en a distribué plus de 5 000 exemplaires. En cours d'adoption dans diverses écoles au Cambodge, au Bhoutan et en Birmanie, ce jeu devrait être lancé dans plusieurs autres pays de la région.

Ce jeu de société a reçu un très bon accueil en Thaïlande et dans les autres pays où il a été introduit. De même, les intervenants du lab se sont dits impressionnés par l'initiative lancée par la FNF. Les participants se sont toutefois demandé si ce jeu parvenait à pérenniser la participation politique des jeunes et si les joueurs appliquaient ce qu'ils y apprennent dans le « monde réel », les complexités de la vie politique étant rarement réductibles à un jeu. Quoi qu'il en soit, les participants sont convenus que SIM Democracy était un bon outil d'éducation des jeunes aux processus décisionnels en démocratie et aux relations entre pouvoirs publics et collectivité.



### A propos de l'initiative

SIM Democracy est un jeu de société dans lequel les joueurs ont le choix d'incarner soit le rôle des pouvoirs publics soit celui des électeurs. L'objectif est de les

éduquer aux processus décisionnels mis en œuvre par les pouvoirs publics et aux effets de ces processus. Ce jeu est avant tout destiné aux jeunes, aux personnes votant pour la première fois et aux jeunes adultes. Les joueurs incarnent différents rôles, accomplissent des tâches et endossent des responsabilités au sein d'une société démocratique. Ils doivent notamment planifier des budgets, prendre des décisions relevant du parlement, affecter des ressources et participer activement au contrôle de l'administration publique. Les joueurs font l'expérience des nécessaires négociations entre les différents groupes qui composent la collectivité et les pouvoirs publics, dans le but d'obtenir un résultat qui satisfasse au mieux ces deux composantes de la société. Comme ils ont la possibilité d'incarner les pouvoirs publics ou les citoyens, ils peuvent plus facilement se familiariser avec les négociations portant sur les politiques publiques. De plus, le jeu amène les participants à s'interroger sur les effets que peuvent avoir les décisions politiques sur la société. Le but recherché est donc de créer une plate-forme de discussion sur des questions de nature politique et d'encourager ainsi les jeunes à devenir des citoyens actifs et éclairés.

Traduit en plusieurs langues et adapté à l'environnement politique de différents pays, le jeu s'est bien vendu à l'étranger. De plus, la FNF en a récemment développé une version pour smartphone téléchargeable gratuitement. Le succès de SIM Democracy a valu au jeu une place de choix dans le prestigieux *Best Practices Manual on Democracy Education* (manuel de bonnes pratiques sur l'éducation à la démocratie), publié par le Conseil pour une communauté des démocraties.

#### Résumé des discussions

Le jeu de société SIM Democracy a été développé en 2011, sur fond d'élections législatives en Thaïlande. Préoccupée par les faibles taux de participation des jeunes en politique, la FNF a conçu le jeu comme un outil d'éducation des jeunes et des primo-électeurs à la démocratie et au processus décisionnel.

*« En Thaïlande, la démocratie est plongée dans un profond sommeil... »*

En collaboration avec la Commission électorale thaïlandaise, la FNF est parvenue à convaincre des collègues de tout le pays d'intégrer le jeu SIM Democracy aux cours d'éducation civique. La FNF a aussi travaillé de concert avec plusieurs autres organisations non gouvernementales pour le faire connaître. Même si elle n'a pas encore eu le temps ni les ressources nécessaires pour mesurer l'incidence du jeu sur le comportement politique de ses jeunes adeptes en Thaïlande, les remontées d'informations des enseignants, des élèves et des professeurs d'université ont été globalement positives. Les étudiants ont indiqué avoir appris comment se déroulent les prises de décision dans

une société démocratique et comment les décideurs gèrent les situations difficiles. Les sessions de retour d'expérience organisées avec les enseignants ont montré dans quelle mesure les élèves avaient progressé et ce qu'ils avaient retenu du processus démocratique. La FNF a demandé à la Commission électorale et aux professeurs d'université de faire part de leurs observations et de la conseiller afin de s'assurer que le jeu est un bon outil de formation des jeunes et des primo-électeurs au processus décisionnel.

*« Le jeu SIM Democracy encourage les jeunes à s'interroger sur la politique en créant des occasions d'échanges sur des questions relevant de ce domaine. »*



#### SIM DEMOCRACY: A TOOL TO CHANGE MENTALITIES

Cette initiative est tributaire du comportement des « animateurs du jeu », sans lesquels les joueurs risqueraient ne pas tirer tous les avantages attendus : c'est là le plus grand défi à relever. Comme le jeu ne consiste pas à décrire dans le détail les principes de la démocratie (parlementarisme, etc.), mais à simuler la prise de décision, les élèves ont besoin de l'aide d'animateurs et d'enseignants pour leur expliquer le fonctionnement des institutions démocratiques et leur montrer comment les structures de l'Etat qui les sous-tendent contribuent à bonne marche des institutions. En cela, les animateurs contribuent de façon essentielle à l'efficacité du jeu en tant qu'outil d'éducation des élèves au processus décisionnel en démocratie. Mais actuellement, on manque d'animateurs pour répondre au nombre de joueurs toujours croissant. C'est là le principal obstacle au développement de l'initiative SIM Democracy. De plus, la FNF a rencontré des difficultés à expliquer les

concepts du jeu aux adultes et aux enseignants. Les formateurs ont ainsi remarqué que les enseignants ne saisissent pas le fonctionnement du jeu aussi vite que les jeunes. La FNF s'est aussi heurtée à cette difficulté dans son action d'éducation des adultes à la démocratie à partir du jeu SIM Democracy. D'une façon générale, elle a toujours beaucoup de mal à expliquer les règles du jeu aux adultes.

Dans l'ensemble, les participants au lab ont favorablement accueilli le concept de l'initiative et ont félicité les présentateurs pour sa mise en œuvre réussie, en particulier pour la coopération avec les agences gouvernementales et d'autres organes publics. Cela étant, certains ont noté avec préoccupation que le jeu n'exposait pas suffisamment la jeunesse à la réalité des obstacles auxquels se heurte la Thaïlande dans son expérience problématique de la démocratisation, le jeu n'étant pas, selon eux, en mesure de présenter efficacement les « réalités » de la vie politique dans le pays. Au vu de l'expérience chaotique de la Thaïlande en matière de démocratie, le jeu ne parviendrait pas à apporter aux jeunes toutes les connaissances nécessaires pour appréhender les réalités politiques du pays et ses institutions démocratiques en difficulté. Si le jeu est un bon outil d'introduction à la démocratie, il est toutefois nécessaire de compléter l'éducation des joueurs sur ce sujet pour les sensibiliser pleinement aux processus démocratiques de la Thaïlande.

*« Les jeunes sont les meilleurs enseignants. »*

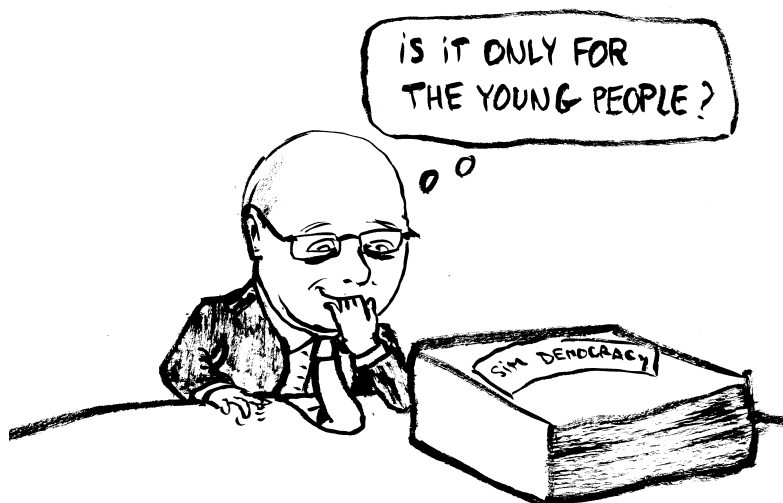
Cela étant, le jeu transmet efficacement les concepts de démocratie et de justice en tant que valeurs universelles. Les efforts accomplis par la FNF pour adapter le jeu aux spécificités locales ont été salués, car le message peut ainsi être efficacement transmis à des joueurs d'autres pays. Par ailleurs, SIM Democracy présente bien l'idée que la démocratie est un mode de vie et

que les politiques et les actions publiques ont des effets différents selon les franges de la population et qu'elles suscitent des réactions variées. En outre, le jeu sensibilise les jeunes à l'importance que jouent la négociation et la coopération en politique. Ces deux réussites tiennent à la dimension de « jeu de rôle » de SIM Democracy. La FNF devrait maintenant envisager l'étape suivante, à savoir déterminer comment les jeunes peuvent mettre en pratique les principes de la démocratie. Le cadre du jeu pourrait être adopté dans la salle de classe (gouvernement d'élèves par exemple) en encourageant les jeunes à se porter volontaires dans des organisations de la société civile et d'autres institutions propres à une société démocratique et en les aidant à éduquer aussi leurs familles à la démocratie. Par souci d'efficacité, la FNF devrait envisager de recruter des jeunes pour tenir le rôle d'animateur, car il y a toutes les chances que ceux-ci comprennent mieux le fonctionnement du jeu. Les enseignants et les adultes ont en effet dû batailler pour en saisir les règles aussi vite que les élèves.

*« Ce jeu de société ne peut pas arrêter un coup d'Etat militaire... mais c'est un investissement pour l'avenir des enfants qui vivent sous le régime actuel. »*

La participation des jeunes doit être assurée tout au long du cycle électoral. Il faut cependant veiller à ce que le jeu ne mette pas en danger la sécurité des élèves. La FNF devrait réfléchir à la façon dont les joueurs pourraient mettre en pratique leur nouveau savoir à l'extérieur de l'école en participant à la vie de la société et en exprimant leurs opinions afin de devenir des citoyens actifs et critiques. Jusqu'ici, les hauts fonctionnaires militaires thaïlandais n'ont pas estimé que ce jeu présentait une menace pour leur légitimité politique, mais toutes les précautions devraient être prises en ce qui concerne les autres organes impliqués, de façon à garantir la protection des élèves, des enseignants et des autres personnes associées au projet.

JEAN-MARIE HEYDT (MODERATOR) ALREADY LIKE IT!



## LAB 3 – « DIRIGER » LA DÉMOCRATIE

Les formes d'expression artistiques comme les films ou les documentaires ont-elles un réel effet sur l'opinion publique, le débat politique et la prise de décision, ou ne sont-elles qu'un exutoire aux émotions d'une jeunesse frustrée ?

Modérateur : M. Roberto OLLA, directeur exécutif d'Eurimages, Conseil de l'Europe  
Dessinatrice : M<sup>me</sup> Nelly MASSERA

Initiative : Projet « School Film Studio as Citizenship Laboratory », Centre européen Wergeland, Norvège, en coopération avec l'École d'éducation à la citoyenneté de Moscou (MSCE), Fédération de Russie

### Présentatrices

M<sup>me</sup> Olga BODROVA, Fédération de Russie, directrice de la Fondation pour la paix dans le Caucase du Sud et du Nord  
M<sup>me</sup> Iryna SABOR, Norvège, conseillère au Centre européen Wergeland

### Intervenants

M. Li Zhongxia, République populaire de Chine, professeur associé/doyen associé, Faculté de droit de l'Université du Shandong  
M. Ziad MAALOUF, France, journaliste à Radio France Internationale  
M. Yascha MOUNK, Allemagne, fondateur et rédacteur en chef du magazine *The Utopian* et titulaire d'une bourse de recherche de la New America Foundation  
M. Hörður TORFASON, Islande, militant des droits de l'homme et artiste

### *Résumé général*

Les présentatrices, les intervenants et les participants du Lab 3 étaient quasiment tous convaincus que les formes d'expression artistique, comme les films et les documentaires, peuvent avoir une réelle incidence sur l'opinion publique. Mais outre qu'elles marquent les esprits, ces activités peuvent-elles aussi amener les citoyens à participer activement au débat politique et à la prise de décision ? La question est plus complexe, en particulier en ce qui concerne les jeunes. Car souvent, bien que consommateurs actifs de contenus audiovisuels en ligne, ceux-ci n'ont pas reçu la formation nécessaire pour développer une approche critique à l'égard de leurs activités et de leur consommation de contenus sur internet. Pour développer de telles compétences, les petits projets adaptés sur mesure à leur environnement, tel celui présenté dans ce laboratoire, sont d'excellents points de départ. Ils présentent en outre l'avantage de situer les leçons dans le contexte plus large de l'éducation à la citoyenneté démocratique. L'efficacité et les retombées positives des projets d'éducation à la démocratie destinés aux jeunes sont sensiblement renforcées par l'intégration de formes d'expression artistique (documentaires réalisés par les élèves par exemple), qui favorisent un engagement émotionnel structuré tout en aidant les jeunes à acquérir des compétences essentielles en matière d'utilisation des médias.

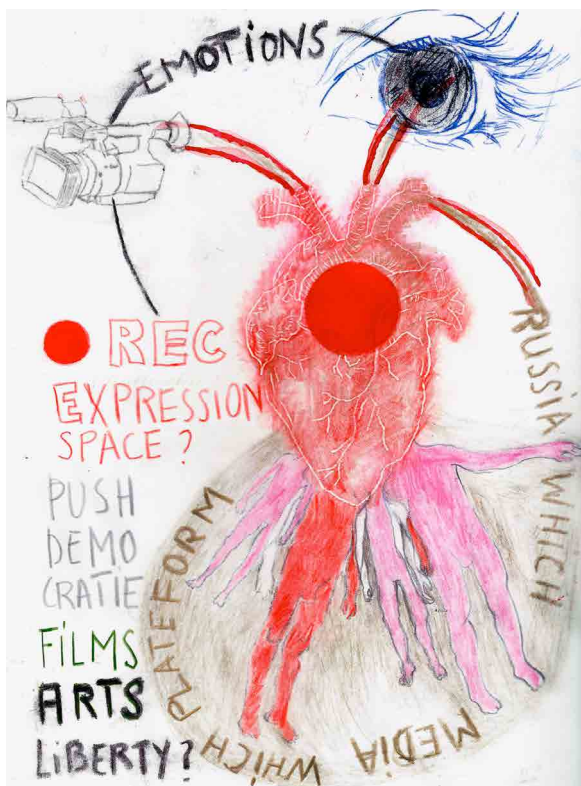
### *A propos de l'initiative*

Les échanges de vues sur l'incidence des formes d'expression artistique (films, documentaires, etc.) sur la

participation des jeunes aux processus démocratiques ont commencé par la présentation d'un projet entrepris par quelque deux cent cinquante jeunes de plusieurs écoles de Stavropol en Fédération de Russie. Ce projet avait pour objectif général de promouvoir la participation active des jeunes à la vie de leurs communautés. Plus précisément, il s'agissait d'aider les élèves à recenser un ensemble de sujets et de problèmes présentant pour eux un intérêt dans leur environnement quotidien. Ils devaient ensuite préparer et réaliser de courts films documentaires d'investigation destinés à présenter les problèmes en question et à proposer des solutions. Ils bénéficiaient pour cela d'une assistance. Enfin, les élèves ont travaillé avec des enseignants, des parents et la collectivité locale pour trouver les meilleures solutions et passer de la réflexion à l'action.

L'environnement dans lequel le projet est réalisé est d'une importance capitale pour l'effet produit *in fine* sur le savoir-faire des participants. L'école est la première institution publique à laquelle la plupart des jeunes ont affaire et c'est aussi l'endroit où ils apprennent à interagir en société. La tolérance, la résolution constructive des conflits, la pratique concrète de la démocratie, toutes ces qualités trouvent leur origine dans l'environnement que constitue l'école. Le présent projet s'appuie sur des moyens artistiques pour construire un espace où les élèves peuvent exprimer leur créativité et réinventer l'ordre sociétal auquel ils croient. L'objectif recherché est d'encourager la solidarité, d'instaurer la confiance, de favoriser la

responsabilité citoyenne, d'améliorer les connaissances en matière de médias, de renforcer la pensée critique et d'inciter à la tolérance et au dialogue entre élèves et plus généralement avec la collectivité.



#### Résumé des discussions

Un certain nombre d'intervenants ont fait des remarques sur la complexité de la relation qui existe entre les formes d'expression artistique comme les documentaires utilisés dans ce projet, les messages que ces formes véhiculent et la fonction qu'elles assurent dans une expérience plus large des médias. Quant à savoir si ces formes d'expression peuvent véritablement avoir une incidence sur l'opinion publique, sur les débats et sur la prise de décision, la réponse a été globalement affirmative. Il va de soi que la diversité des informations et la liberté d'expression sont des composantes essentielles d'une démocratie en bonne santé. Inversement, le contrôle des médias à des fins politiques peut viser à faire taire les voix dissidentes. D'où l'importance de développer son sens critique vis-à-vis des médias. L'internet, avec ses multiples sources d'information, peut aboutir à un « marché libre des idées » qu'il est de plus en plus difficile d'appréhender.

*« Aujourd'hui, le développement d'une approche critique vis-à-vis des médias est une composante essentielle de l'éducation. »*

Le support qui sert à diffuser l'information n'est qu'un simple vecteur d'idées ; l'important est de savoir qui

l'utilise et comment il est utilisé. Le projet présenté aurait eu une plus grande résonance si l'on avait eu recours aux médias sociaux pour diffuser les films réalisés et rassembler les réactions des jeunes participants au projet, mais cet aspect n'a pas encore été développé. Cela étant, le projet apporte une contribution importante en proposant aux jeunes une introduction à la responsabilité des médias, et en particulier en les encourageant à participer à un débat constructif reposant sur des éléments factuels. En remettant en question les règles et en faisant entendre leurs critiques, les jeunes ont de tout temps contribué à faire avancer la démocratie. Les films, les documentaires et d'autres moyens d'expression peuvent devenir les vecteurs de cette action critique. Dans ce cas particulier, si le périmètre du projet a été limité, c'est manifestement en raison des circonstances spécifiques de sa réalisation. Mais à l'intérieur de ce cadre, le projet a une réelle incidence au niveau local et utilise intelligemment les moyens artistiques disponibles pour créer un espace de parole et de questionnement. Les compétences, notamment artistiques, acquises au cours de ce projet peuvent être utilisées à des fins positives ou négatives.

*« Même dans les zones de conflit, les artistes continuent de créer. Mais lorsqu'il n'existe pas de lieu d'échanges entre artistes et responsables politiques et décideurs, l'impact est toujours limité. »*

Toutes les formes d'expression artistique – chanson, danse, littérature et film – peuvent contribuer au débat sur les valeurs humaines et constituent un moyen essentiel de transmission de l'expérience. L'art et les diverses activités artistiques produisent une réaction émotionnelle susceptible de toucher profondément l'opinion publique. Les courts-métrages et autres formes artistiques apparentées diffusés en ligne peuvent atteindre un large public, en particulier les jeunes, et les inciter à la mobilisation, notamment à dépasser la frustration pour se lancer réellement dans le débat public et se rapprocher des décideurs. Cela étant, on ne peut que regretter l'immense fossé qui s'est creusé dans certains pays européens entre les jeunes, en particulier les jeunes artistes, et les décideurs.

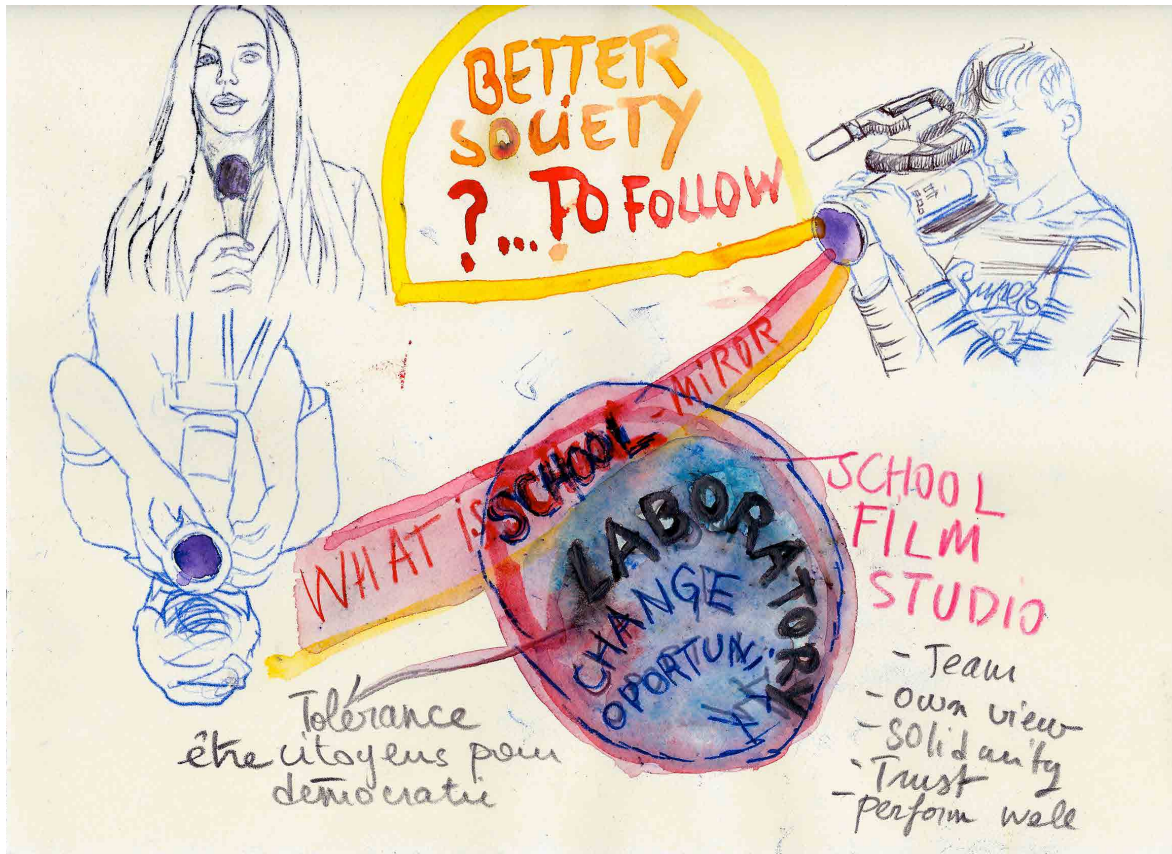
*« Comment passer de la frustration à la participation démocratique ? L'art et les formes d'expression artistique jouent ici un rôle essentiel en suscitant la volonté de s'investir, qui est une condition nécessaire à l'action. »*

Certains participants au lab ont relevé le manque de reproductibilité du projet. S'il donne manifestement de très bons résultats dans l'environnement particulier de la Fédération de Russie, le projet n'a toutefois pas l'ampleur ni surtout la résonance qu'apportent



les médias sociaux, deux facteurs nécessaires pour assurer son efficacité dans le contexte d'autres pays. Les participants sont néanmoins convenus que la mise en œuvre de projets pour les jeunes, sur une plus petite échelle et au niveau local, était une réponse appropriée dans des contextes d'inexpérience démocratique. Dans ce cas, l'intégration d'une dimension artistique/médiatique, si elle est préparée avec soin, en partenariat avec les acteurs locaux, peut être une source d'amélioration notable pour le projet. Cela étant, dans les sociétés où la démocratie est plus

fermement ancrée, les projets devraient être transposés à une plus grande échelle et ne pas être limités aux établissements scolaires ; il s'agirait notamment de mettre à profit la puissance des nouveaux médias et la capacité des formes artistiques audiovisuelles à susciter une émotion. Lors de la conception de projets de cette dimension, il convient de se fixer un double objectif : sensibiliser les jeunes à la citoyenneté démocratique d'une part, et leur apporter les outils nécessaires à une approche critique et éclairée de leur propre façon de consommer les médias d'autre part.



## LAB 4 – AGIR POUR L'INCLUSION SOCIALE

De nos jours, dans les pays démocratiques, le pouvoir est souvent détenu par une petite minorité. Or dans une démocratie inclusive, le pouvoir à tous les niveaux doit être réparti équitablement entre les différents groupes de la société. Comment les jeunes peuvent-ils encourager les structures démocratiques à intégrer les minorités dans les institutions de gouvernance ?

Modérateur : M. Jean-Luc SIMON, France, président de la Région Europe de l'Organisation Mondiale des Personnes Handicapées

Dessinateur : M. Eugène RIOUSSE

Initiative: Projet Unify, Special Olympics, Belgique

### Présentateurs

M. David EVANGELISTA, Etats-Unis, vice-président de Global Development and Government Relations pour Special Olympics International

M<sup>me</sup> Agnieszka KRUKOWSKA, Pologne, coordinatrice de Youth, Unified Sports & Research pour l'organisation Special Olympics Europe/Eurasie

### Intervenantes

M<sup>me</sup> Karin ASTEGGER, Autriche, Ressources Humaines et Recherche et Développement pour Lebenshilfe Salzburg, membre du conseil d'administration de l'Association Européenne des Prestataires de services pour Personnes en situation de Handicap (EASPD)

M<sup>me</sup> Monika MACDONAGH-PAJEROVÁ, République tchèque, conseillère auprès du ministre de la Culture de la République tchèque, enseignante à la filiale pragoise de l'Université de New York et présidente de l'association « OUI pour l'Europe »

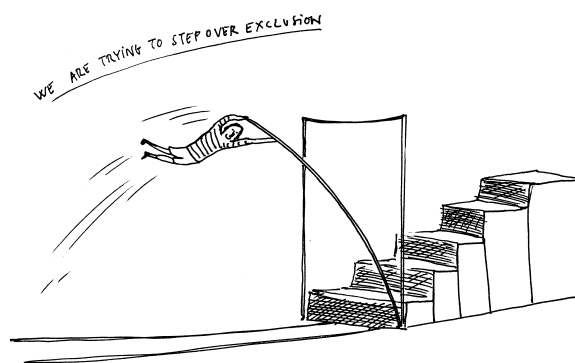
### Résumé général

L'objectif du Lab 4 était de réfléchir aux moyens de créer une société inclusive sans frontières, dans laquelle les personnes handicapées seraient intégrées comme les autres. Les citoyens, en particulier les jeunes, plaident en faveur d'une démocratie plus inclusive. Mais une question reste toujours sans réponse : comment soustraire le pouvoir à la petite minorité qui le détient pour le donner aux citoyens sous-représentés ? Pour tenter de répondre à cette question, les participants ont réfléchi à la façon d'instaurer une démocratie dans laquelle les politiques publiques destinées à certains groupes seraient définies par ces groupes eux-mêmes, l'objectif étant que les minorités soient mieux représentées dans le processus décisionnel démocratique. Diverses organisations agissent au niveau local pour faire évoluer le système et permettre aux groupes défavorisés de prendre des décisions. Car avant de décider, la société doit être ouverte à la diversité et aux minorités, lesquelles doivent surmonter leurs peurs et faire entendre publiquement leur voix. Parallèlement, les espaces publics doivent être adaptés aux besoins des minorités pour que ces dernières puissent prendre des décisions et représenter les intérêts de leurs membres dans la société démocratique.

### A propos de l'initiative

Le projet Unify est une stratégie développée par Special Olympics pour rassembler des jeunes ayant ou non une déficience intellectuelle, et ce par le sport,

le développement des capacités de leadership et de persuasion, et le bénévolat. L'objectif du projet, lancé aux Etats-Unis, est d'encourager l'acceptation et l'intégration des jeunes handicapés mentaux, de combattre les préjugés et de développer des capacités de leadership chez les jeunes. Un projet pilote Unify mené pendant dix-huit mois en Europe et en Inde a permis de former plus de 7 000 jeunes, enseignants et animateurs. Le pilote ayant donné de bons résultats, le concept du projet est maintenant étendu et adapté à différents contextes culturels et/ou éducatifs en Europe et dans le reste du monde.

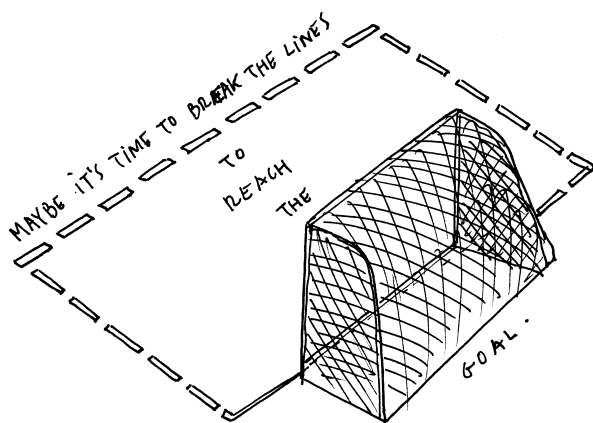


Le projet repose sur trois grands piliers : inclusion par le sport, inclusion par le leadership et promotion de

l'inclusion sociale. Toutes les personnes associées au projet ont pour mission de renforcer l'acceptation et l'intégration dans la société et de combattre les préjugés. A cet égard, le projet va bien au-delà d'une simple activité sportive : il crée un environnement dans lequel des jeunes ayant ou non une déficience intellectuelle communiquent sans barrières, développent leurs capacités de leadership et prennent des décisions. Ensemble, ils s'emploient sans relâche à transformer un climat d'isolement, d'exclusion et de marginalisation en un environnement caractérisé par un état d'esprit positif. Alors que les Etats ne prennent que des mesures timides en faveur de l'intégration, le projet Unify construit les ponts de l'inclusion sociale et facilite l'engagement citoyen, la participation et une approche intégrée de l'égalité dans la collectivité.

#### Résumé des discussions

La démarche adoptée pour le projet Unify suit trois grandes orientations : 1) donner la parole, 2) encourager la participation au niveau local et à l'échelle mondiale, 3) créer de l'inclusion sociale grâce aux capacités de leadership des jeunes. Le sport comme moyen d'intégration permet de bâtir des communautés en rassemblant les jeunes et en créant un environnement sans obstacles ni stéréotypes. Mais dans le cas des personnes handicapées, cette approche pose problème, car, dans la plupart des sports, le vainqueur est le joueur le plus fort. Il faut donc veiller à ce que les personnes handicapées ne se sentent pas encore plus marginalisées en adaptant les activités sportives à leurs besoins et en inventant de nouveaux sports spécialement pour le projet.



S'agissant de l'intégration des jeunes citoyens handicapés dans les processus démocratiques, il est de la plus haute importance de passer de la confrontation à la discussion.

Après la chute du rideau de fer, les populations se sont dit que tous leurs rêves de démocratie étaient enfin réalisés. Pourtant, de nouveaux conflits et de nouveaux problèmes sont bientôt apparus, en raison de la pauvreté, de l'exclusion sociale et des stéréotypes, qui sont des limites à la démocratie.

*« Nous devons passer de la confrontation à la discussion. »*

Même dans les pays de l'Union européenne, la société doit faire face à des obstacles et se heurte à des limites. Par exemple, les écoles séparées sont toujours de mise. Ainsi, en Autriche, la moitié des personnes handicapées fréquente des établissements scolaires spéciaux. Il est donc fondamental que le projet Unify offre aux participants l'occasion d'exercer leur leadership. Chacun devrait être en mesure de choisir l'endroit où il veut vivre et de décider comment il souhaite gérer sa vie. Parallèlement, il faut absolument réduire la fracture entre les textes législatifs et les politiques mises en œuvre.

*« Nous devons nous concentrer sur les capacités plutôt que sur les handicaps. »*

Pour ce qui est de l'accès à la prise de décision politique, les jeunes sont dans la même situation que les personnes handicapées : ils dépendent des adultes, qui se chargent de décider à leur place. Il serait bénéfique pour la société de rassembler des personnes possédant des capacités différentes en vue de faciliter des échanges sans obstacles ni limites. Mais n'oublions pas que le sport peut créer des inégalités et une certaine compétition. Dans ce contexte, il convient de reconnaître que la peur et la menace sont des obstacles à l'intégration. Une nouvelle compréhension des choses ne suffit pas, il faut aussi que les joueurs inventent de nouvelles stratégies et de nouvelles règles. La société doit se concentrer sur les capacités plutôt que sur les handicaps. Les ségrégations doivent disparaître au profit d'actions menées en commun, d'interactions et d'échanges, et de systèmes inclusifs et égalitaires.

## LAB 5 – NON AUX NÉONAZIS, NON AU DISCOURS DE HAINE

Dans plusieurs pays, l'extrême droite progresse et les forts taux de chômage alimentent la colère contre les minorités raciales et les immigrés récents. Cette colère s'exprime souvent par des discours de haine dans les nouveaux médias et sur les réseaux sociaux. Quels sont les moyens innovants dont disposent les jeunes pour combattre l'extrémisme en ligne et dans le monde réel ?

Modératrice : M<sup>me</sup> Marietta DE POURBAIX-LUNDIN, rapporteure sur le thème « Faire barrage aux manifestations de néonazisme », Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe

Dessinateur : M. Laurent SALLES

Initiative 1 : Stork Heinar (la cigogne prénommée Heinar), Endstation Rechts, Allemagne

### Présentateurs

M. Julian BARLEN, Allemagne, chef de projet et cofondateur de Stork Heinar, député au parlement du Mecklembourg-Poméranie occidentale

M. Robert PATEJDL, Allemagne, cofondateur de Stork Heinar

Initiative 2 : No-nazi.net, Fondation Amadeu-Antonio, Allemagne

### Présentateur

M. Malte SWITKES VEL WITTELS, Allemagne, Fondation Amadeu-Antonio

### Intervenants

M. Simon BURKATZKI, France, juriste, Ligue Internationale Contre le Racisme et l'Antisémitisme (LICRA)

M. Nils MUIŽNIEKS, Commissaire aux droits de l'homme du Conseil de l'Europe

M. Konstantinos TRIANTAFYLLOS, Grèce, juriste, député et membre de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe

### Résumé général

Le présent lab avait pour objet d'examiner des mesures de lutte contre le racisme et le discours de haine à travers la présentation de deux initiatives : Stork Heinar et No-nazi.net. Stork Heinar est une grande cigogne (*stork*) accompagnée d'une fanfare pseudo-militaire. Elle tourne en ridicule les néonazis et diffuse des messages positifs et pacifiques. No-nazi.net est un projet pilote qui consiste à surveiller, à évaluer et à combattre le discours de haine et l'extrémisme de droite sur les réseaux sociaux et dans d'autres sphères du monde numérique.

Les médias sociaux sont un moyen parmi d'autres de diffuser les valeurs démocratiques et de combattre les idées extrémistes. Dans cette optique, il importe de travailler main dans la main avec les grandes sociétés de l'internet (Facebook, Twitter et Google) pour lutter contre le discours de haine. Beaucoup de jeunes ne participent pas aux activités éducatives formelles et puisent leurs idées dans les médias sociaux. Il s'avère donc nécessaire d'investir davantage dans les activités et les réseaux éducatifs de type « non formel ». Par-dessus tout, il faut inventer des politiques nouvelles, qui ne laissent aucune place au néonazisme ; c'est là un grand défi à relever. Combattre les néonazis par l'humour est certes une bonne idée, mais on peut se demander si les « groupes cibles » des néonazis sont

également sensibles à ce type d'approche. C'est pourquoi il faudrait former les éducateurs, les policiers, les juges et les autres parties concernées à combattre ce phénomène et leur donner des outils adaptés à cette fin.



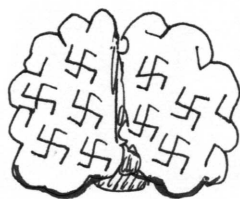
### A propos des initiatives

Stork Heinar vise à susciter l'intérêt des jeunes pour les valeurs de la démocratie. Pour promouvoir leur idéologie, les militants d'extrême droite s'appuient sur la musique et la propagande politique. Le nom « Stork Heinar » vient de « Thor Steinar », une marque de vêtements prisée des néonazis, mélange du symbole

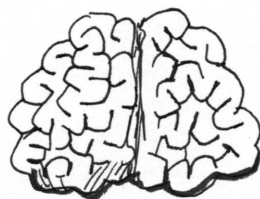
« Thor » et de styles urbains. Le projet Stork Heinar est financé par des fonds privés. Le message véhiculé par la cigogne (*stork*) est qu'il importe de toujours agir de façon pacifique et de promouvoir les valeurs de la démocratie. En ce sens, la *stork* est un modèle démocratique ; elle est présentée dans des projets scolaires, des événements sportifs et des spectacles culturels. Stork Heinar travaille en partenariat avec plusieurs écoles, des fondations agréées, des entreprises, des partis politiques ou encore l'Agence fédérale allemande d'éducation politique et beaucoup d'autres organismes. Ses activités devraient en principe aboutir à une plus grande diversité dans tous les secteurs de la société.

Le projet No-nazi.net est placé sous l'égide de la Fondation Amadeu-Antonio à Berlin. Il y a quelques années, des organisations de la société civile ont commencé à prendre conscience de l'importance que jouent les réseaux sociaux dans le partage des convictions politiques et ont tenté de réagir aux campagnes néonazies menées en ligne. Les trois lignes d'action de No-nazi.net sont l'éducation, la surveillance et le changement des politiques. Dans le cadre de ce projet, une équipe d'éducateurs élabore des campagnes en ligne, des publications et des brochures contre la xénophobie et pour la déradicalisation des revendications culturelles. Lorsque des commentaires racistes sont publiés sur des sites web, l'équipe tente d'entrer en contact avec leurs auteurs et leur présente les différentes questions politiques sous un angle différent. Elle surveille les extrémistes de droite qui font campagne en ligne contre les réfugiés. De cette façon, les militants de ce projet tentent de comprendre l'extrémisme de droite, de cerner et d'évaluer les menaces et de bâtir une expertise, et consultent d'autres organisations pour parler des résultats de leur travail. No-nazi.net réalise des études, mène des actions de sensibilisation et prévient la radicalisation. En outre, l'organisation a créé un réseau qui regroupe des responsables politiques et d'autres organismes en vue de faciliter le changement des politiques.

## DERADICALISATION



Brain before



Brain after

### Résumé des discussions

Dans le cadre de la lutte contre le racisme, les participants au lab ont examiné la proposition visant à faire du 22 juillet, date anniversaire des attaques d'Utøya en Norvège, la Journée européenne des victimes de crimes de haine. Il a été mentionné que les Etats devraient recourir davantage à l'arsenal législatif existant contre le discours de haine et les infractions motivées par la haine. Certains ont souligné l'utilité des « programmes de sortie » visant à aider ceux qui le souhaitent à sortir des groupes néonazis, souvent avec l'aide de néonazis repentis.

*« Il ne faut pas ignorer les néonazis ni en faire des martyrs. »*

Au cours des échanges de vues, certains participants se sont demandé si les groupes ciblés par Stork Heinar étaient suffisamment intelligents pour être sensibles à l'humour. Le plus souvent, les personnes qui rejoignent les mouvements racistes aiment la violence et ont un ennemi désigné. L'internet et les médias sociaux sont des supports essentiels pour lutter contre le racisme et il serait souhaitable de mettre davantage l'accent sur la lutte contre le discours de haine dans les médias en ligne. L'origine des préjugés est bien connue ; ce qui manque aujourd'hui, c'est une volonté et une direction politiques pour mettre en place de véritables stratégies de lutte et de sanction contre les néonazis. Les responsables politiques devraient avoir le courage et le leadership nécessaires pour s'emparer des questions complexes que posent ces extrémistes dans l'espace politique.

*« Il importe de travailler main dans la main avec les grandes sociétés de l'internet pour lutter contre le discours de haine. »*

Le projet No-nazi.net apporte la preuve qu'il est possible, grâce à l'internet, de développer des outils efficaces de lutte contre le racisme. Le contre-discours de No-nazi.net permet de combattre efficacement le discours de haine. L'humour aussi peut être un outil puissant à cet égard. Mais ces deux initiatives sont sans effet si les auteurs de discours de haine ne sont pas poursuivis en justice. Par ailleurs, la lutte contre le néonazisme se fait aussi par la sensibilisation, l'action et l'éducation. L'une des difficultés majeures est d'admettre que les institutions démocratiques doivent fonctionner et agir conformément à ce qu'elles proclament. L'internet donne aux néonazis la possibilité d'échanger leurs opinions avec des milliers d'internautes et de diffuser facilement leurs discours de haine et leurs allégations de complot.

Des participants du public se sont demandé avec inquiétude si l'humour était une arme assez puissante pour s'attaquer efficacement aux stéréotypes, en

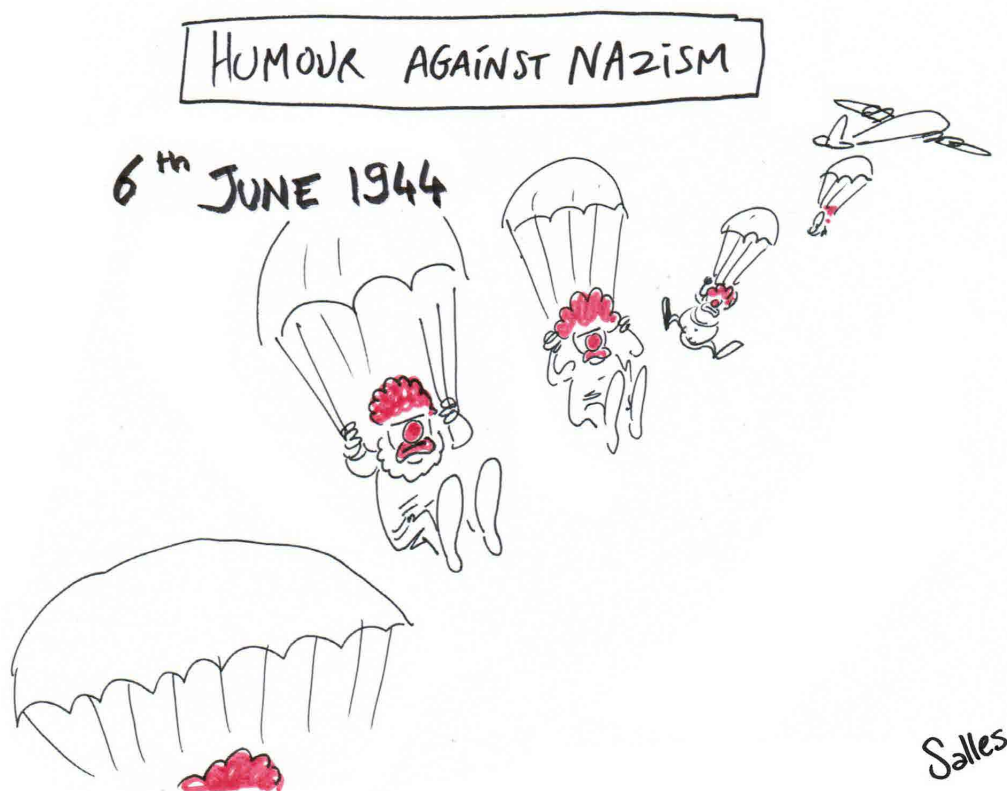
particulier dans les pays où l'histoire n'a pas encore été déconstruite. Mais dans le même temps, d'autres ont reconnu que l'humour était le premier levier à actionner pour tenter de mobiliser les populations et qu'il pouvait être le point de départ de discussions de fond. Il va de soi qu'aucune stratégie ne saurait convenir à tous les pays. Cela étant, la force de l'humour peut servir de nombreux combats, car ce type d'approche facilite toujours l'accès des jeunes à l'éducation civique. Il est essentiel de commencer les programmes éducatifs aussi tôt que possible et d'apprendre aux formateurs à recourir aux techniques humoristiques.

*« La priorité est d'inventer de nouvelles politiques qui ne laissent aucune place aux néonazis. »*

D'autres participants ont mentionné l'importance de trouver le bon équilibre entre liberté d'expression et lutte contre le discours de haine. Jusqu'à une date récente, ce type de discours n'était pas publiquement proscrit. Les tribunaux ont certes fait évoluer les choses, mais il n'en reste pas moins que le discours de haine existe toujours. De nombreux partis extrémistes profitent d'ailleurs de l'anonymat qu'offre l'internet.

Il faut encourager les gens à résister et à dénoncer publiquement ces discours. A cet égard, il importe de concevoir de nouvelles initiatives pour convaincre ceux qui n'osent pas encore parler ouvertement. Il y aurait lieu, à ce propos, d'associer les médias pluralistes à la lutte contre le racisme. Les médias, ceux de l'internet et les autres, ne devraient pas être contrôlés par l'Etat, mais rester indépendants.

Il est très préoccupant de constater que le discours de haine et le racisme se sont installés au cœur de la société et que sur Facebook, les messages contenant des propos haineux peuvent générer des milliers de clics d'approbation (bouton « like/j'aime »). En fait, les extrémistes de droite n'ont pas l'apanage du discours de haine : d'autres groupes aussi y ont fréquemment recours, notamment les antisémites d'extrême gauche. Les stéréotypes et les préjugés construisent une carte mentale de l'acceptation sociale et de la façon de traiter les minorités. Pour combattre les préjugés, il est nécessaire de faire admettre qu'ils sont socialement inacceptables et de sanctionner les personnes qui les véhiculent. Chacun d'entre nous peut s'y atteler : libérer le monde du racisme, du discours de haine et de la xénophobie est l'affaire de tous.



## LAB 21 – JEUNES CRÉATEURS DE DÉMOCRATIE

La démocratie de proximité présente un potentiel immense en matière de socialisation politique et d'impact sur la jeunesse. Cependant, les jeunes ne s'intéressent pas vraiment aux conseils et aux réunions de quartier, et lorsqu'ils y participent, il est rare qu'on leur confie un rôle de décideur. Est-il possible de concevoir un processus participatif qui serve de modèle et fasse une large place aux jeunes dans une démocratie de proximité ?

Modératrice : M<sup>me</sup> Françoise SCHÖLLER, France, présidente du Club de la presse  
Dessinateur : M. Daniel DEPOUTOT

Initiative : Jeunes Créateurs de Démocratie, France, Apollonia, Mission locale Haut-Rhin Nord, Association Meinau-Neuhof

### Présentateur

M. Dimitri KONSTANTINIDIS, Grèce, fondateur et directeur d'Apollonia

### Intervenants

M<sup>me</sup> Elisabeth BERNARDINIS, France, directrice de la Mission locale Haut-Rhin Nord Colmar/Guebwiller  
M. Alexandre FOUTI, Angola/France, participant du projet « Jeunes Créateurs de Démocratie » à Colmar  
M<sup>me</sup> Cristita Marie L. GIANGAN, Philippines, présidente de l'Association philippine des jeunes démocrates centristes

### Résumé général

Dans un contexte où les jeunes ne s'intéressent pas aux conseils de quartier et où l'on doute qu'ils puissent être de véritables décideurs, que faire pour les motiver ? Les participants du Lab 21 ont cherché à montrer que l'art pouvait être un catalyseur efficace de mobilisation des jeunes dans la société civile. Plus précisément, ce lab s'est intéressé à la façon dont l'art pouvait stimuler les jeunes désabusés issus de quartiers défavorisés. Deux projets ont servi d'illustration au thème de ce laboratoire « Jeunes créateurs de démocratie » : le premier, mis en œuvre à Colmar, a réussi à mobiliser des jeunes grâce à la formation, à l'intégration et à la création d'un espace public d'expression artistique ; dans le second, lancé dans les quartiers défavorisés Meinau et Neuhof de Strasbourg, les jeunes deviennent codécideurs non seulement de la forme de l'œuvre, mais aussi de son emplacement dans la ville et de son intégration sociale dans les quartiers. La réussite de ces projets tient à la collaboration entre des artistes, des opérateurs, des formateurs, des entreprises et des élus locaux.



### A propos de l'initiative

Les deux projets, dont l'objet était d'enseigner à la jeune génération comment façonner et redéfinir la démocratie du futur, reposaient sur la participation directe des jeunes à la conception et à la création d'une œuvre d'art. À terme, avec cette formation en main, les jeunes étaient armés pour trouver du travail et devenir des membres actifs de la société.

« Les jeunes ont la capacité de s'exprimer grâce à l'art. »

L'histoire d'Alexandre Fouti, réfugié angolais, est particulièrement parlante. Son intérêt pour l'art, il l'a découvert grâce au programme de formation. Au cours des six mois qui ont suivi, Alexandre et d'autres jeunes « en rupture » ont rencontré un artiste local et ont été directement associés au concept, au choix de l'emplacement et à la création d'œuvres d'art dans des lieux ouverts au public. À l'issue de ce programme de six mois, Alexandre a trouvé un travail. Toujours salarié, il est aujourd'hui un membre actif de la collectivité. Sur les dix-neuf jeunes ayant participé au programme, quatorze ont trouvé un travail pérenne. L'idée était de mener ces projets dans des quartiers où le chômage était supérieur à la moyenne et où l'embellissement de l'espace public se faisait nettement sentir. Le résultat du projet est donc double : d'un côté, des jeunes motivés et intégrés, de l'autre, un quartier valorisé sur le plan esthétique pour le bonheur de tous.

### Résumé des discussions

S'il est incontestable que cette initiative a eu un effet positif sur la vie de ses participants, sa capacité à faire évoluer les politiques reste sujette à caution. On

pourrait dire que l'art et la politique sont complémentaires, l'un nourrissant l'autre et vice versa. L'art est une façon de s'exprimer et donc de faire entendre sa voix (politique). Nous devons y voir l'une des multiples possibilités de faire participer des jeunes à la société.



Mais peut-on dire pour autant que le fait de procurer un emploi à un jeune est une mesure suffisante pour faire de lui un créateur de démocratie ? Pour devenir des citoyens actifs, les jeunes ont besoin d'être associés à l'action politique et au fonctionnement de la vie publique. Lorsqu'on lui demande s'il a participé à la vie politique, Alexandre répond : « Je ne suis pas politique. Pour moi, ce qui est intéressant, c'est d'aider les

réfugiés à trouver un emploi. Le travail par l'expression artistique, voilà ce dont je parle ; quant à la politique, je n'y connais rien. » Sa réponse soulève deux questions essentielles : Est-il nécessaire d'intervenir dans la vie publique pour participer à la démocratie ? Le travail des jeunes grâce à l'art est-il une preuve suffisante de participation à la démocratie ?

*« Politique et art sont inséparables. »*

En France, les projets présentés ont reçu le soutien des pouvoirs publics. Mais les pays en développement n'offrent pas cette possibilité, d'où la question de la reproductibilité des projets. Si ces initiatives donnent effectivement la parole aux jeunes par le biais de l'expression artistique, elles ne nourrissent pas pour autant les affamés. Certes, elles contribuent à l'embellissement des espaces publics, mais ne concernent que la vie de quelques-uns, sans incidence sur le plus grand nombre. Pour obtenir des résultats substantiels, les responsables politiques doivent apprendre non pas à intégrer les jeunes dans le système, mais plutôt à créer les conditions de leur participation à la vie économique et de leur contribution sociale et politique à notre société. Les jeunes d'aujourd'hui ne sont pas ceux d'hier. Ils sont informés, enthousiastes et motivés, et nos leaders doivent en avoir pleinement conscience.

L'art constitue l'un des moyens de motiver les jeunes. Cela étant, il est aussi nécessaire de faire intervenir directement le monde des affaires, car les entreprises ont la responsabilité éthique d'aider les jeunes à se développer. Par exemple, les responsables politiques pourraient réduire les charges des entreprises pour les aider à créer des emplois pour les jeunes. A l'évidence, il y a de nombreux moyens de faire participer les jeunes à la démocratie. L'art est un moyen efficace de les aider à se prendre charge et de leur offrir un espace de créativité grâce auquel ils pourront se faire entendre dans la société. Mais s'il peut servir à réinsérer les jeunes « en rupture », il ne les aide pas nécessairement à intégrer le paysage politique.



## **Thème 2 : Influencer la prise de décision**

---

Les jeunes ont en eux la capacité d'influer sur la prise de décision en démocratie. Ainsi, nombreux sont ceux qui s'investissent au niveau local et expriment des idéaux civiques et un engagement citoyen forts. Les possibilités de participation formelle des jeunes sont multiples et variées, mais leurs effets relativement minimes. C'est pourquoi on voit apparaître de nouveaux modèles destinés à influencer sur les prises de décision. Ces modèles, qui ne se limitent pas au système de représentation, passent par des approches participatives et délibératives de la démocratie, qui ont pour but de donner aux jeunes un réel pouvoir décisionnaire. Grâce aux médias en ligne et aux réseaux sociaux, les jeunes créent et expérimentent actuellement de nouveaux moyens de socialisation et d'organisation, en adoptant une approche qui pourrait bien défier les modèles de gouvernance démocratique existants.

## LAB 6 – GARDIENS DE LA DÉMOCRATIE

Souvent, les jeunes ne se sentent pas dûment représentés par leurs élus. Dans les conseils de jeunes, ils s'emploient à développer une culture de la responsabilité en participant utilement à la vie démocratique. Les conseils de jeunes parviendront-ils à établir des relations de confiance entre les décideurs et les jeunes citoyens, et à faire en sorte que les institutions soient vraiment responsables et à l'écoute de tous, y compris de la jeune génération ?

Modératrice : M<sup>me</sup> Andrée BUCHMANN, France, conseillère régionale d'Alsace, membre du Congrès des pouvoirs locaux et régionaux du Conseil de l'Europe  
Dessinateur : M. Guillaume DELOIZON

Initiative 1: Conseils des Jeunes, Mwanza Youth and Children Network – MYCN, Tanzanie

### Présentateurs

M. Shaban RAMADHANI, Tanzanie, fondateur et directeur exécutif de Mwanza Youth and Children Network (MYCN)  
M<sup>me</sup> Halleluyah BENJAMIN, Tanzanie, gestionnaire régionale du Conseil des Jeunes

Initiative 2 : ActionAid, Bangladesh

### Présentateurs

M. Samiuddin AHMED, Bangladesh, responsable Recherche et Développement chez ActionAid Bangladesh  
M<sup>me</sup> Sarah HUXLEY, Royaume-Uni, coordinatrice mondiale des droits des enfants et des jeunes pour ActionAid International

### Intervenants

M. Bernard DE VOS, Belgique, délégué général de la Communauté française aux droits de l'enfant  
M<sup>me</sup> Rokhaya DIALLO, France, écrivaine et réalisatrice  
M<sup>me</sup> Joëlle GERBER, France, responsable de la Programmation de la Maison du Jeune Citoyen, coordinatrice du Conseil des Enfants de 1996 à 2014, Ville de Schiltigheim  
M. Kirill KOROTEEV, Fédération de Russie, avocat de haut rang au Centre des droits de l'homme « Memorial », Lauréat du Prix Sakharov 2009

### *Résumé général*

Deux initiatives ont été présentées dans le cadre du Lab 6 : les Conseils des Jeunes, organisés par le réseau Mwanza Youth and Children Network (Tanzanie), et ActionAid Bangladesh. L'initiative Conseils des Jeunes, lancée en 2003, est née de la société civile. Les Conseils des Jeunes – conseils participatifs – ont été créés à l'échelon régional et national pour permettre aux jeunes de défendre leurs droits civiques par l'engagement politique. Créé en 2009, le réseau Mwanza Youth and Children Network (MYCN) est une organisation dirigée par des jeunes, qui a commencé à superviser le Conseil des Jeunes Mwanza (branche du Conseil des Jeunes Tanzanie). A ce jour, vingt-quatre membres actifs élus par leurs pairs composent la plate-forme du Conseil des Jeunes Mwanza, dans laquelle de jeunes leaders défendent leurs droits et ceux d'autres enfants par le biais d'activités diverses.

ActionAid est un projet de sensibilisation aux questions de droits de l'homme et de lutte contre les injustices

sociales. Portant en haute estime le rôle des jeunes, ActionAid s'emploie à les intégrer dans ses propres structures de gouvernance. Cette volonté se reflète dans la démarche de l'organisation, qui est pilotée par des jeunes ou travaille en partenariat avec eux. Son objectif est de passer en revue et d'examiner de près les prestations de service public dans les domaines de la santé et de l'éducation. Des réseaux de jeunes et des groupes locaux sont créés pour veiller à ce que les acteurs assujettis à des obligations répondent de leurs actes, et ce en agissant sur plusieurs plans : planification locale et affectation et utilisation des crédits, collecte de données ventilées, diffusion d'informations et analyse, outils de contrôle social.

### *A propos des initiatives*

Les participants aux Conseils des Jeunes sont âgés de 14 à 17 ans. L'objectif de ces structures est de renforcer l'engagement des jeunes en défendant leurs droits. Plusieurs types d'action sont menés à cette fin : stages de renforcement des capacités pour aider les jeunes à s'investir en politique, promotion de la démocratie

auprès de la jeune génération, actions visant à renforcer la réactivité des pouvoirs publics vis-à-vis des difficultés que rencontrent les jeunes. L'objectif global est d'instaurer une culture de la responsabilité et ainsi de permettre aux jeunes de s'investir activement dans des questions touchant à leur bien-être et de contribuer au développement de la société. Les Conseil des Jeunes parviennent ainsi à sensibiliser davantage les jeunes aux questions politiques et à accroître leur présence dans les médias. Ainsi, dans les émissions de radio et de télévision, ils parlent désormais de ce qui les concerne. Ils participent à des entretiens avec des responsables publics et avec les autorités au cours desquels ils évoquent des problèmes d'ordre politique. De plus, grâce à ce projet, les jeunes ont été sensibilisés au budget public annuel consacré à la jeunesse et ont pris conscience du rôle important qu'ils pouvaient avoir en proposant des orientations et en apportant des idées sur la meilleure façon d'utiliser ce budget.



Le Conseil des Jeunes de la région de Mwanza contribue à renforcer la participation des jeunes en leur permettant d'élire ses membres et de débattre avec des responsables politiques. Toutefois, seuls deux districts y sont actuellement représentés et il serait nécessaire que le conseil intègre l'ensemble des sept districts de la région pour être plus représentatif et plus inclusif. Au-delà de l'exercice du droit de vote, le besoin se fait ressentir d'aider les jeunes à devenir eux-mêmes des leaders. A cet égard, des jeunes organiseront bientôt une campagne publique pour intégrer le conseil et occuper des postes de tout premier plan au sein de cette structure, ce qui leur permettra de mieux comprendre les processus démocratiques et d'apprendre à rendre leurs leaders comptables de leurs actes. Entre autres contraintes et difficultés, qui, si elles étaient levées, permettraient d'accroître sensiblement la viabilité des Conseil des Jeunes, citons le manque de ressources financières (essentiellement pour le matériel informatique et les frais de transport) et l'absence d'échanges avec des structures analogues d'autres pays, échanges qui permettraient de faire connaître cette initiative au-delà des frontières de la

Tanzanie, mais aussi de s'enrichir au contact de projets comparables mis en œuvre ailleurs dans le monde.



« Nous travaillons avec le monde tel qu'il existe, en tous lieux et avec des gens de tous âges. »

Depuis 2006, ActionAid Bangladesh renforce ses moyens consacrés à l'éducation par un meilleur contrôle des ressources et de son offre de services. Le noyau dur du groupe d'audit qui intervient au niveau local dans plus de deux cents établissements scolaires est composé de directeurs d'école et de journalistes. Preuve a été faite que les jeunes sont capables de définir un budget, exercice qui renforce considérablement leur confiance en eux tout en créant et en soutenant des partenariats entre les jeunes et les adultes. Des liens ont été noués entre l'échelon local et l'échelon national en vue de faire pression sur le gouvernement au sujet de sa politique en matière d'éducation primaire et du budget qu'il y consacre. Ces actions, dont les effets sont mesurables et significatifs, ont permis de renforcer la capacité des populations locales à suivre la répartition du budget dans les districts. Elles ont aussi donné naissance au premier groupe parlementaire sur l'éducation au Bangladesh. Enfin, la dépense nationale en matière d'éducation a augmenté de 2,7 % du PIB grâce aux actions de sensibilisation menées au niveau national. Cette initiative a fait tache d'huile et a conduit à la création d'un mouvement pour un budget démocratique, qui revendique la mise en place d'un budget décentralisé à l'échelon du district et du sous-district, ce qui serait une première au Bangladesh. Parmi les autres projets, citons l'extension de ce type d'action à d'autres secteurs, notamment aux services de santé.

#### Résumé des discussions

La participation des jeunes n'est pas une option : c'est un droit qui occupe une place centrale dans la Convention internationale relative aux droits de l'enfant. Pour autant, il est assez difficile de donner une définition du mot « jeune », terme qui n'est pas en soi homogène en raison des réalités différentes auxquelles sont confrontés les jeunes privilégiés et ceux qui le

sont moins. La principale difficulté est donc de veiller à ce que tous les jeunes, sans exception, participent à la vie démocratique.

*« Les jeunes ne forment pas un groupe homogène : il y a des différences entre les jeunes privilégiés et ceux qui le sont moins, et entre les réalités auxquelles ils doivent faire face. »*

ActionAid s'intéresse essentiellement aux jeunes marginalisés dans la perspective de leur identité sociopolitique, l'objectif étant de mieux les intégrer. La vraie question à traiter concerne les aspirations des populations à jouir d'une sécurité au niveau social. L'initiative ActionAid s'investit auprès des jeunes en abordant une grande variété de sujets et de domaines. Elle a par exemple soutenu avec succès les jeunes exploitants agricoles de Gambie en obtenant une augmentation du budget 2012 consacré à l'agriculture. S'agissant des activités menées dans les domaines de l'éducation et de la gouvernance, 32 % des participants étaient des jeunes et 37 % des activités ne les concernaient pas directement, mais portaient sur d'autres aspects des programmes menés par ActionAid. Il est donc essentiel de mobiliser les jeunes non seulement pour des sujets qui relèvent exclusivement de leur intérêt, mais aussi autour d'autres domaines comme la santé ou l'agriculture. C'est ainsi qu'ils pourront devenir des citoyens à part entière. Pour que les jeunes puissent s'épanouir, il est capital d'instaurer un dialogue intergénérationnel et de favoriser les échanges de vues dans les médias, y compris les médias sociaux.

*« Les jeunes voient le futur avec optimisme et sont aussi une source d'espoir pour l'avenir. »*

Nous avons besoin d'une stratégie ciblée pour intégrer les jeunes défavorisés partout dans le monde. Or il semble que les initiatives internationales ne soient actuellement accessibles qu'à une minorité de jeunes, à savoir ceux qui parlent anglais. C'est pourquoi il serait capital de faciliter l'accès de tous les jeunes à ces initiatives, quels que soient leur parcours et leur origine sociale. Par ailleurs, les pouvoirs publics devraient accréditer les Conseils des Jeunes et faire preuve d'une plus grande volonté politique en matière d'allocation des ressources pour aider ces structures à atteindre leurs objectifs. C'est aux « adultes » qu'il incombe de travailler main dans la main avec les jeunes et de leur donner la parole.

Ces deux initiatives soulèvent un paradoxe : d'un côté, elles visent à accroître la responsabilité et la

réactivité des pouvoirs publics dans un certain nombre de domaines, de l'autre, elles les sollicitent pour obtenir des financements. On est donc face à une situation de conflit d'intérêts, à laquelle il conviendrait de mettre fin avant que des fonds ne soient distribués. Cela étant, le Conseil des Jeunes de Tanzanie, par exemple, est une initiative locale qui a vocation à s'étendre à l'ensemble du pays. Une fois cette initiative implantée dans d'autres régions de la Tanzanie, sa valeur ajoutée sera plus manifeste ; encore faut-il pour cela qu'elle reçoive le soutien des pouvoirs publics. Il serait donc souhaitable que les auteurs du projet continuent de recevoir le soutien, notamment financier, du gouvernement.

*« Il importe de bien faire la distinction entre éducation et endoctrinement des jeunes. »*

En menant des actions de lobbying auprès des pouvoirs publics, les jeunes leur laissent croire qu'ils sont incapables d'agir. De toute évidence, ils gagneraient à leur montrer qu'ils se trompent, à dénoncer la corruption et à convaincre la majorité des électeurs que leurs propositions en matière d'orientation politique sont dignes d'intérêt. Par ailleurs, le besoin se fait ressentir d'inciter les futurs responsables politiques africains à respecter leurs promesses. Si, pour l'heure, il est encore trop ambitieux d'exiger que les pouvoirs publics répondent de leurs actes, il est néanmoins possible et souhaitable d'accroître la participation des jeunes à l'action politique par la remise en cause de certaines activités gouvernementales. S'agissant de l'éducation des jeunes, il importe de bien faire la distinction entre éducation et endoctrinement, et de passer en revue les contenus et les objectifs des programmes éducatifs. En outre, des efforts supplémentaires s'imposent pour sensibiliser la jeune génération et le public en général aux droits des jeunes et des enfants, et permettre aux jeunes de s'exprimer, d'exercer leurs droits de citoyen et de devenir des acteurs responsables et efficaces.

La démocratie évolue au fil des générations. Les institutions doivent donc s'adapter pour répondre aux attentes des jeunes et faire en sorte qu'ils aient une plus grande influence sur la vie publique et qu'ils contribuent ainsi à bâtir une démocratie durable. Il est nécessaire d'ouvrir les possibilités de participation à tous les jeunes, en particulier en créant des Conseils des Jeunes ailleurs dans le pays, et de créer les conditions politiques de leur participation à tous les domaines, quelles que soient leur origine socioéconomique et leur appartenance politique.



deloizon

## LAB 7 – L'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE POUR LA DÉMOCRATIE

Parce qu'ils sont nés avec le numérique, les jeunes privilégient l'internet comme source d'informations et lieu d'échanges. Est-il possible d'amener la participation citoyenne à un niveau supérieur en utilisant l'intelligence artificielle comme moyen d'autonomisation ? Peut-on rendre l'engagement politique plus attrayant et plus pertinent en recourant à des éléments ludiques ?

Modérateur : M. Josef HUBER, chef du Programme Pestalozzi, Conseil de l'Europe  
Dessinatrice : M<sup>me</sup> Violette BERGER

Initiative : Your Priorities 3D, The Citizens Foundation, Islande

### Présentateurs

M. Róbert Viðar BJARNASON, Islande, président de Citizens Foundation  
M. Gunnar GRIMSSON, Islande, PDG et cofondateur de Citizens Foundation

### Intervenants

M<sup>me</sup> Simone BERNSTEIN, Etats-Unis, cofondatrice et présidente de volunTEENnation.org  
M<sup>me</sup> Ons Ben ABDELKARIM, Tunisie, Secrétaire générale d'Al Bawsala  
M. MENG Qingtao, République populaire de Chine, professeur associé de SWUPL (Université du sud-ouest de sciences politiques et de droit)

### Résumé général

Le sujet principal du lab était le rôle de l'intelligence artificielle dans le renforcement de la participation des jeunes à la démocratie. Your Priorities est une plateforme de démocratie électronique utilisant des technologies libres, dont l'idée essentielle est de faire participer des jeunes à des activités démocratiques, compte tenu du fait qu'ils passent de plus en plus de temps sur internet. Le principe de la plateforme est d'offrir aux citoyens la possibilité de publier leurs idées en matière d'action politique pour que chacun puisse en débattre et les évaluer par un système de vote. La plateforme permet aux usagers de voir les meilleures idées (par ordre de priorité) et, pour chaque idée, de consulter les meilleurs commentaires. Cette démarche encourage un débat rationnel et donne à chaque citoyen la possibilité de faire entendre sa voix. L'outil le plus récent développé par Citizens Foundation s'intitule Your Priorities 3D. Il s'agit d'une plateforme permettant aux utilisateurs de placer leurs idées directement sur une image à trois dimensions de leur ville. Le recours à l'affichage 3D et la multiplication des images rendent le processus démocratique plus ludique et plus motivant. Mais en même temps, ce type de procédé visuel risque d'aller à l'encontre de la pensée critique en nivelant le message par le bas ou d'être interprété comme un manque de pensée critique. Pour résoudre ce problème, les concepteurs ont adopté une solution intermédiaire entre les médias traditionnels et les nouveaux médias, en adoptant une solution faisant appel aux deux. Ils ont ainsi développé un système textuel qui s'exécute en arrière-plan, utilisé des algorithmes permettant de créer des groupes à partir de sources de données massives et difficiles à synthétiser, et adapté les plates-formes à différents types d'appareil et d'affichage.

Les nouveaux médias, en constante évolution, n'ont pas éclipsé les médias traditionnels, dont le besoin se fait toujours sentir. De même, les nouveaux outils destinés au développement de la démocratie ne viennent pas en remplacement, mais en complément des anciens outils en renforçant la participation. De façon générale, le véritable objectif de la démocratie – et sa raison d'être – est d'améliorer la vie des citoyens. Les activités de l'équipe Your Priorities 3D qui ont donné les meilleurs résultats sont celles qui ont une incidence directe sur les populations : création et rénovation des aires de jeux de proximité, définition des priorités budgétaires des conseils municipaux, amélioration de la transparence des processus politiques. Dans ce contexte, les questions de la protection et de la transparence des données méritent d'être abordées.

### A propos de l'initiative

Cette initiative a été créée en réaction aux faibles taux de participation aux élections, à la perte de confiance dans la démocratie et à l'influence excessive des médias et de l'argent en politique. Your Priorities est composé d'une infrastructure de soumission des idées totalement ouverte, d'un système d'évaluation par points qui permet de donner plus de visibilité aux idées recueillant une large adhésion et d'un affichage côte à côte « positif contre négatif » en lieu et place des traditionnelles sections de commentaires. On estime que cette initiative a donné de bons résultats en Islande, où plus de cinq cents idées ont été approuvées et mises en œuvre en coopération avec la ville de Reykjavik, ainsi qu'en Estonie, où sept idées ont été intégrées à la législation. Elle est également utilisée au Royaume-Uni pour prendre l'avis du Service national de santé, en Serbie pour des projets de démocratie

électronique en phase de démarrage, et en Australie pour fixer les priorités des établissements scolaires.

*« Il n'y a pas de démocratie sans participation. »*

Your Priorities 3D est une plate-forme modulaire facile à transposer, qui peut être utilisée dans d'autres pays. Grâce à la puissance de calcul des ordinateurs modernes, elle réinvente la façon de présenter les idées. L'interface 3D offre un environnement virtuel, qui s'appuie sur des algorithmes d'intelligence artificielle pour compiler de gros volumes de données et les présenter de façon ludique et motivante. Les éléments ludiques offrent une meilleure connectivité et la possibilité de dialoguer en direct. Ces caractéristiques pourraient notamment être utilisées pour l'élaboration participative du budget.

#### *Résumé des discussions*

Pour encourager le développement de la plate-forme, il conviendrait d'adapter Your Priorities aux téléphones portables et de mettre à profit l'utilisation des SMS. Par ailleurs, il serait nécessaire de faire participer les citoyens à faibles revenus et sous-représentés, par exemple en améliorant la connectivité dans les écoles pour toucher aussi les élèves qui n'ont pas accès à l'internet à leur domicile.

*« Les outils numériques ne résoudre pas tous les problèmes, mais en tant que citoyens, nous avons une voix qui porte. »*



En Chine par exemple, 332 millions d'internautes (en général plus jeunes que le reste de la population) font l'expérience des avantages et des inconvénients d'une meilleure connectivité. Etant donné que l'internet facilite un certain mode de fonctionnement, dans lequel les minorités décident pour une majorité, il faut veiller à ce que, dans le monde de la démocratie électronique, la prééminence du droit et le sens des responsabilités soient respectés. Aussi les actions citoyennes doivent-elles être liées à la législation et encadrées par la loi. En outre, il est essentiel que les personnes n'ayant pas accès à l'internet puissent prendre part au processus démocratique. C'est pourquoi les médias traditionnels

(télévision, radio, presse) ont toujours leur utilité (ils sont du reste les plus utilisés dans certains pays), et doivent être préservés.

*« Les jeunes ne sont pas seulement le futur de la démocratie, ils en sont aussi le présent. »*

Il serait souhaitable que Your Priorities associe les jeunes à la totalité du processus en ligne, y compris à la création des outils de démocratie électronique. Pour ce qui est du dialogue intergénérationnel, les jeunes pourraient être formés pour être en mesure de présenter les idées de leurs concitoyens plus âgés et moins connectés, et à publier ces idées en ligne.

*« La jeunesse a le droit de parole. Les jeunes doivent être écoutés et entendus. Il faut leur donner la possibilité de s'exprimer : chacun d'entre nous doit mesurer combien cela est important. »*

Par ailleurs, il conviendrait de mettre en place des mécanismes pour lutter contre les discours de haine qui sont noyés dans la masse des échanges et pour protéger les données des utilisateurs. Parallèlement, il y aurait lieu de réfléchir à la taille de la plate-forme : combien de personnes sont nécessaires ? Quel est le nombre d'utilisateurs optimal pour une participation efficace à l'action politique ? Cela se résume-t-il à la représentation des majorités par les minorités ou des personnes inactives par les personnes actives ? Globalement, il semble qu'il y ait une forte corrélation entre la participation (en termes d'effectif) et la pertinence des résultats obtenus, car les responsables politiques sont plus à même de réagir à des initiatives soutenues par un grand nombre de personnes. Bien entendu, il n'y a pas de « nombre magique », mais il est essentiel de toucher l'ensemble de la population en espérant obtenir le maximum de contributions possible. L'ensemble des contenus étant visible de tous et la transparence étant essentielle à la réussite de ce projet, la question se pose de la participation des mineurs et de la protection des données et des identités. La mise en place d'un système de notification à un administrateur pourrait permettre de protéger les données des utilisateurs et de prévenir les discours de haine et les commentaires offensants.

*« En soi, la participation n'est pas suffisante : elle doit conduire à l'action et au changement ; sans cela, les gens perdent confiance dans le système. »*

La coopération internationale joue un rôle important dans la généralisation de cette initiative. L'idée est de solliciter les conseils de pays plus avancés en matière de connexion aux réseaux numériques pour aider les pays les moins avancés à se connecter en ligne. A cet égard, il convient d'éviter les approches eurocentrées et d'associer d'autres régions du monde, en particulier le continent africain.

## LAB 8 – DÉMOCRATIE PARTICIPATIVE À L'ÉCOLE

Dans quelle mesure la gestion participative du budget favorise-t-elle le dialogue et la confiance entre les jeunes et les autorités ? Les jeunes sont-ils prêts à prendre des décisions ou manquent-ils encore d'expérience politique ? L'école est-elle le lieu idéal pour s'initier à la démocratie participative ?

Modérateur : M. Julius Georg LUY, Allemagne, ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire, représentant permanent de l'Allemagne auprès du Conseil de l'Europe  
Dessinatrice : M<sup>me</sup> Maria LUCHANKINA

Initiative 1 : Learning to Count (Apprendre à compter) (Youth participatory budgeting/gestion participative du budget avec les jeunes), association In Loco, France, Royaume-Uni, Portugal

### Présentateurs

M<sup>me</sup> Mathilde PERRIN, France, participante à l'élaboration participative d'un budget  
M. Gilles PRADEAU, France, réalisateur et consultant

Initiative 2 : Generation Democracy (Génération démocratie), Union européenne, Conseil de l'Europe, en partenariat avec le ministère turc de l'Éducation nationale et le Conseil d'éducation

### Présentatrice

M<sup>me</sup> Seda ARICAN MASLEN, Turquie, chargée de projet principale, Bureau de Programme du Conseil de l'Europe à Ankara

### Intervenantes

M<sup>me</sup> Laurence MONNOYER-SMITH, France, vice-présidente de la Commission nationale du débat public  
M<sup>me</sup> Priya SITAL, Suriname, présidente du Parlement des jeunes du Suriname

### Résumé général

La démocratie participative à l'école ne se limite pas à l'apprentissage des pratiques politiques formelles de la démocratie. S'il est certes important d'enseigner les processus démocratiques, il est aussi nécessaire de promouvoir, dans l'environnement scolaire, les aptitudes à la participation et à l'intériorisation des valeurs démocratiques. Il faut mettre en place une approche globale, qui associe tous les membres de la communauté scolaire, en particulier les groupes vulnérables et les élèves qui n'ont pas toujours en eux la confiance nécessaire pour s'investir dans le débat public.

Les deux projets présentés dans le cadre du Lab 8, Learning to count (Apprendre à compter) et Generation Democracy (Génération démocratie), sont une illustration de la mise en pratique d'une telle approche. Le premier, initiative de gestion participative du budget avec les jeunes, est mis en œuvre dans trois villes : Lille, Brighton et Porto. Dans ce cadre, les élèves préparent des plans de dépense des budgets alloués. Le point intéressant est la façon dont ces plans sont élaborés et choisis. Le cycle d'élaboration et de mise en œuvre des projets a été conçu pour faire participer l'ensemble des élèves à chaque étape du processus. Pour encourager la participation de tous, y compris des élèves les plus réservés, les idées de projets sont présentées sous forme de vidéos. L'initiative a conduit

à une compréhension plus fine du processus démocratique d'attribution des ressources, en particulier des différentes contraintes en jeu (règles administratives, etc.). Les élèves apprennent à mettre en œuvre un projet et se sentent impliqués à chaque étape.



Le cadre de culture démocratique en milieu scolaire est l'une des composantes de la deuxième initiative, projet conjoint Union européenne/Conseil de l'Europe. Ce projet est mis en œuvre par le Conseil de l'Europe en Turquie, en coopération avec le ministère turc de l'Éducation nationale et le Conseil de l'éducation. Comme la première initiative, ce projet cherche à définir une approche inclusive visant à encourager



une culture scolaire démocratique. Un cadre de culture démocratique en milieu scolaire a donc été mis en place dans vingt-deux écoles pilotes situées dans différentes régions de la Turquie. Parmi les réalisations, citons la mise en place d'un bureau de la démocratie et de conseils scolaires ainsi qu'un processus de conciliation en classe, l'accent étant mis sur la qualité des échanges, la recherche de compromis et l'élaboration de solutions. Ces travaux ont notamment permis de réduire la violence et le harcèlement à l'école et d'améliorer les résultats scolaires. Le projet va maintenant être transposé dans cent deux établissements scolaires en Turquie.

#### *A propos des initiatives*

Ces deux projets s'appuient sur les travaux liés à la Charte du Conseil de l'Europe sur l'éducation à la citoyenneté démocratique et l'éducation aux droits de l'homme, et en particulier sur le manuel intitulé *Democratic governance of schools*. Ils s'inspirent également des travaux du spécialiste de la pédagogie John Dewey et de sa conviction que la démocratie s'apprend par l'enquête publique, c'est-à-dire l'« apprentissage par la pratique ».

L'initiative Learning to count repose sur deux méthodologies : l'une de type consultatif, qui concerne le choix des projets par les participants et le conseil municipal, l'autre de type délibératif, qui est appliquée lors de la mise en œuvre des résultats des délibérations des citoyens par le conseil municipal. Dans le cadre de ce projet, les adolescents ont appris à réaliser des vidéos en vue de mettre en images l'une de leurs premières expériences politiques. Ce travail les a amenés à se documenter, à débattre et à mettre des idées et des outils en commun. Ensuite, tous les participants se sont rencontrés à Faro (Portugal) pour partager leurs expériences. L'élaboration participative des budgets est un outil puissant lorsqu'il s'adresse à la fois aux établissements scolaires et aux collectivités, que les chefs de projet évaluent et négocient les coûts du projet dont ils ont la charge, et que les projets sont portés à la connaissance du public au moyen d'exposés et de vidéos. En revanche, ce type d'approche est moins efficace lorsque les règles ou les résultats n'inspirent pas confiance, que les projets sont mis en œuvre trop tard ou qu'il n'y a pas de délibérations avant le vote. La présentation des projets a varié selon les pays. Au Royaume-Uni par exemple, des tables ont été installées pour chaque projet, comme sur un marché. A Trofa (Portugal), les participants ont organisé un débat public autour des projets. A l'issue de ce travail, les élèves avaient appris comment mettre en œuvre un projet, comment recueillir les réactions des intéressés et comment promouvoir un projet devant une centaine de personnes. La principale critique a porté sur le point de savoir comment offrir aux participants des conditions équitables pendant les échanges de vues et les présentations.

Generation Democracy est un projet d'éducation aux droits de l'homme et à la citoyenneté démocratique mis en œuvre en Turquie par l'Union européenne et le Conseil de l'Europe, en partenariat avec le ministère turc de l'Éducation nationale et le Conseil d'éducation. L'objectif global du projet est de promouvoir une société plus démocratique en renforçant l'éducation à la citoyenneté démocratique et aux droits de l'homme (ECD/EDH) dans le droit fil des valeurs fondamentales de l'Europe. Dans ce contexte, un manuel intitulé *Democratic School Culture Competencies Framework Manual* (manuel pour un cadre des compétences en matière de culture démocratique en milieu scolaire) a été élaboré et expérimenté en 2014 avec l'aide de spécialistes, qui travaillent actuellement sur sa traduction en anglais. Dans ce document, la priorité est donnée à une approche ouverte associant toutes les personnes concernées par le milieu scolaire : élèves, enseignants, direction et personnel des établissements, parents et habitants. Des activités scolaires extracurriculaires ont permis de dégager une approche et des pratiques démocratiques dans vingt-deux écoles pilotes situées dans dix provinces de différentes régions du pays. Six dimensions ont été identifiées pendant la phase pilote : la prise de décision, la communication, l'environnement d'apprentissage et d'enseignement, la gestion des comportements, l'identité et l'appartenance, et l'éducation par les valeurs. Dans ce cadre, plusieurs activités ont été menées. Citons notamment un « bureau de la démocratie », un « comité de classe pour la conciliation » et des « comités d'école dynamiques ». Le bureau de la démocratie vise à promouvoir la participation active des élèves à la vie scolaire et établit un canal de communication entre les élèves, les parents, le personnel scolaire et la direction de l'établissement. Ce bureau s'apparente à un point d'information auprès duquel les élèves peuvent exprimer leurs besoins et leurs préoccupations. Tous les quinze jours, des élèves font part de ces demandes au conseil scolaire. Cette expérience a mené à plusieurs résultats : échanges multidimensionnels au sein de la communauté scolaire, une plus grande transparence et une meilleure responsabilisation de la direction de l'établissement, une participation active et un sens accru des responsabilités des élèves en ce qui concerne les questions ayant trait à leur scolarité. Le comité de classe pour la conciliation offre quant à lui la possibilité d'examiner des différends qui doivent être réglés. A cette occasion, les élèves expriment librement les problèmes rencontrés en classe ; ils apprennent à les exposer et à en discuter sans blesser leurs camarades, et améliorent, dans le même temps, leurs compétences de communication.

*« Les problèmes soulevés par les jeunes doivent absolument être reconnus et pris au sérieux. »*

Etant donné qu'en Turquie le concept de comité d'école recouvre une acception relativement limitée,

l'équipe a cherché à dynamiser ces comités en mettant en place des « comités d'école dynamiques » : tous les mois, le principal et les chefs de classe se réunissent pour prendre des décisions en commun. Cette démarche a permis d'attirer l'attention sur la participation active et la volonté de participer à la prise de décision démocratique au sein de l'établissement, de renforcer le sentiment d'appartenance à l'école, de motiver les élèves, et de renforcer l'image de soi et la responsabilité parmi les élèves participant au comité d'école.

#### *Résumé des discussions*

De façon générale, on constate qu'il est difficile d'amener les jeunes à s'investir dans le débat public. Or il est essentiel que les questions importantes soient abordées par et avec les jeunes. On pense par exemple au problème des déchets nucléaires, qui, à l'évidence, concerne les générations futures. L'une des raisons de ce manque d'investissement est que les jeunes n'aiment pas la façon dont on leur propose de débattre. Les élèves ont souligné à cet égard qu'ils avaient besoin d'être écoutés et pris au sérieux. Il est donc nécessaire d'abandonner les débats traditionnels et d'adopter un autre type de langage.

*« Utilisez le langage des jeunes. »*

Mais il existe d'autres moyens, innovants, d'associer les jeunes à l'action politique. Le Conseil national des jeunes du Suriname par exemple œuvre au rapprochement entre les pouvoirs publics et les jeunes. Il se réunit à intervalles réguliers. Il est essentiel que les jeunes ne soient pas manipulés par la politique ou la corruption dans le système éducatif. En outre, si, pour de multiples raisons, il n'est pas toujours possible de proposer des solutions immédiates, il est nécessaire d'expliquer le fonctionnement du processus décisionnel et les raisons qui motivent les choix.

Les directeurs d'école devraient s'employer à promouvoir une culture scolaire démocratique et mettre en place au niveau primaire un cours spécial sur les droits de l'homme et la démocratie. S'agissant de ce dernier point, le projet mis en œuvre en Turquie soutient actuellement l'élaboration d'un cours et d'un cahier d'activités sur les droits de l'homme et la démocratie. Ce cours sera obligatoire pour tous les enfants de 10 ans en 2015. Bien qu'il se soit heurté à d'innombrables difficultés, le projet turc a réussi à promouvoir

la démocratie participative dans des zones de conflit, notamment dans une école du sud-est de la Turquie (Mardin), qui a mené des activités de bienfaisance en faveur d'enfants réfugiés syriens, et dans une autre école, près de la frontière bulgare, qui a organisé des matchs de football avec des enfants roms.



*« Souvent, dans le processus démocratique, les groupes marginalisés ne sont pas pris en considération. »*

En conclusion, la nécessité a été exprimée d'associer au processus décisionnel l'ensemble de la population locale, à tous les échelons et en commençant dès le plus jeune âge. Il convient tout particulièrement de soutenir les groupes marginalisés ainsi que les élèves, qui n'osent pas toujours s'investir dans le débat public. Les deux projets présentés et examinés au cours de ce lab illustrent comment des idées peuvent être concrétisées en vue de promouvoir la démocratie participative à l'école. La prochaine étape sera de transposer ces initiatives à une plus grande échelle.

## LAB 9 – DES RÉFORMES POLITIQUEMENT ATTRACTIVES POUR ACCROÎTRE L'INFLUENCE DE LA JEUNESSE

Dans un jury citoyen, un groupe choisi au hasard et représentatif du grand public se réunit pour délibérer sur un sujet de politique publique et élaborer des solutions qui satisfont toutes les parties. Ce modèle de démocratie délibérative est-il une réelle opportunité pour les jeunes de participer aux décisions et offre-t-il une solution de substitution au principe traditionnel de représentation ? Dans quelle mesure les pouvoirs publics doivent-ils évoluer pour s'ouvrir aux jeunes ?

Modératrice : M<sup>me</sup> Jocelyne CABALLERO, France, ambassadrice et représentante permanente de la France auprès du Conseil de l'Europe

Dessinateur : M. Aurélien CANTOU

Initiative 1 : Citizen's Jury (jury citoyen), newDemocracy Foundation, Australie

### Présentateurs

M<sup>me</sup> Amelia LOYE, Australie, directrice générale du réseau Engage2

M. Iain WALKER, Australie, directeur exécutif de newDemocracy Foundation

Initiative 2 : La Commission gouvernementale 2014 sur la démocratie : participation et influence équitable, Suède

### Présentatrice

M<sup>me</sup> Adiam TEDROS, Suède, secrétaire de la Commission gouvernementale sur la démocratie

### Intervenants

M. Ulrich NITSCHKE, Allemagne, chef de programme pour le Programme de gouvernance locale et de développement de la société civile (LGP) et pour Future for Palestine (FFP) chez GIZ en Palestine ; président du réseau sectoriel de GIZ sur la gouvernance pour la région Moyen-Orient et Afrique du Nord (MENA)

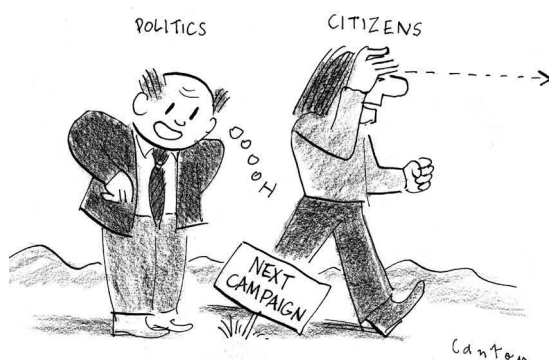
M. Beat ROHNER, Suisse, président du Réseau régional des jeunes (RRJ) de l'Assemblée des Régions d'Europe (ARE)

### Résumé général

Le Lab 9 s'est intéressé à deux approches innovantes visant à faciliter la participation des jeunes à l'action politique. La méthode la plus efficace pour amener les jeunes à s'investir dans le processus démocratique est de leur permettre de participer à l'élaboration de lois qui contribuent effectivement au changement. Le jury citoyen est une initiative australienne dont l'objectif est de faire participer des citoyens de différentes générations et de différents milieux au processus législatif. L'organisation newDemocracy Foundation a mis en place en 2013, avec le concours du premier ministre d'Australie-Méridionale, un jury citoyen sur les violences liées à l'alcool. L'idée était de recueillir l'avis de citoyens australiens ordinaires sur la réglementation en matière de consommation d'alcool, les personnes interrogées n'étant liées à aucun parti ou groupe de pression. L'objectif à terme était d'améliorer la législation dans ce domaine.

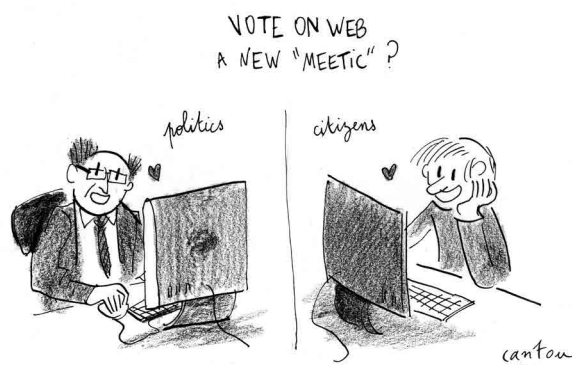
La deuxième initiative visait à accroître la participation des jeunes et des groupes minoritaires au processus démocratique (personnes handicapées, immigrés, etc.). La Commission gouvernementale sur la démocratie, mise en place en juillet 2014, a pour mission

de comprendre pourquoi les jeunes et les groupes minoritaires ne participent pas au processus démocratique et de trouver des moyens de stimuler leur intérêt pour l'action politique et d'accroître leur participation. A l'issue des échanges de vues, les participants au lab ont conclu qu'il existe effectivement un déficit démocratique s'agissant de l'influence des jeunes sur la vie politique et qu'il convient de le combler. En outre, la participation des jeunes ne devrait pas se limiter aux politiques de jeunesse, mais couvrir l'ensemble des domaines politiques.



### A propos des initiatives

Un jury citoyen est composé de citoyens choisis au hasard dans les différentes couches de la société, l'idée étant que chaque groupe soit représenté en fonction de son poids relatif. Le jury ainsi constitué se réunit pour examiner une question particulière devant faire l'objet de prochaines mesures législatives selon les vœux du gouvernement. Tous les membres du jury citoyen sont rémunérés pour que chacun puisse participer, quelles que soient ses ressources. Outre cette rémunération pour les efforts consentis, les participants ont accès à toutes les informations nécessaires pour statuer sur le sujet à l'étude. Ils peuvent par exemple choisir avec quelles personnes concernées ils souhaiteraient s'entretenir. Autre aspect important : les participants disposent d'un temps suffisamment long pour se familiariser avec le sujet et pour y réfléchir et en débattre posément. Les conclusions du jury citoyen et leurs propositions concernant les mesures législatives à prendre sont présentées au parlement, qui les examine avec tout le sérieux requis. A ce jour, plusieurs jurys citoyens ont été organisés et les députés australiens ont adopté leurs propositions à une large majorité.



Dans l'ensemble, les expériences menées en Australie ont montré que les jurys citoyens sont un moyen efficace de faire participer des personnes issues de classes sociales différentes. En rendant le processus politique plus accessible à tous, les jurys citoyens contribuent à promouvoir la participation démocratique. De plus, ils permettent aux personnes associées au processus de s'approprier les résultats de leur travail. Dernier aspect mais non le moindre, le jury citoyen est un modèle de participation démocratique d'une grande transparence ; il fait intervenir non seulement les citoyens sélectionnés pour constituer le jury, mais aussi des personnes extérieures, qui donnent leur avis en ligne via les médias sociaux. Les commentaires ainsi recueillis sont aussi examinés par le jury. L'objectif général est de mettre en place des méthodes en ligne plus délibératives qui encouragent les citoyens à lire attentivement les informations mises à leur disposition et à y réfléchir avant de publier leurs commentaires.

Un autre avantage des méthodes en ligne est que les données peuvent servir à alimenter des enquêtes à caractère social.

*« Nous avons besoin de méthodes en ligne qui permettent de délibérer plus facilement. »*

En Suède, alors qu'une grande partie des jeunes déclare s'intéresser à la politique (40%), seuls quelques-uns s'y investissent effectivement et y prennent une part active. Il n'en reste pas moins qu'en matière politique, l'optimisme est exceptionnellement élevé dans ce pays. Les jeunes citoyens sont confiants dans leurs possibilités et convaincus qu'ils peuvent réellement influencer le cours des choses s'ils le souhaitent. Ce sentiment est largement répandu. Mais les chiffres montrent qu'à tous les niveaux, l'influence des jeunes est insuffisante. Leur taux de participation est sensiblement inférieur à celui de la population en général. Un autre sujet d'inquiétude est que la plupart des responsables politiques âgés de moins de 25 ans quittent leur poste avant la fin de leur mandat. De plus, l'adhésion des jeunes aux partis politiques est plus faible. La moyenne d'âge des députés est donc relativement élevée (45,7 ans).

*« Comment peut-on intégrer les jeunes dans le discours que les adultes ont façonné ? »*

La Commission sur la démocratie a été créée par le gouvernement suédois en vue de suivre et d'analyser la participation des jeunes et de proposer des mesures sur la base de ces observations. Principales questions que la commission souhaite examiner : Comment intégrer les jeunes dans le discours que les adultes ont façonné ? Comment créer de nouvelles plates-formes pour le débat politique ? Les activités qui visent les jeunes sont-elles utiles ? Existe-t-il un risque d'institutionnalisation de systèmes parallèles ? La commission doit remettre son rapport sur ces questions en décembre 2015. Pendant tout le processus, elle restera en contact avec le public par l'intermédiaire des médias sociaux.

### Résumé des discussions

Les participants au lab se sont inquiétés de ce que d'importantes personnes de la société ne participent pas aux jurys citoyens par manque de temps ou d'intérêt. Souvent, les personnes désignées pour participer à des procès avec jury tentent de se soustraire à ce devoir et l'action politique générale attire essentiellement des hommes instruits appartenant à la classe moyenne. En particulier, les personnes qui ne parlent pas anglais, qui ont un faible niveau d'instruction ou qui sont issues de l'immigration sont peu disposées à participer aux jurys citoyens ou ne sont tout bonnement pas en mesure de le faire. Conscients de ce problème, les organisateurs de ces jurys s'assurent,

en règle générale, que toutes les composantes de la société sont représentées. L'expérience le montre bien, lorsque les gens réalisent que leur voix sera entendue, ils sont très volontiers disposés à participer. Le plus souvent, les immigrés qui ne parlent pas anglais se font aider par leurs enfants ; ainsi, même s'ils ne parlent pas couramment la langue, ils peuvent comprendre le sujet traité par le jury et donc participer. Il convient aussi de mentionner les très nombreux outils numériques d'aide à la traduction. Quoi qu'il en soit, les personnes qui ne savent ni lire ni écrire ne peuvent pas prendre part aux échanges sur un pied d'égalité avec les participants qui ont reçu une meilleure instruction.

L'intérêt principal du jury citoyen réside dans le fait qu'avant de prendre une décision, ses membres délibèrent sur le fond et de façon rationnelle. On admettra qu'en cliquant simplement sur le bouton « j'aime » de Facebook, on ne participe pas vraiment à la vie de la société. Au lieu de céder à l'euphorie du numérique, il serait préférable de s'intéresser au sentiment de confiance en tant que paramètre essentiel du désir de participer. Car la participation à la démocratie n'augmentera que lorsque les citoyens et leurs avis seront pris au sérieux. Cela étant, les relations d'égal à égal qui se nouent sur les plates-formes sociales aussi peuvent instaurer de la confiance. Par ailleurs, Il est essentiel que les suites données aux échanges qui ont eu lieu au sein du jury citoyen et de la commission suédoise ne consistent pas seulement en la publication d'un rapport, mais qu'une stratégie à long terme soit définie pour qu'un réel changement se produise. Aussi les recommandations formulées par le jury et par la commission devraient-elles être transposées dans la législation.

*« La démocratie directe est une idée effrayante. »*

La démocratie directe en tant que moyen d'accroître la participation des citoyens a fait l'objet d'un échange de vues : certains participants y étaient favorables, faisant valoir que ce modèle constitue un moyen efficace de s'assurer qu'en matière de politique, la parole des citoyens est effectivement entendue ; d'autres en revanche ont taxé la démocratie directe d'« idée

effrayante », car elle inciterait les responsables politiques à changer d'avis au gré des sondages. La démocratie directe devrait être complétée par un système de délibérations authentiques, éventuellement assorti d'outils numériques qui constitueraient des moyens d'échange réellement appropriés entre les institutions et les jeunes citoyens. De plus, les médias sociaux sont une formidable source de données pour l'analyse sociopolitique. En effet, en donnant à entendre les diverses opinions des citoyens, ils permettent de mieux cerner les problèmes.

*« Tout l'enjeu de la démocratie, c'est la confiance. »*

Le besoin se fait fortement ressentir d'associer les jeunes au choix des candidats aux élections, car, le plus souvent, les jeunes, mais aussi les femmes, ne participent pas au processus décisionnel. Lorsque des femmes ou des jeunes sont élus, leurs attentes sont souvent déçues et beaucoup finissent par démissionner. C'est pourquoi newDemocracy Foundation a proposé à différents partis australiens des modèles de présélection visant à renforcer la présence des femmes et des jeunes dans les partis. Actuellement, en Europe, les jeunes ne sont pas une priorité absolue ; il est donc essentiel qu'ils soient correctement représentés sur la scène politique. Du fait du vieillissement de la population, en particulier en Europe occidentale, les responsables politiques accordent beaucoup d'attention aux préoccupations des seniors. Enfin, il ne faut pas oublier que la politique est un milieu très concurrentiel et que dans ce milieu, donner davantage de pouvoir et d'influence aux jeunes n'est pas un principe moral.

*« Les jeunes doivent être consultés au sujet du choix des candidats aux élections. »*

Ce sont les « innovations institutionnelles » qui ont le plus contribué au succès de la commission suédoise. Son objectif était en effet de trouver des moyens de modifier les comportements institutionnels pour renforcer l'intégration et accroître la participation des jeunes en démocratie. Quant au jury citoyen, sa plus grande réussite a été de parvenir à faire changer la législation, ce qui est la manière la plus constructive d'influer sur la politique.

## LAB 10 – DES STRUCTURES POUR LA DÉFENSE DES JEUNES

Lorsque l'environnement est défavorable, les jeunes ont encore moins de chances de faire entendre leur voix. Peuvent-ils créer des structures pour exprimer leurs besoins et influencer sur les politiques ? Comment s'y prendre ? Quels mécanismes ont fait leurs preuves ? Quels sont les obstacles à la généralisation de ce type d'approche ?

Modérateur : M. Zoltán TAUBNER, directeur des relations extérieures du Conseil de l'Europe

Dessinateur : M. Jérôme RICH

Initiative : Youth create Change, Coopération allemande au développement (GIZ), Territoires palestiniens

### Présentateurs

M. Mohammed Fadel ZAQOUT, promoteur Jeunesse du projet YCC dans la commune d'Al Zahara, bande de Gaza

M<sup>me</sup> Alice PRIORI, Italie, conseillère en développement auprès de la Coopération allemande au développement (GIZ)

### Intervenantes

M<sup>me</sup> Samia HATHROUBI, France/Tunisie, militante et directrice pour l'Europe de la Fondation pour la compréhension ethnique

M<sup>me</sup> Tracey SIMPSON-LAING, Royaume-Uni, conseillère, Ville de York, membre du Congrès des pouvoirs locaux et régionaux du Conseil de l'Europe

### Résumé général

Le projet Youth Create Change (YCC) vise à promouvoir la participation des jeunes, en particulier par son institutionnalisation dans les processus décisionnels. Ce projet, qui mobilise cinq organisations de la société civile, le ministère des collectivités locales et le Fond de prêts et de développement municipal, a été mis en œuvre dans onze communes palestiniennes de la bande de Gaza et de Cisjordanie. Piloté par GIZ (Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit), il a été lancé en mars 2013 et doit s'achever en mars 2015.

Les participants au lab ont conclu que compte tenu du caractère général des problèmes liés à la participation des jeunes, le projet YCC est en théorie transposable à d'autres pays et à d'autres environnements sociaux. Il convient malgré tout de prendre en compte les dimensions sociales et culturelles, qui diffèrent selon les contextes. Les responsables politiques doivent impérativement reconnaître que les jeunes ne sont pas seulement l'avenir de la société, mais aussi son présent. Aussi les jeunes devraient-ils être en mesure d'occuper des fonctions de direction avant l'âge adulte. Mais malheureusement, on observe aujourd'hui dans les institutions une méfiance générale à leur égard. Cette méfiance doit être surmontée pour que le taux de participation des jeunes dans les instances décisionnelles augmente. Pour y parvenir, il est fondamental de créer des modèles stimulants et de présenter des expériences motivantes. Les jeunes femmes en particulier sont de plus en plus considérées comme un groupe ayant besoin d'être davantage protégé et valorisé.



### A propos de l'initiative

L'essence même du projet est d'accroître la participation des jeunes au niveau local par la création de différentes structures et l'intervention de nouveaux acteurs. Il s'agit en particulier de la mise en place d'un responsable Jeunesse dans chaque commune, formé et rattaché à l'administration locale, d'un Plan d'action Jeunesse, qui recense les besoins des jeunes et définit les activités à mener, de quinze agents de promotion de la jeunesse nommés dans chaque commune, formés et chargés de mettre en œuvre le Plan d'action Jeunesse, d'une ligne budgétaire municipale spécialement destinée aux activités en faveur des jeunes, et d'un centre de la jeunesse, espace commun où se tiennent la plupart des activités de la commune. En substance, les jeunes mettent en œuvre les activités prévues dans le Plan

d'action Jeunesse et influent sur les décisions du conseil local. Les résultats du projet concernent aussi bien le niveau local que le niveau national. Ainsi, un Document d'orientation pour la jeunesse a été transmis pour signature au ministère du Développement local, et une ligne budgétaire ministérielle spéciale a été créée pour les projets en faveur des jeunes. Les principaux obstacles à l'achèvement du projet sont le manque de confiance des pouvoirs locaux et les difficultés à amener les jeunes à s'investir de façon active, notamment les jeunes femmes.

#### Résumé des discussions

Les participants au lab se sont demandé si l'on assistait actuellement à un désintérêt général des jeunes pour la politique. La désillusion de cette catégorie de la population à l'égard du système politique est un sujet préoccupant : pour les jeunes, les responsables politiques n'agissent souvent que dans leur propre intérêt et la liste de leurs priorités ne traduit pas les préoccupations réelles des citoyens. Le désintérêt des jeunes pour les élections et, plus généralement, pour la participation à l'action politique les conduit à s'exprimer davantage dans les médias sociaux et à faire part de leurs préoccupations par d'autres moyens. Ce désintérêt s'explique par leur méfiance à l'égard du système ; ils ont le sentiment de ne pas pouvoir influencer de façon significative sur les sujets politiques qui concernent leur avenir. Mais dans le même temps, certains enjeux politiques suscitent leur intérêt et les poussent à se mobiliser. On pense notamment au référendum sur l'indépendance de l'Ecosse. En vertu de l'article 12 de la Convention des Nations Unies relative aux droits de l'enfant (CNUDE), tout enfant a le droit d'être entendu. Le respect de ce droit devrait passer par l'action des ONG, qui, si elles jouent véritablement leur rôle, peuvent contribuer à ce que la parole des jeunes soit entendue.

*« Les jeunes ne sont pas seulement les leaders du futur, mais aussi les leaders d'aujourd'hui. »*



D'une manière générale, la participation des jeunes à l'action politique revêt un caractère paradoxal :

d'un côté, ils sont très préoccupés par ce qui se passe dans le monde et s'expriment à ce sujet dans diverses enceintes, notamment les réseaux sociaux, de l'autre, ils s'éloignent des décideurs et des processus décisionnels. Il subsiste une certaine croyance selon laquelle le pouvoir et la prise de décision doivent nécessairement être confiés à l'ancienne génération, tandis que les jeunes ne peuvent être que les destinataires passifs du système. Pour accroître leur influence, les jeunes ne doivent pas uniquement s'intéresser aux questions qui les concernent exclusivement, mais aussi aux enjeux de politique générale, et s'employer à jouer un rôle moteur dans le monde d'aujourd'hui. Le projet YCC devrait donc aussi donner aux jeunes les moyens d'atteindre des fonctions de tout premier plan. Les jeunes ne sont pas seulement les leaders du futur, mais aussi et surtout les leaders d'aujourd'hui. Il faut donc dès maintenant leur donner la possibilité de se faire entendre, et les concepteurs du projet YCC devront en tenir compte lorsqu'ils définiront leurs futures activités.

*« Il faut mettre les pouvoirs publics dans la boucle. »*



Le projet se caractérise par une bonne reproductibilité : il a déjà été mis en œuvre dans d'autres pays, notamment en Bosnie-Herzégovine et en Serbie, deux pays qui présentent certaines similitudes avec la Palestine (présence de zones rurales et problèmes relatifs à la participation des femmes). La mise en œuvre du projet dans d'autres pays a montré que celui-ci doit être adapté à l'environnement sociopolitique. L'un des principaux problèmes rencontrés est de parvenir à impliquer le gouvernement, en particulier dans le contexte palestinien. Si, au début, celui-ci ne manifestait pas d'intérêt particulier pour les activités du projet, il a désormais signé un document de programmes pour les initiatives de jeunesse appelé Document d'orientation pour la jeunesse. Par ailleurs, il faut donner aux jeunes l'envie de s'investir et c'est là un véritable défi. Pour la plupart d'entre eux, il s'agissait du premier projet politique jamais mis en œuvre, et, dans un premier temps, la plupart ne se

sont pas montrés intéressés. Ils se méfiaient du projet et de l'action des structures locales, notamment parce qu'ils percevaient la municipalité uniquement comme un prestataire de services de base. Malgré cela, bien que la guerre ait fortement entravé le projet, les jeunes sont parvenus à s'y investir de façon satisfaisante. Pour accroître leur participation, il conviendrait de donner en exemple des jeunes ayant accédé à des

responsabilités politiques dans d'autres pays, ces expériences pouvant servir de modèles. Enfin, il ne faut pas oublier les relations étroites qui existent entre les jeunes et les structures sociales, notamment la famille. Ces structures, qui peuvent les éclairer sur certains aspects importants de la vie quotidienne, doivent être prises en considération dans toute démarche ayant trait à la participation des jeunes.



### **Thème 3 – Influencer les politiques**

---

Il existe une disparité entre les idéaux politiques des jeunes et les priorités du processus de prise de décision dans le champ démocratique. Les jeunes se sentent particulièrement concernés par les défis permanents qui se posent à leurs sociétés, tels que la corruption, la durabilité environnementale, la justice sociale ou l'égalité des chances, et par les orientations stratégiques prises à long terme en la matière. Cela dit, ils ont relativement peu d'influence sur ces choix stratégiques. L'enjeu consiste donc à établir des priorités claires en partant d'une multitude de préoccupations spécifiques, pour constituer un plan d'action qui sera communiqué aux responsables politiques en vue d'influencer les politiques publiques. Sans cela, la contestation des jeunes risque d'en rester à ce stade, plutôt que d'aboutir à une action constructive en faveur du changement.

## LAB 11 – LES JEUNES, ACTEURS DU CHANGEMENT DES VILLES

Le changement politique commence souvent au niveau local. Quelles sont les possibilités ouvertes aux jeunes en termes de prise d'initiatives et d'influence sur les politiques et le développement de leurs villes ? Réinventeront-ils les modèles traditionnels de la démocratie ou s'associeront-ils à ces derniers ?

Modérateur : M. Israël MENSAH, Bénin, membre de la Conférence des OING du Conseil de l'Europe, Office international de l'enseignement catholique  
Dessinateur : M. Guillaume DELOIZON

Initiative 1 : Youth for Catania 2.0, Italie

### Présentateurs

M. Diego A. CIMINO, Italie, fondateur de « Youth for Catania 2.0 »

M. Emanuele STANCANELLI, Italie, conseiller pour « Youth for Catania 2.0 »

Initiative 2 : Youth@Cluj-Napoca 2015 (Capitale européenne de la jeunesse), Fédération SHARE Cluj-Napoca, Roumanie

### Présentateurs

M. Andras FARKAS, Roumanie, directeur administratif du Réseau des capitales européennes de la jeunesse

M<sup>me</sup> Hanna UGRON, Roumanie, experte du Groupe PONT, association de jeunes basée à Cluj-Napoca

### Intervenants

M. Misraim HERNÁNDEZ FERNÁNDEZ, Mexique, directeur adjoint de Herfer Political Consulting et directeur de Citizen Participation A. C.

M. Dragan ŠLJIVIĆ, Serbie, doctorant à l'université d'Erfurt, Allemagne

### Résumé général

Le changement politique prenant souvent sa source au niveau local, le Lab 11 a examiné deux initiatives menées de la base par des jeunes, acteurs du changement dans leur ville. Le lab a analysé les possibilités ouvertes aux jeunes en termes de prise d'initiatives et d'influence sur les politiques et le développement de leurs villes. Les deux initiatives présentées dans le cadre du Lab 11 étaient Youth for Catania 2.0 et Youth@Cluj-Napoca 2015 (Capitale européenne de la jeunesse). Youth for Catania 2.0 a été lancée en 2012 et s'emploie à faire reconnaître le rôle des jeunes dans les politiques, la société civile et le développement local, et à leur donner plus de poids dans les processus décisionnels. L'initiative Youth@Cluj-Napoca 2015 – Capitale européenne de la jeunesse – a été créée pour renforcer la participation active des jeunes et des organisations de jeunesse à la mise en œuvre du changement dans la société.

Entre autres questions, la discussion du lab s'est penchée sur le rôle de la société civile dans la politique et le rôle des lobbyistes dans le fonctionnement d'un gouvernement. Le système démocratique actuel donne aux jeunes le droit de vote, mais ne leur permet pas de s'investir ou de s'exprimer. La promotion de la démocratie doit se faire dans des cadres formels et non formels, par exemple dans le secteur du sport. Vu le dynamisme des jeunes et leur capacité à induire des évolutions sociétales, leur contribution à la démocratie

aura une influence non négligeable sur les décisions politiques. Les jeunes militants devraient donc formuler des propositions concrètes en la matière, qui devront être mises en œuvre dans un cadre juridique approprié pour faciliter la participation des jeunes à la démocratie et promouvoir l'éducation civique.



### A propos des initiatives

La manière de voir la jeunesse a évolué. Alors qu'il y a quelques années encore, on lui accordait volontiers le statut de victime, elle est aujourd'hui devenue un acteur important de la démocratie. La ville de Catane est la capitale de la province de Catane et la deuxième plus grande ville de Sicile. Que ce soit dans

cette région ou ailleurs dans le monde, la passivité, la frustration, le manque d'intérêt, le sentiment d'illégitimité et de mésestimation entravent la participation des jeunes à la démocratie et à la société. Sont en cause le chômage des jeunes, le manque d'éducation civique, l'accès limité aux opportunités et le déficit de qualité de la classe politique. Loin de se désintéresser de la politique, les jeunes sont en désaccord avec la manière dont elle s'exerce aujourd'hui. La participation démocratique au niveau des simples citoyens et la responsabilisation accrue des élus sont, de ce point de vue, deux objectifs essentiels à atteindre. Un moyen d'y parvenir est d'associer les jeunes à la politique démocratique de la ville afin qu'ils puissent influencer sur le processus décisionnel.

*« Loin de se désintéresser de la politique, les jeunes sont en désaccord avec la manière dont elle s'exerce aujourd'hui »*

21 ONG locales de jeunes ont participé à la campagne visant à faire de Cluj-Napoca, deuxième plus grande ville de Roumanie, la Capitale européenne de la jeunesse. Postuler à ce titre implique d'accroître le budget destiné aux projets locaux de la jeunesse et de créer des mécanismes durables pour associer les jeunes à l'élaboration des politiques. Dans cette initiative, le concept de démocratie participative a eu un impact sur la participation des jeunes, les motivant à repenser et à réorganiser la démocratie. Des projets de budgétisation participative par les jeunes de la ville ont notamment été mis en œuvre. Pour pouvoir occuper une place centrale dans la démocratie moderne, les jeunes doivent agir avec professionnalisme.

#### *Résumé de la discussion*

Les jeunes doivent être motivés et mobilisés pour s'investir dans la société civile et les municipalités en

vue d'amener le changement. Les deux initiatives précitées ont permis d'accroître le taux de participation des jeunes aux projets locaux, mais il reste à renforcer la participation des minorités – y compris les personnes handicapées – et à convaincre les personnes plus avancées en âge de travailler avec les jeunes. Il conviendra également de mettre à contribution les médias locaux et médias sociaux pour assurer la pérennité des projets.

*« Les jeunes sont des acteurs importants de la démocratie »*

Youth for Catania 2.0 veille à inclure les groupes marginalisés en coopérant avec les écoles locales. Les personnes âgées sont invitées à discuter avec les jeunes des problèmes qu'ils rencontrent et à chercher des solutions à ces derniers. En général, les aînés font preuve d'empathie à l'égard des jeunes et les soutiennent dans leurs efforts visant à apporter des changements positifs dans la société. La pérennité d'un projet est améliorée lorsque les bases de son fonctionnement sont établies. Pour cela, il faut motiver le plus de personnes possible à contribuer à la société. Il serait envisageable, par exemple, de créer un réseau de capitales de la jeunesse en Europe et d'encourager d'autres villes de Roumanie ou d'Europe du Sud-Est à briguer ce titre. Pour renforcer les compétences des jeunes, le projet de Cluj Napoca offre une formation pratique et théorique dans le cadre d'un groupe de volontaires où sont également assurés un suivi et une évaluation des événements organisés dans la Capitale de la jeunesse. Dans l'ensemble, l'éducation civique reste aujourd'hui très théorique et des problèmes de communication se posent entre les différents groupes de la société. Il n'y a pas suffisamment d'exemples pour motiver les jeunes, mais les deux initiatives présentées dans le lab ont donné un bon aperçu de ce qu'il était possible de faire.



## LAB 12 – PROJET CITOYEN

Il est important que les jeunes apprennent à orienter la politique des pouvoirs publics, en examinant les problèmes rencontrés et en cherchant des solutions ; cela dit, bien souvent, ils n'ont pas le pouvoir nécessaire pour mettre en application leurs idées. Quelles sont les difficultés posées par l'élaboration et la mise en œuvre d'un plan d'action ; quelles sont les choses à faire ou au contraire, à éviter ? Les gouvernements sont-ils prêts à écouter les jeunes et à examiner leurs propositions ?

Modérateur : M. Dirk VAN EECKHOUT, Ambassadeur, représentant permanent de la Belgique auprès du Conseil de l'Europe, Consul général de la Belgique  
Dessinateur : M. Jean-Charles ANDRIEU DE LEVIS

Initiative 1 : Project Citizen, Center for Civic Education, Etats-Unis

### Présentateurs

M. John HALE, Etats-Unis, co-directeur, Center for Civic Education  
M. Charles QUIGLEY, Etats-Unis, directeur administratif, Center for Civic Education

Initiative 2 : Project Citizen, Centre marocain pour l'éducation civique, Maroc

### Présentateurs

M. Elarbi IMAD, Maroc, président et directeur administratif du Centre marocain pour l'éducation civique  
M<sup>me</sup> Zineb MOUSSAFIR, Maroc, enseignante en éducation familiale et bénévole auprès du Centre marocain pour l'éducation civique

### Intervenants

M. Moussa LARABA, Algérie, Secrétaire Général adjoint de la Conférence des juridictions constitutionnelles africaines  
M. ZHANG Wanhong, République populaire de Chine, professeur agrégé de droit à la Faculté de droit de l'Université de Wuhan

### Résumé général

Le *Center for Civic Education* basé aux Etats-Unis est une organisation à but non lucratif qui, depuis 49 ans, cherche à former des citoyens attachés à la démocratie par le développement de l'éducation civique. Le centre et son réseau d'enseignants et de formateurs dans 84 pays affiliés s'adressent chaque année à près de 3 millions d'étudiants. Le Centre marocain pour l'éducation civique a pris pour modèle son homologue américain tout en s'adaptant à l'environnement culturel spécifique de son pays, démocratie beaucoup plus récente où les niveaux d'alphabétisation et d'éducation sont bien moindres. A l'instar de l'organisation américaine, il fournit des supports, une formation et une assistance pour des projets locaux qui éveillent l'intérêt des jeunes pour les questions relatives à la vie publique, tout en les aidant à participer à la société et à interagir avec elle. De l'avis des participants au lab, bien que ces deux initiatives préparent efficacement les jeunes à peser davantage dans la prise de décisions politiques, il reste à convaincre les décideurs qu'investir dans des projets d'éducation civique se révélera rentable pour assurer, dans la durée, la formation de citoyens responsables.

### A propos des initiatives

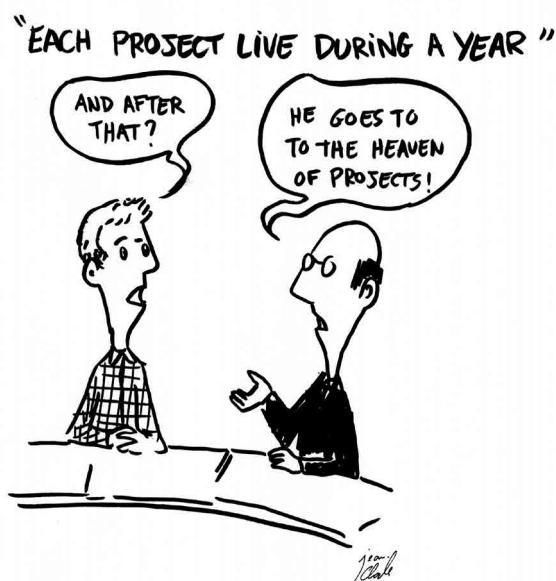
De tout temps, le *Center for Civic Education* a eu pour objectif de doter les jeunes des moyens nécessaires

pour recenser et résoudre les problèmes ayant le plus grand retentissement sur leur quotidien. Il encourage les jeunes à faire connaître leurs préoccupations majeures, celles-ci pouvant aller des questions de discipline ou de nutrition dans leurs écoles, aux problèmes de trafic autour de leurs établissements ou dans leur quartier, en passant par les problèmes liés aux drogues. Les jeunes utilisent alors le ou les moyens les plus appropriés pour porter ces problèmes à l'attention des décideurs (conseils scolaires, administrations locales ou régionales, entreprises, etc.) et proposer des outils ou actions pour les régler ou en atténuer les effets négatifs. Tout au long du processus, les jeunes acquièrent un ensemble de compétences contribuant à leur éducation permanente, dont l'analyse de problèmes, les techniques de consultation et de présentation, l'art de parler en public, l'organisation d'audiences publiques, l'interprétation de résultats et la synthèse de données. Les jeunes apprennent comment contacter et convaincre ceux qui sont en mesure de faire changer les choses et, peut-être pour la première fois de leur vie, travaillent de manière concertée et organisée.

« Enseigner ces compétences, c'est apprendre aux jeunes comment servir les 99 %, et non les 1 % »

Compte tenu des particularités précitées, le Centre marocain pour l'éducation civique a commencé son travail par l'éducation des futurs enseignants et des animateurs de groupes de jeunes. Comme leurs homologues américains, ces derniers utilisent leurs compétences pour aider les jeunes à identifier et à exprimer les problèmes qui les concernent, eux et leur cadre de vie local, puis à choisir ceux à résoudre et à développer les moyens de le faire. L'objectif général est de créer un dialogue démocratique entre les citoyens et les responsables politiques. Ce processus devrait aboutir à une bonne gouvernance fondée sur les principes démocratiques du dialogue, de la tolérance et de la compréhension. Les activités du Centre ont été utiles à quelque 50 000 élèves, 1 500 enseignants, 600 écoles et plus de 250 ONG dans la démocratie marocaine naissante. Son programme pour l'avenir est ambitieux et inclut la traduction de ses outils dans au moins une autre langue.

« Notre activité consiste à aider les jeunes à devenir des citoyens responsables »



Le Centre ne s'occupe que des questions qui touchent les enfants d'âge scolaire. L'une des initiatives présentées aux participants au lab concernait l'étude, par des élèves d'un établissement de Marrakech, des effets de la pauvreté sur les élèves. Ayant remarqué les effets néfastes d'une mauvaise nutrition sur la vue des enfants vivant en milieu rural, ils ont organisé un programme d'examen ophtalmologiques gratuits pour 300 de ces enfants, et obtenu des opticiens locaux un engagement à fournir 100 paires de lunettes. Outre ses effets positifs pour les élèves concernés, le projet a, par sa réussite, fait la fierté de l'école ; un recul du vandalisme a été observé et il pourrait être étendu à d'autres régions.

#### Résumé de la discussion

Si les projets peuvent en grande partie être transposés d'un pays, voire d'un continent, à un autre, le projet

marocain a été conçu dans le pays et adapté au contexte national, compte tenu de la culture et des normes constitutionnelles et juridiques locales. Ce travail n'est pas révolutionnaire, mais s'inscrit plutôt dans le prolongement du Printemps arabe. La nouvelle Constitution marocaine accorde à la société civile et aux ONG le droit de présenter des initiatives. Le Centre marocain pour l'éducation civique a maintenant signé des accords officiels avec plusieurs départements ministériels pour donner une dimension interministérielle à ses activités.

« L'éducation civique ne devrait pas uniquement être extrascolaire ; elle doit être intégrée au système éducatif classique »

#### WE DEVELOP YOUNG LEADERS TO SOLVE LOCAL PROBLEMS



Les jeunes doivent apprendre « à servir les 99 % et non les 1% », pour reprendre les termes du professeur Zhang. Dans l'intérêt de la démocratie et pour en faire des citoyens responsables, il faut également leur apprendre à travailler avec la tête, le cœur et la main. Les craintes exprimées par certains participants au lab, selon lesquelles il y aurait un risque, en encourageant les jeunes à s'engager dans des associations citoyennes, de réduire, voire d'entraver leur participation à des institutions démocratiquement élues, ont été balayées car il a été jugé que le fait de faciliter la formation et la participation des jeunes d'aujourd'hui était un investissement efficace pour les citoyens de demain. Certains participants ont souligné que les initiatives présentées par les diverses organisations devraient être intégrées dans les programmes scolaires officiels. Le défi, pour la prochaine génération, sera de trouver les moyens de motiver les familles et les autres acteurs de la société à participer à de tels projets. Les nouvelles technologies et la formation/l'apprentissage sur le Web faciliteront une diffusion de plus en plus décentralisée du message. L'enjeu sera de continuer à convaincre les décideurs qu'un investissement dans ce type de projets est un investissement dans la citoyenneté active et responsable d'aujourd'hui et de demain.

## LAB 13 – FAITES ENTENDRE VOTRE VOIX

Le dialogue entre les jeunes et les élus conduit-il véritablement au changement politique, ou ne s'agit-il que de paroles creuses, sans effet ? Quelles sont les difficultés rencontrées, et comment donner une suite concrète aux discussions ?

Modérateur : M. André-Jacques DODIN, Chef de la Division des politiques de jeunesse, Conseil de l'Europe

Dessinateur : M. Jérôme RICH

Initiative 1 : « Faites entendre votre voix : le dialogue structuré des jeunes », Conseil tchèque des enfants et des jeunes (ČRDM), République tchèque

### Présentateurs

M<sup>me</sup> Michaela CVACHOVÁ, République tchèque, participante du Dialogue structuré des jeunes

M. Jan HUSÁK, République tchèque, membre du Conseil tchèque des enfants et des jeunes

Initiative 2 : les actions du Parlement alsacien des jeunes, France

### Présentateurs

M<sup>me</sup> Lilla MERABET, France, vice-présidente de la région Alsace, vice-présidente de la Commission « Jeunesse, économie sociale et solidarité »

M. Nicolas MUNCK, France, membre du Parlement alsacien des jeunes

### Intervenants

M<sup>me</sup> Olga FILIPPOVA, Fédération de Russie, responsable principale de l'unité « Engagement de la société civile » de la Banque européenne pour la reconstruction et de développement

M. Francis LALOUPO, Bénin/France, journaliste et auteur

M. Howard WILLIAMSON, Royaume-Uni, professeur en politique européenne de la jeunesse, Université de Galles du Sud

### Résumé général

« Faites entendre votre voix : le dialogue structuré des jeunes » Avant le lancement de ce projet, la jeunesse tchèque n'était pas associée à la prise de décisions politiques institutionnalisées. Le projet a été soutenu par le ministère tchèque de la Jeunesse et mis en place sous la direction du Conseil tchèque des enfants et des jeunes, qui a joué le rôle d'intermédiaire avec les autorités. Le dialogue structuré est un mouvement qui mobilise les jeunes pendant une année scolaire dans le cadre d'événements festifs.

En 2010, la région Alsace a décidé de créer le Parlement alsacien des jeunes, espace permettant aux jeunes de choisir et de mettre en œuvre des projets locaux qui leur tiennent à cœur. Le Parlement des jeunes est une assemblée consultative et délibérative qui peut prendre des décisions au niveau local et qui dispose d'un budget lui permettant de soutenir financièrement des projets portés par des jeunes en Alsace (à hauteur de 2000 € par projet). Il est chargé d'informer les responsables locaux des souhaits et idées des jeunes, afin qu'ils soient pris en compte dans la gestion des affaires publiques au niveau local.



Les participants au lab ont convenu qu'il était essentiel que la classe politique ait confiance dans la capacité des jeunes à exprimer leurs opinions. Elle devrait instaurer un véritable dialogue avec les jeunes et

leur donner systématiquement un retour d'informations sur leurs initiatives et propositions. Les jeunes devraient quant à eux se montrer disposés à engager un dialogue avec les hommes politiques en vue d'influer sur la démocratie.

#### *A propos des initiatives*

Le but de « Faites entendre votre voix » est de mettre à contribution un grand nombre de jeunes, et plus particulièrement ceux qui vivent dans des zones géographiquement isolées ou qui évoluent dans un milieu social défavorisé. En septembre, une grande soirée de bienvenue a marqué le lancement du projet et permis aux participants de choisir les thèmes qui seraient examinés tout au long de l'année. Différentes manifestations (soirées, activités, ateliers, etc.) ont été organisées, notamment dans de petites villes à la campagne, afin de mobiliser le plus de personnes possible. Le dialogue structuré se tient également sur une plateforme en ligne, ainsi que sur Facebook et Twitter. L'esprit festif du projet permet d'attirer des jeunes qui, habituellement, ne manifestent aucun intérêt à devenir membres d'institutions structurées, et de rassembler un nombre croissant de participants en les encourageant à faire des présentations lors de conférences ou à initier des projets.



Le Parlement alsacien est composé de 40 membres âgés de 15 à 28 ans désignés par tirage au sort après un appel à candidatures au sein d'institutions associées, parmi lesquelles des associations de jeunes, des lycées ou des centres socioculturels. Les organisateurs s'efforcent de respecter la parité homme-femme et d'assurer une représentation équilibrée entre le Haut-Rhin et le Bas-Rhin, entre les territoires urbains et ruraux, ainsi qu'entre différentes orientations politiques et origines sociales. Le Parlement alsacien des jeunes fait partie d'un réseau international et organise des séminaires

avec d'autres assemblées sur des sujets politiques ou économiques. Au niveau régional, il a participé à la rédaction d'un rapport sur la jeunesse et la vie démocratique dans le cadre des projets « Alsace 2030 » (initiative en faveur du débat chez les jeunes Alsaciens) et « Get ready » dont le but était d'inciter les jeunes à voter aux élections européennes. Récemment, il a créé un site web recensant les secteurs qui recrutent afin d'aider les jeunes dans leur orientation professionnelle.

#### *Résumé de la discussion*

La fin du dialogue structuré a été marquée par l'adoption d'une résolution finale qui a été présentée aux institutions démocratiques concernées. Au cours du projet, les jeunes ont travaillé sur différents thèmes, tels que le cyberharcèlement, le travail des enfants ou les frais d'inscription à l'université. Le dialogue structuré a permis d'obtenir des résultats très concrets dans certains domaines précis. Ainsi, le travail des jeunes a contribué à améliorer les règles applicables aux examens nationaux dans l'enseignement secondaire. En outre, une résolution du ministère de l'Éducation a modifié le programme d'éducation sexuelle dans les lycées conformément aux propositions issues du dialogue structuré. Enfin, lors des précédentes élections nationales et européennes, les jeunes ont contacté les candidats et leur ont posé des questions sur leurs programmes pour la jeunesse. Le dialogue structuré informe les représentants politiques des besoins et souhaits des jeunes tout en offrant un espace pour l'éducation politique, ce qui permet aux jeunes d'apprendre à argumenter et à faire des présentations en public, à défendre leur point de vue et à devenir des citoyens responsables.

Rien ne justifie de limiter la participation des jeunes aux politiques de jeunesse, car de manière générale, les thèmes qui les intéressent sont transgénérationnels. Nous vivons dans un monde où d'un côté, la classe politique ne porte pas un grand intérêt à la jeunesse et de l'autre, les jeunes sont nombreux à avoir une compréhension plutôt limitée de la politique. Par conséquent, l'esprit de convivialité véhiculé par « Faites entendre votre voix » permet, de manière agréable, d'associer les jeunes aux « activités politiques ».

*« Nous faisons beaucoup de choses sans nous rendre compte qu'il s'agit en fait de politique »*

Pour la région Alsace, l'objectif n'est pas nécessairement d'associer tous les jeunes à la politique, mais de répondre aux besoins d'un groupe de jeunes engagés. L'intégration des jeunes doit être de qualité pour offrir aux jeunes qui le souhaitent des possibilités réelles et optimales de participer à la démocratie. Vu la complexité du processus démocratique, il faut

accepter que les jeunes ne puissent pas forcément avoir de l'influence dans tous les domaines d'action. Dans chaque processus participatif impliquant des jeunes, il convient de faire preuve d'honnêteté et de leur expliquer pourquoi il n'est pas toujours possible de donner suite à l'ensemble de leurs propositions.

*« Agir pour les jeunes, c'est agir avec les jeunes »*

La démocratie doit être constamment renouvelée par le dialogue et le débat. A cette fin, le nombre et la durée des mandats politiques devraient être limités pour s'assurer du renouvellement démocratique de la classe politique. Il convient de voir les organisations de jeunesse d'un œil optimiste et de rester attentif aux nouvelles expériences qu'elles amènent en matière de participation des jeunes.



## LAB 14 – LES CITOYENS VOTENT LES LOIS

Quelle est la valeur ajoutée de la démocratie électronique et quelles sont les perspectives en la matière ? Peut-on renforcer la participation des jeunes en leur donnant la possibilité d'exprimer en ligne leurs opinions sur les lois et les politiques ?

Modérateur : M. Oli HENMAN, Royaume-Uni, représentant européen de CIVICUS

Dessinateur : M. Aurélien CANTOU

Initiative : Vote on the web, Brésil

### Présentateurs

M<sup>me</sup> Daniele AMARAL, Brésil, journaliste et coordinatrice de Vote on the Web

M. Diego ÁVILA DA SILVA, Brésil, juriste de Vote on the Web

### Intervenants

M<sup>me</sup> Tiffiniy CHENG, Etats-Unis, co-fondatrice et co-directrice de Fight for the Future

M<sup>me</sup> Adele GAMBARO, Italie, députée et membre de la Commission de la culture, de la science, de l'éducation et des médias de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe

### Résumé général

Le Lab 14 a examiné l'accès des citoyens, en particulier des jeunes, à la démocratie électronique. « Vote on the web » est une plateforme en ligne qui permet aux internautes brésiliens de donner leur avis sur les questions politiques et le travail des élus. C'est pour l'heure le seul site web proposant ces services au Brésil. Le pays est une jeune démocratie caractérisée par un manque de confiance des citoyens dans les institutions. De ce fait, le fossé entre les responsables élus et les citoyens s'est creusé ces dernières années. La coupe du monde de football a marqué un changement dans la culture politique brésilienne, d'importantes manifestations populaires ayant eu lieu pour dénoncer le montant des fonds publics dépensés pour cette compétition, qui auraient pu être investis dans différents projets destinés à la population.

Les participants au lab ont conclu qu'Internet peut incontestablement aider les citoyens à s'engager. La plateforme en ligne « Vote on the Web » lancée par webcitizen.com.br est un nouvel outil qui permet aux citoyens d'accéder à la politique et d'avoir un contact direct avec les élus. Cette initiative contribue à redynamiser la démocratie en ciblant en particulier les jeunes. Plus de 70% des utilisateurs du site web sont des jeunes (entre 17 et 35 ans) et 17% ont entre 16 et 18 ans. Peu de femmes l'utilisent mais les animateurs du site s'emploient à trouver des initiatives permettant d'accroître leur participation.

### A propos de l'initiative

Via la plateforme en ligne « Vote on the Web », les internautes peuvent suivre les travaux des membres du Congrès et sensibiliser davantage les élus aux aspirations des citoyens pour le pays. Le site contient les lois et projets de loi examinés au Parlement en version simplifiée, afin que ceux qui les consultent ne soient pas rebutés par le langage technique utilisé. Les

utilisateurs peuvent voter pour ou contre les propositions et classer les projets de loi selon qu'ils les jugent urgents ou superflus. Ils ont également la possibilité d'engager une discussion en ligne sur les politiques proposées. Tous les députés ont leur propre profil, sur lequel les internautes peuvent suivre leurs activités au Parlement. Un rapport mensuel sur les résultats de ces activités est publié sur la plateforme.

*« Le Brésil est confronté à une grave crise de confiance entre les citoyens et le gouvernement. Nous souhaitons rétablir cette confiance »*

Il est important de diffuser des informations pour faciliter l'action citoyenne. Grâce à « Vote on the Web », les citoyens – et en particulier les jeunes – disposent à la fois d'informations et d'un moyen d'action en ce sens qu'ils ont la possibilité d'influer sur le processus politique. Cet outil est utilisé par un nombre croissant de Brésiliens, ce qui renforce sa capacité à infléchir la politique du pays. Un sénateur a par exemple décidé de retirer un projet de loi qui avait été contesté par les internautes. Un autre sénateur a utilisé les résultats du vote en ligne pour convaincre ses collègues d'approuver un projet de loi.

### Résumé de la discussion

« Vote on the Web » utilise une technologie transférable qu'il est possible d'utiliser dans des contextes nationaux très divers, dès lors qu'il existe un problème de distance entre les citoyens et les responsables élus. La plateforme a été créée par une société privée, qui entendait mettre à profit son expérience pour encourager le changement dans la société. Les bénéfices de la société « Webcitizen » servent à la gestion des projets et l'organisation est à but non lucratif.

*« Notre principal objectif est d'inciter les gens à parler de politique »*

Bien que « Vote on the Web » soit la première plateforme de ce type au Brésil, il existe déjà des initiatives similaires aux Etats-Unis. Depuis le lancement de l'Open Congress aux Etats-Unis, une multitude de nouveaux projets sur la transparence et le vote ont été mis en œuvre, et de plus en plus de plateformes gouvernementales ouvertes ont été créées. En dépit de l'enthousiasme que suscitent les initiatives ouvertes du gouvernement, il convient de se demander dans quelle mesure ces projets servent effectivement à accroître l'influence des citoyens dans la prise de décisions politiques. Qu'est-ce qui fait la réussite de ces plateformes et quand n'ont-elles aucun impact sur la démocratie ?

Une plateforme ouverte en ligne comme « Vote on the Web » peut supprimer les barrières entre les citoyens et les élus et donner aux jeunes la possibilité d'injecter leurs idées dans le système politique. Toutefois, il existe un problème de transparence lié à la gestion de grands volumes de données. Des informations doivent être rendues publiques sur la façon dont les données des utilisateurs seront utilisées sur les sites web afin d'éviter toute manipulation extérieure. Il faut également s'assurer que les règles démocratiques sont respectées en ligne. Les jeunes doivent être les acteurs de la prise de décisions politiques, mais également avoir la possibilité d'infléchir les politiques dans des conditions de sécurité. Le Web cache souvent des pièges et des problèmes qu'il convient de désamorcer. D'après les organisateurs, la plateforme « Vote on the Web » ne pose actuellement aucun problème de sécurité, un certain nombre d'outils ayant été mis en place pour empêcher toute utilisation abusive.

*« Internet est un outil pour aider les citoyens à participer davantage »*

L'initiative pourrait être confrontée au problème de l'accès à Internet, notamment en Amérique latine et en Afrique. Même en Europe, les citoyens n'ont pas tous la possibilité de se connecter. Or, pour être considérés comme démocratiques, les outils visant à accroître l'influence des citoyens sur les décisions politiques doivent servir à l'ensemble de la population d'un Etat. Ceux qui ont présenté l'initiative ont indiqué qu'Internet était de plus en plus présent au Brésil, en particulier sur les téléphones portables. « Vote on the Web » évolue donc pour pouvoir être utilisé davantage sur les appareils mobiles. C'est ainsi qu'a été créée l'application pour téléphones portables « Politics in bars ».

Certains participants ont souligné qu'Internet devrait être utilisé parallèlement aux relations interpersonnelles afin de rapprocher les citoyens des élus. Il devrait donc être considéré comme un moyen de reconnecter les citoyens avec les institutions et non comme un objectif en soi. Pour cela, une éducation à la citoyenneté (en ligne) est nécessaire. Enfin, « Vote on the Web » étant un service proposé par une société privée sur la base d'une démarche de responsabilité sociale d'entreprise, il pourrait être avantageux de confier directement la gestion d'une telle plateforme au gouvernement ou à une organisation non gouvernementale pour rendre accessible le processus de prise de décisions politiques. Quelle forme d'organisation serait la plus viable à long terme ? La création par le gouvernement d'une plateforme en ligne permettant d'influencer ou de prendre des décisions politiques présenterait-elle un danger pour la vie privée des citoyens ? Le lab s'est conclu par ces questions ouvertes, auxquelles il conviendra de répondre dans le cadre d'autres échanges sur les perspectives et défis des plateformes en ligne visant à orienter la prise de décisions dans le champ démocratique.



## LAB 15 – LES JEUNES DANS LES SOMMETS MONDIAUX

L'une des conséquences de la mondialisation est que les jeunes sont de plus en plus incités à communiquer au niveau mondial pour faire entendre leurs voix. Quel est le rôle des jeunes dans les politiques internationales ? Comment mettre en place des structures transnationales pour associer les jeunes aux négociations internationales ?

Modérateur : M. Matthew JOHNSON, Royaume-Uni, ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire, Représentant permanent du Royaume-Uni auprès du Conseil de l'Europe  
Dessinateur : M<sup>me</sup> Violette BERGER

Initiative 1 : Sommet Y8/Y20, Policy Innovation, Allemagne

### Présentateurs

M<sup>me</sup> Cilia Christina KANELLOPOULOS, Grèce, vice-présidente de Policy Innovation e.V.  
M. Philip STROTHMANN, Allemagne, président de Policy Innovation e.V.

### Intervenants

M. Dobrica MILOVANOVIC, Serbie, conseiller municipal de Kragujevac, professeur à l'Université de Kragujevac et membre du Congrès des pouvoirs locaux et régionaux du Conseil de l'Europe  
M. Ali SHAHBAZ, Pakistan, délégué de la jeunesse à la Commission du développement durable de l'Organisation des Nations Unies et ambassadeur de la Jeunesse pour les échanges culturels auprès des États-Unis  
M. Alex WIRTH, États-Unis, cofondateur et PDG de Quorum Analytics, fondateur de YouthCreatingAction.org

### Résumé général

Le Lab 15 a examiné l'impact et les difficultés de la participation de jeunes à des sommets mondiaux comme le Y8 et le Y20. La mondialisation, processus d'intégration internationale découlant des flux d'échanges de conceptions du monde, de produits, d'idées et de cultures, conduit à une participation accrue à la vie de la société de personnes du monde entier. Si la mondialisation peut être perçue comme un avantage, par son impact sur la croissance économique et sa capacité à mettre en contact les gens et à leur donner les moyens de s'ouvrir davantage aux autres cultures, les interactions qu'elle implique posent un souci d'efficacité. Dans l'idéal, la démocratie devrait tenir compte de l'opinion de chaque citoyen. Si on la considère sous l'angle de la mondialisation, la démocratie peut représenter un défi : en effet, comment tenir compte de l'opinion de chacun à l'échelle du globe ? Les sommets mondiaux ne laissent généralement pas suffisamment de place à une contribution des jeunes. Les Sommets Y8 et Y20 sont les conférences officielles de la jeunesse dans les processus du G8 et du G20. Ces deux sommets offrent aux jeunes des États du G8 et du G20 un cadre qui leur permet d'échanger avec les dirigeants mondiaux sur les questions qui leur tiennent à cœur, avec la possibilité de faire part de leurs préoccupations mais aussi de proposer des solutions. Loin d'être des événements ponctuels, ces sommets nécessitent une préparation tout au long de l'année, pour doter les participants des moyens de comprendre les enjeux du G8 et du G20 et d'y contribuer. Ils auront ainsi la

possibilité d'influer sur le monde de la politique. La plupart des gens ont le sentiment que la démocratie n'est plus efficace. Il est du devoir de chacun d'agir pour que cela change.



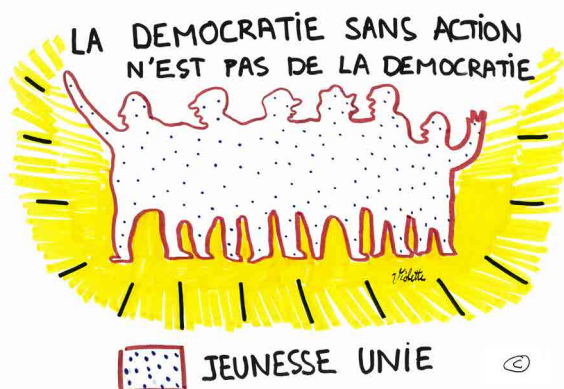
### A propos de l'initiative

Bien que les sommets mondiaux puissent être le théâtre de mouvements de colère et de protestation de la part de certains opposants qui se sentent exclus et sont en désaccord avec le processus décisionnel, ce sont également les principaux cadres dans lesquels les responsables publics prennent des décisions majeures sur le plan économique, environnemental et politique. Comment ces décisions sont-elles prises et peut-on intervenir dans ce processus ? Quel est l'impact de la

jeunesse dans les sommets mondiaux ? Aujourd'hui, les jeunes sont invités aux sommets mondiaux car les dirigeants sont témoins de leur implication sur tous les fronts. Il apparaît que les jeunes sont prêts à prendre leur destin en main, mais il se pose la question récurrente de savoir si leur présence à ces sommets a réellement un impact sur les décisions qui y sont prises en matière de politiques publiques. Il s'agit principalement de déterminer si, oui ou non, les actions menées dans le prolongement de ces sommets tiennent véritablement compte de l'opinion des jeunes.

*« Un sommet international n'est pas une question de talents personnels. Il doit y avoir une communauté de vues, un consensus »*

Les résultats des sommets Y8 et Y20 sont présentés aux chefs d'État des pays du G8 et du G20 ainsi qu'aux responsables politiques concernés à travers le monde, afin de faire entendre les points de vue et les solutions innovantes proposées par la jeunesse. Ces sommets ont lieu dans le pays qui accueille le G8 et le G20 ; le premier a été organisé en 2006 parallèlement au sommet du G8 à Saint Pétersbourg (Russie). Il faut que les jeunes soient entendus séparément des autres initiatives de la société civile cherchant à influencer sur le G8 et le G20, car ce sont eux qui subiront les conséquences des décisions prises.



Le projet fait appel à des jeunes âgés de 18 à 29 ans. Une fois sélectionnés, les délégués suivent un programme de formation intensive et sont invités à aller au devant d'autres jeunes pour débattre de leurs idées. A cette fin, l'initiative utilise des plateformes en ligne comme « Atlantic community » pour favoriser le dialogue et assurer une large participation des jeunes au processus. Un certain nombre de gouvernements

ont repris les propositions des communiqués et utilisé les éléments de langage établis par les délégués pour présenter leurs arguments. L'an dernier, le président Poutine s'est entretenu pendant deux heures avec les délégués pour examiner leurs propositions et s'est servi de leur communiqué final lors des négociations. La délégation italienne du G20 a également repris le texte du communiqué du Y20 dans sa prise de position officielle.

#### *Résumé de la discussion*

Au cours de la discussion, il a été souligné que pour que l'initiative soit efficace, il faut y associer davantage de représentants gouvernementaux car ce sont eux qui ont une influence directe sur la vie des jeunes par la législation et les politiques publiques qu'ils adoptent. Le fait que les débats au sein de la société civile soient détachés de la prise de décisions institutionnelle est le principal problème des démocraties contemporaines. Un dialogue doit donc être engagé entre les jeunes et les gouvernements. Les dirigeants ne doivent pas avoir peur de coopérer avec les jeunes.

*« N'ayez pas peur de nous ! »*

Un échange de vues a également été tenu sur la question de savoir si les jeunes sont simplement invités aux sommets mondiaux pour en être les mascottes et pour que les décideurs puissent prendre de belles photos en leur compagnie. La plupart du temps, les jeunes ne sont pas autorisés à assister à la réunion proprement dite ou à faire des propositions d'action concrètes. La participation des jeunes aux processus décisionnels mondiaux semble donc être davantage une opération publicitaire que le symbole d'un véritable changement. Par ailleurs, une collaboration étroite et permanente entre la jeunesse, les ONG et les Etats est le seul moyen de faire en sorte que les jeunes soient considérés comme des acteurs de la société civile à part entière, dont les idées comptent.

En somme, il est absolument essentiel de sortir du cercle de l'organisation de conférences n'apportant aucun véritable changement dans la pratique. Des mesures concrètes doivent être prises pour inclure les jeunes dans les processus décisionnels des sommets mondiaux et améliorer de manière significative l'impact politique des jeunes. Pour parvenir à cet objectif, les dirigeants devraient être plus nombreux à communiquer directement avec les jeunes, à écouter leurs préoccupations et à prendre des décisions avec eux, sur la base d'un consensus.

## **Thème 4 – Influencer les institutions**

---

La distance entre les jeunes et les institutions démocratiques est une question préoccupante. L'exclusion des jeunes de la direction des partis politiques et de la participation aux élections crée non seulement des distorsions dans les arbitrages politiques, mais amorce également une évolution vers un déficit démocratique toujours plus grand et une perte de légitimité croissante des institutions démocratiques. Dans certains cas, les institutions politiques s'adaptent et créent des structures pour inclure les jeunes, par exemple des parlements de jeunes ou des programmes de jeunes maires. Ailleurs, les jeunes tentent de réformer les institutions de l'extérieur, en se rassemblant dans la rue ou en utilisant Internet et les réseaux sociaux pour présenter leurs revendications.

## LAB 16 – LA PARTICIPATION DES JEUNES AUX ÉLECTIONS

L'abstention ne cesse de progresser chez les jeunes. Comment rétablir la confiance envers les élus ? Une formation électorale suffit-elle à raviver l'intérêt des jeunes pour les élections, ou faut-il réformer le modèle de démocratie représentative, devenu obsolète ?

Moderateur : M. Andreas KIEFER, Secrétaire général du Congrès des pouvoirs locaux et régionaux du Conseil de l'Europe

Dessinateur : M<sup>me</sup> Maria LUCHANKINA

Initiative 1 : Formation électorale des jeunes : My Choice, mouvement des jeunes démocrates, Bosnie-Herzégovine

### Présentateurs

M. Ernad Deni ČOMAGA, Bosnie-Herzégovine, fondateur et président du mouvement des jeunes démocrates

M<sup>me</sup> Amila SELIMADŽOVIĆ, Bosnie-Herzégovine, vice-présidente du mouvement des jeunes démocrates

Initiative 2 : Chabab 2012, Cercle des jeunes démocrates marocains, Maroc

### Présentateurs

M<sup>me</sup> Hafsa EL BEKRI, Maroc, Cercle des jeunes démocrates marocains

M. Hamza SHAWY, Maroc/France, Cercle des jeunes démocrates marocains

### Intervenants

M. Eyal HALAMISH, Australie, PDG de « OurSay »

M. Kensuke HARADA, Japon, président de la société à but non lucratif YouthCreate

### Résumé général

Le Lab 16 s'est penché sur l'abstention croissante chez les jeunes et, s'appuyant sur les initiatives présentées et la contribution des intervenants, a cherché des réponses aux questions souvent posées dans ce domaine, par exemple celle de savoir comment restaurer la confiance dans les représentants élus et raviver l'intérêt des jeunes pour le vote. La discussion a pris comme point de départ deux initiatives participatives destinées à accroître l'influence de jeunes engagés sur le fonctionnement et l'évolution de la démocratie : « My Choice », initiative de formation des jeunes aux questions électorales créée par le Mouvement des jeunes démocrates de Bosnie-Herzégovine et « Chabab 2012 » lancée par le Cercle marocain des jeunes démocrates. Les participants au lab ont évalué ces projets selon différents critères, en particulier leur capacité à transformer la participation des jeunes en influence politique, leur impact réel sur l'élaboration des politiques ainsi que leur valeur ajoutée pour le développement des institutions démocratiques.

### A propos des initiatives

L'initiative « Chabab 2012 » a été lancée dans le cadre de la campagne « Le Maroc de demain aux couleurs de la jeunesse » qui visait à défendre le droit des jeunes Marocains d'accéder à des mandats électoraux lors des dernières élections législatives en date. Le but de cette initiative était de donner aux jeunes acteurs

politiques un accès aux institutions parlementaires par la constitution d'une liste indépendante dédiée aux jeunes lors des élections. Cette initiative a été lancée dans le prolongement de l'Année internationale de la jeunesse. La Commission préparatoire de l'initiative Chabab 2012 se compose du Cercle marocain des jeunes démocrates, de plusieurs partis politiques et de jeunes militants politiques.



L'initiative « My Choice » repose sur l'idée d'une formation et d'une sensibilisation des jeunes du pays aux questions électorales et fait suite à une expérience qui a permis de convaincre plusieurs milliers de jeunes électeurs de se rendre aux urnes lors des

élections générales en Bosnie-Herzégovine. Grâce à une approche interdisciplinaire, le Mouvement des jeunes démocrates touche directement et instantanément un public de 13 000 jeunes électeurs (âgés de 18 à 20 ans) ; il est également suivi indirectement par 100 000 jeunes via les réseaux sociaux et autres médias. L'objectif principal est de promouvoir les élections autrement et de créer une ambiance relativement décontractée et ouverte autour du vote.

#### *Discussion*

La discussion a commencé par des illustrations concrètes des moyens d'accroître l'influence des jeunes dans le processus démocratique d'élaboration des politiques, comme l'abaissement du droit de vote à 16 ans ou l'investiture en Autriche du plus jeune ministre des Affaires étrangères jamais nommé dans le pays. D'un côté, les hommes politiques doivent parler « aux » jeunes et non « des » jeunes afin d'associer ceux-ci aux processus décisionnels. De l'autre, les jeunes doivent refuser d'être cantonnés au rôle et aux thèmes « classiques » généralement réservés aux citoyens de leur âge. Comme tous les autres citoyens, les jeunes veulent être valorisés, compris et écoutés. En ce sens, la clé du développement d'un processus participatif dans lequel les jeunes ont une réelle influence politique consiste à opérer un changement de culture politique, qui assure l'implication des jeunes en proposant de nouvelles solutions pour un processus effectif et démocratique d'élaboration des politiques, et à veiller à la pérennité de l'ensemble. La nécessité de prévoir un quota de jeunes délégués au sein des organes décisionnaires a notamment été mentionnée.

*« Pratiquer la démocratie n'est pas seulement un droit, c'est aussi un devoir »*

Ces deux initiatives contribuent à la reconnaissance de l'influence des jeunes dans la prise de décisions politiques. De ce point de vue, la communication directe avec les jeunes par l'intermédiaire de jeunes militants engagés, comme dans le projet « Your Choice », est primordiale. Les résultats du projet montrent qu'il y a eu un grand nombre de participants du groupe visé. En ce qui concerne plus particulièrement le caractère intégrateur des initiatives examinées en matière de participation électorale, il s'est posé la question de savoir comment prendre en charge les jeunes qui souhaitent accéder à des mandats électoraux au sein des institutions parlementaires, mais n'ont pas nécessairement les qualifications requises pour participer activement à la vie politique. Des solutions seraient par exemple d'introduire des quotas de jeunes, d'assurer une représentation paritaire et égalitaire des différents groupes de la société parmi les élus et de créer des groupes de jeunes au sein des parlements. Les activités telles que « GO2VOTE » sont d'autant plus nécessaires que les jeunes générations semblent avoir

perdu de vue que la pratique de la démocratie n'est pas seulement un droit, mais également un devoir.

En Tunisie, par exemple, l'introduction dans le code électoral d'une disposition prévoyant la nomination obligatoire d'au moins un jeune sur chaque liste a eu pour conséquence que près de 40 % des représentants sont aujourd'hui âgés de moins de 30 ans, contre 4 % auparavant. Les jeunes Tunisiens n'ont cependant pas été mobilisés avant les élections d'octobre pour voter en faveur de ces candidats. Il faut que les jeunes soient incités à aller aux urnes par de jeunes représentants élus qui emploient le même vocabulaire qu'eux et ont un mode de pensée similaire.

*« Les jeunes citoyens n'ont toujours pas conscience du pouvoir de changement qui repose entre leurs mains ».*

En ce qui concerne l'impact de ces initiatives sur l'élaboration des politiques, il convient d'analyser les réalisations des jeunes élus au sein des institutions représentatives et les résultats des élections dans lesquelles des campagnes d'incitation au vote ont été menées auprès des jeunes, afin de voir si les jeunes ont réellement eu et exploité la possibilité d'accroître leur influence sur les processus démocratiques. Cela pourrait provoquer un changement d'opinion chez certains élus plutôt conservateurs, réticents à prendre les jeunes au sérieux, lorsqu'il s'agit de prendre des décisions. Par ailleurs, la plupart des jeunes citoyens n'ont toujours pas conscience du pouvoir de changement qu'ils ont entre leurs mains lorsqu'ils décident d'aller voter. Dans les pays en transition démocratique, comme le Maroc, les jeunes peuvent être porteurs de changement, mais pour leur donner plus de place dans l'élaboration des politiques, il faut prévoir tout un ensemble d'instruments juridiques et de mesures dites de discrimination positive.

C'est l'Etat qui, en première ligne, doit mettre en place le cadre juridique et institutionnel nécessaire et assurer l'éducation générale sur la participation aux élections. Les échanges directs avec les jeunes acteurs politiques et jeunes militants sont essentiels dans le travail de sensibilisation, tout comme la contribution des médias, qui peuvent renforcer l'impact des initiatives visant à accroître l'influence des jeunes ou au contraire, le limiter. Outre le vote et la présentation de candidatures aux élections, la participation des jeunes peut également prendre la forme d'un engagement au sein d'associations de jeunes.

*« Nous devons construire une démocratie ouverte, cohésive et véritablement représentative incluant sur un pied d'égalité tous les groupes de la société, y compris les jeunes, les femmes et les personnes défavorisées »*

Enfin, l'accessibilité des processus démocratiques est subordonnée à un degré élevé de confiance dans les institutions représentatives. Dans certains pays, les citoyens peuvent voter depuis leur domicile à partir de leur téléphone portable tandis qu'ailleurs, cette confiance doit être établie petit à petit ou totalement reconstruite. Les initiatives qui encouragent les citoyens à participer aux élections ne peuvent aboutir

que si ces derniers ont la conviction que leur voix compte et qu'elle peut produire des changements. Cela n'est possible que si les organes électoraux ont un pouvoir et des compétences réels. « Nous devons construire une démocratie ouverte, cohésive et véritablement représentative incluant sur un pied d'égalité tous les groupes de la société, y compris les jeunes, les femmes et les personnes défavorisées ».



## LAB 17 – « PIRATER » LA DÉMOCRATIE

Pour la génération des « natifs numériques », Internet est devenu le principal lieu de débat politique. Pourtant, le potentiel de transformation de ce nouvel espace public en ligne ne s'est pas encore traduit en actions concrètes dans la démocratie traditionnelle hors ligne. Les jeunes peuvent-ils rapprocher les deux sphères en « piratant » la démocratie ?

Modérateur : M<sup>me</sup> Nicole GAUTHIER, France, directrice, Centre universitaire d'enseignement du Journalisme, Strasbourg

Dessinateur : M<sup>me</sup> Aline ROLLIN

Initiative : DemocracyOS et parti du Net, Argentine

### Présentateurs

M<sup>me</sup> Pia MANCINI, Argentine, directrice de Net Democracy

M. Santiago SIRI, Argentine, fondateur du parti du Net

### Intervenants

M<sup>me</sup> Andrea CHALUPA, Etats-Unis, journaliste, auteur et militante numérique

M. Gcobani QAMBELA, Afrique du Sud, blogueur, commentateur social et écrivain

M. Halldór Auðar SVANSSON, Islande, conseiller municipal de Reykjavik, parti Pirate

### Résumé

Le Lab 17 était consacré à la démocratie numérique et a examiné l'utilité d'Internet dans le débat politique. Ces dernières décennies ont été marquées par des changements sociaux radicaux, dus notamment à l'essor des nouvelles technologies de l'information et de la communication (NTIC). En parallèle, le désengagement politique, en particulier chez les jeunes, est devenu l'un des traits marquants de la vie publique. Il se pose la question de savoir si les outils numériques peuvent être intégrés à l'espace démocratique commun et contribuer à redynamiser les institutions démocratiques et si les jeunes ont un rôle spécifique à jouer dans le développement des relations entre le monde en ligne et le monde hors ligne. Les participants au lab ont convenu que le caractère unique et la puissance d'Internet s'expliquent par le fait qu'il s'agit d'un réseau « d'innovation sans permission ». Si l'on comparait Internet à un Etat, rien n'arrêterait les citoyens à la frontière et tous pourraient émigrer vers cette nouvelle entité politique. Cela dit, à mesure qu'Internet gagnera en maturité, sa culture évoluera. Nous sommes actuellement au cœur de ces mutations.

### A propos de l'initiative

Les gouvernements démocratiques modernes ne parviennent pas à répondre aux besoins des citoyens. Cela est principalement dû au fait que la société se sent coupée de ses représentants, à la fois sur le plan spatial/physique et intellectuel. Ainsi, la distance physique s'instaure car la participation au système a un coût élevé, une personne devant dédier sa vie à un parti politique si elle souhaite véritablement s'engager. Cela demande du temps et de l'argent et ne laisse pas suffisamment de place à la vie privée. En outre,

les élections, qui sont l'un des moyens d'influencer le processus décisionnel, n'ont lieu que tous les deux ou quatre ans, ce qui limite considérablement les possibilités d'interaction avec la classe politique et n'a au final qu'un « effet infinitésimal ». Le deuxième moyen de faire évoluer les choses serait d'opérer une « migration », c'est-à-dire un changement de pays et de ses lois. Dans tous les cas, l'on se trouve soit totalement dans le système, soit totalement hors du système : il n'y a pas de zone intermédiaire. Le langage très cryptique du système est à l'origine de la distance intellectuelle évoquée plus haut. Créé par des juristes pour des juristes, il finit par contraindre la société au silence et à l'inertie. Le système politique actuel semble attendre de ses citoyens qu'ils soient les récepteurs passifs d'un modèle unique. Ce sentiment n'est pas spécifique à la société argentine : il est ressenti partout dans le monde et explique le nombre croissant de grèves et de manifestations, par lesquelles les citoyens font entendre leur voix. Adapté au monde d'aujourd'hui, le slogan des colonisateurs britanniques « pas d'imposition sans représentation » deviendrait sans doute « pas de représentation sans discussion ». Les citoyens tiennent à être associés au processus démocratique et ont le droit de participer au débat politique.

*« Pas de représentation sans discussion »*

C'est en partant de ces réflexions qu'ont été créés DemocracyOS et le parti du Net. DemocracyOS est une plateforme *open source* en ligne sur laquelle les citoyens, une fois enregistrés, peuvent voter directement ou par procuration et publier des commentaires sur des projets de loi. Convaincre et être convaincu,

c'est aussi cela, la démocratie. Mais la technologie à elle seule ne suffit pas : encore faut-il l'utiliser et la rattacher au système politique pour modifier et améliorer le processus décisionnel.



Livesketching: Alina Rollin, at World Forum for Democracy - 5/11/2014 - Lab 17

« Reconnecter le système politique »

Le parti du Net (« Partido de la Red »), créé en juillet 2013, cherche à influencer le système politique sans pression, en le rendant compatible avec Democracy OS. Dans son manifeste, il s'engage à voter en fonction des avis exprimés par les citoyens sur la plateforme. Malgré le caractère radical et très déstabilisant de cette idée pour un pays comme l'Argentine, le parti est tout de même arrivé en deuxième position aux élections locales. Son score n'a pas été suffisant pour entrer au Congrès local, mais lui a permis de prendre part au débat. Les autres acteurs du système politique ont compris qu'il n'était pas un opposant. Le parti souhaite « pirater » le système politique, c'est-à-dire non pas détruire la manière dont les partis politiques prennent des décisions, mais y apporter de profonds changements. Il est parvenu à établir une coopération avec le gouvernement au pouvoir : trois projets de loi sont en cours d'examen sur Democracy OS. L'idée est de reconnecter le système politique en s'appuyant sur la technologie pour le comprendre et le faire évoluer, tout en donnant des moyens d'action à ceux qui peuvent prendre des décisions en vue d'adapter la démocratie aux réalités du 21<sup>e</sup> siècle.

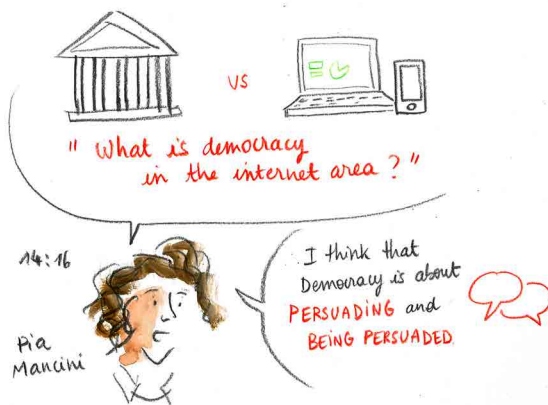
Résumé de la discussion

La désaffection des jeunes pour les partis politiques traditionnels ne s'observe pas uniquement en Argentine mais également en Europe, comme en témoigne la faible mobilisation aux dernières élections municipales en date en Islande. Les taux de participation étaient bas dans la plupart des grandes villes où ils sont habituellement très élevés. Le gouvernement a réalisé une étude pour en déterminer les causes. Celle-ci a montré que l'abstention était la plus forte chez les jeunes, avec un taux de participation inférieur à 15 % en moyenne. A la question de savoir s'ils

seraient plus enclins à voter s'ils pouvaient le faire en ligne, les jeunes ont répondu par l'affirmative. La ville de Reykjavik a créé un site web où les citoyens peuvent proposer des idées et voter pour elles, et s'est engagée à prendre en considération les avis exprimés. Cette évolution de la participation démocratique est étroitement liée à la nouvelle répartition du pouvoir entre les autorités et les citoyens, induite par Internet.

« Aujourd'hui, ce n'est plus l'Etat qui détient toutes les informations sur les citoyens, mais Facebook »

Il existe une corrélation entre la nature d'Internet et l'état de la démocratie. En termes d'organisation et de répartition du pouvoir, on peut distinguer plusieurs types de réseaux : le premier est le réseau centralisé comportant d'un côté, un « roi », et de l'autre, le reste de la population. Vient ensuite le réseau décentralisé, qui correspond à l'organisation classique du monde industrialisé. C'est une relation « de quelques-uns à plusieurs » : peu de personnes fabriquent des biens, mais beaucoup les achètent ; peu de personnes diffusent l'information et beaucoup la reçoivent ; quelques-uns établissent les lois applicables à un grand nombre. Aujourd'hui, ce n'est plus l'Etat qui détient toutes les informations sur les citoyens, mais Facebook. Grâce à Internet, nous nous trouvons désormais dans une configuration que l'on appelle « autorités distribuées » (*distributed authorities*), dont Bitcoin reste la meilleure illustration. Les implications de ce système sont grandes, car il modifie complètement la nature du « Léviathan ». Bitcoin repose sur la technologie du « Block Chain » (chaîne de blocs). Ce n'est pas qu'un système permettant de remplacer la monnaie. Au contraire, son principe consiste à créer une bureaucratie universelle, capable de certifier tout type de contrat par des moyens numériques reposant sur la cryptographie. Cette notion est liée à celle d'intelligence, ce qui fait de l'ordinateur Bitcoin le plus puissant et le plus perfectionné au monde.



Livesketching: Alina Rollin, at World Forum for Democracy - 5/11/2014 - Lab 17

L'un des principaux problèmes de la démocratie en ligne est le fait que la majorité de la population n'a

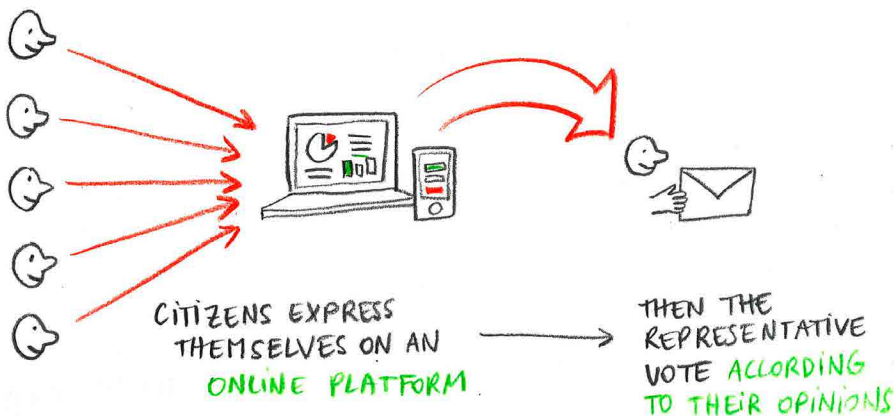
pas accès à Internet, ce qui risque de créer un fossé et une source d'exclusion supplémentaires. Le débat sur la démocratie numérique contribue à lever le voile sur cette réalité, à laquelle s'ajoute le problème croissant des droits et de la citoyenneté. L'enjeu consiste donc à rattraper le retard, car l'accès à Internet devrait être un droit, dans l'optique de garantir l'accès au savoir. L'un des objectifs du parti du Net est de rendre l'accès à Internet obligatoire dans les écoles.

Une autre question abordée par les participants au lab est celle de la transparence. L'accès libre aux données et la transparence sont primordiales pour pouvoir « pirater » le système ; il faut que les citoyens sachent ce qui se passe en ligne. On observe une attitude de défiance vis-à-vis du vote électronique car l'intégrité et la régularité de nombreux scrutins ayant employé des moyens en ligne ont été contestées. La sécurité est une préoccupation connexe, eu égard en particulier au phénomène du « trollage ». Une « usine à trolls » aurait ainsi été largement utilisée en Russie pour combattre les militants ukrainiens. Des enfants auraient été recrutés pour appuyer sur un bouton 12 heures par jour afin d'inonder des comptes Tweeter, Facebook ou YouTube de commentaires et de provoquer leur fermeture. Il ne faut pas considérer ces actes comme un phénomène isolé et mettre en place des mécanismes pour empêcher les candidats les plus en vue de faire appel à ce type de structures.

Il convient également d'accorder une importance toute particulière à la lutte contre le discours de haine et au respect de la liberté d'expression, car Internet facilite le harcèlement. Les informations en ligne se caractérisent par leur « volatilité », ce qui soulève des questions sur l'efficacité et la durabilité des idées sur lesquelles elles reposent. On peut citer en exemple la campagne « Bring back our girls », qui n'a pas fonctionné aussi bien qu'on l'espérait. Les gens peuvent se lasser d'un hashtag et passer à autre chose. Cela dit, un simple hashtag permet aussi de sensibiliser les médias à certaines questions.

*« Le plus grand ennemi de notre démocratie, c'est l'inertie »*

De manière générale, le parti du Net et Democracy OS entendent passer du militantisme à l'action constructive. Ils n'ont pas pour ambition de remplacer l'ensemble du système politique, car cela serait utopique et potentiellement dangereux, mais plutôt de travailler avec lui et de l'améliorer. Les plus grands ennemis de la démocratie sont l'inertie et l'expression d'opinions extrêmes par des hommes politiques hautement qualifiés, à l'origine d'une polarisation. La démocratie est un processus actif et il existe divers moyens de développer les systèmes démocratiques. De surcroît, l'état de la démocratie est lié au niveau de participation de la population : plus celle-ci est élevée, plus la démocratie est saine.



*Pia Manani presenting Net Democracy.*

Livesketching: Aline Rollin at World Forum for Democracy - 5/11/2014 - Lab17

## LAB 18 – MOUVEMENTS SOCIAUX DE JEUNES : DÉFIER LE SYSTÈME DANS LA RUE ?

Lorsque les jeunes ont le sentiment d'être exclus de la prise de décisions, ils descendent dans la rue pour exprimer leurs revendications. Les mouvements sociaux sont réputés être les leviers du changement, mais comment faire en sorte qu'ils aient un impact durable ? En termes d'influence sur les structures démocratiques, quelles sont les possibilités qui s'offrent à eux, et quelles difficultés rencontrent-ils ?

Modérateur : M. Cristian URSE, Roumanie, représentant permanent adjoint de la Roumanie auprès du Conseil de l'Europe  
Dessinateur : M<sup>me</sup> Nelly MASSERA

Initiative : #YoSoy132, Mexique

### Intervenant

M. César Alan RUIZ GALICIA, Mexique, militant, journaliste, Initiative pour la démocratisation des médias et l'éducation transmédia

### Intervenants

M<sup>me</sup> Ntshadi MOFOKENG, Afrique du Sud, chef du service Jeunesse, Equal Education

M. Andrij SHEVCHENKO, Ukraine, député

M<sup>me</sup> Mary WANGARE MAINA, Kenya, auditrice sociale pour ActionAid

### *Résumé général*

En Europe comme dans le reste du monde, on observe un manque de participation des jeunes aux élections. Une analyse approfondie s'impose pour en déterminer les causes. L'un des principaux inconvénients du système est celui de « l'adultocratie » dans laquelle nous vivons, qui prive les jeunes d'accès aux fonctions de décision. Bien entendu, il n'y a pas de recette universelle pour mobiliser les jeunes. Cependant, il existe des exemples d'initiatives réussies en la matière, dont il est possible de tirer des enseignements. Le mouvement social mexicain #YoSoy132 en est un. Il vise à diversifier le paysage médiatique du pays. Cela étant, il ne suffit pas que les jeunes manifestent dans la rue pour provoquer un changement. Les membres du système politique doivent être associés au mouvement.

### *A propos de l'initiative*

La violence ne cesse d'augmenter au Mexique. En matière de sensibilisation aux évolutions préoccupantes dans le pays, les mouvements de jeunes sont les plus actifs, mais également les plus contestataires au sein de la société. Le changement nécessite un mouvement d'idées hétérogène encourageant la diversité ; on peut ainsi envisager des initiatives réunissant des universités publiques et privées. Le projet YoSoy 132 vise à démocratiser les médias. Il repose sur trois postulats : premièrement, ce sont les médias qui forment les opinions ensuite exprimées par un vote lors des élections. Les partis ne remplissent plus leur rôle consistant à façonner les opinions et à aider les gens à se définir. Deuxièmement, certaines composantes essentielles des moyens de radiodiffusion sont contrôlées par les Etats, qui en sont propriétaires. Au Mexique, les médias

sont dominés par deux monopoles, qui détiennent 90 % des fréquences. La concentration des médias étant un frein à leur démocratisation, l'objectif de Yo Soy 132 est de diversifier la propriété des médias. Troisièmement, sans démocratie dans les médias, on ne peut espérer réaliser la démocratie politique.

Le mouvement a proposé un amendement à la Constitution qui n'a toutefois pas abouti à un changement. Il préconise une protection juridique des radios communautaires, pour donner davantage la parole aux communautés locales. Les droits n'existant que s'ils peuvent être exercés, l'éducation au numérique revêt un caractère primordial, surtout si l'on considère qu'une personne peut aujourd'hui consommer plus d'informations en une journée que ne l'aurait fait une autre personne quelques siècles auparavant durant toute sa vie. Dans cette optique, la couverture en ligne des informations devrait être étendue. Il importe également de mener une réflexion globale, ayant pour but la création d'organisations universelles et thématiques pour la démocratisation. La mise en application d'idées et l'élargissement de l'accès à la communication par l'éducation et le droit sont essentiels de ce point de vue.

### *Résumé de la discussion*

Le débat sur les médias et Internet doit absolument être placé sous l'angle des droits de l'homme. Internet n'existait pas lorsque la Déclaration universelle des droits de l'homme a été rédigée, mais il est devenu aujourd'hui indispensable à la réforme sociale.

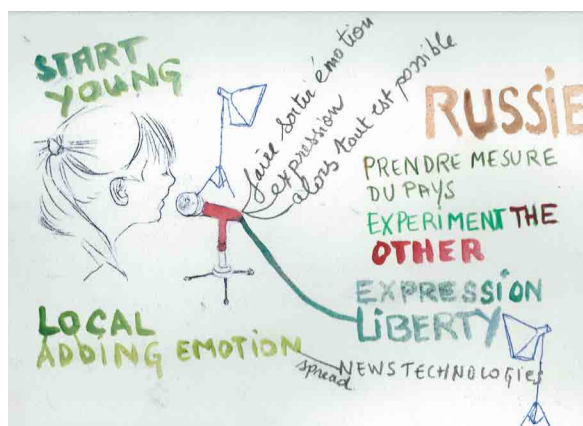
« Il est absurde de répéter toujours les mêmes choses et d'attendre des résultats différents »

C'est sur Facebook, avec des étudiants, qu'un journaliste a déclenché la révolution en Ukraine. La réaction virulente du régime a conduit d'autres groupes à les soutenir. L'âge moyen des manifestants était de 38 ans, soit plus que lors du Printemps arabe, mais les jeunes ont clairement dynamisé le mouvement. En Ukraine, les aînés se sont sacrifiés pour que les jeunes aient une meilleure vie. Les gens ne descendent pas dans la rue s'ils n'ont rien à perdre mais le font si quelque chose leur a été volé ; en l'occurrence, c'est le rêve européen des Ukrainiens qui a été brisé. Par ailleurs, les jeunes ont besoin d'être mobilisés pour défendre une cause. En Ukraine, une grande partie de la population âgée n'a pas accès à Internet. Enfin, la véracité des informations diffusées par les médias traditionnels n'étant pas toujours garantie, il convient de veiller à ce que des données objectives et fiables soient communiquées par ailleurs.

*« Les gens ne descendent pas dans la rue s'ils n'ont rien à perdre, en revanche, ils le font lorsque quelque chose leur a été volé »*

Les médias sont essentiels pour convaincre les dirigeants de changer de politique, exposer des problèmes et protéger les droits de l'homme. Au Kenya, par exemple, les principaux médias sont aux mains de grands groupes qui se rendent coupables de violations des droits de l'homme. La propriété des médias est donc une question majeure pour l'Etat. Compte tenu de l'évolution de la société kenyane, les mouvements sociaux disposent d'un espace toujours plus grand pour croître et se prendre en main.

*« La bataille sera peut être rude, mais il nous faut de petites victoires en chemin pour que l'objectif ultime nous paraisse réalisable »*



Les mouvements doivent certes s'inscrire dans un espace social, mais Facebook et Twitter ne sont pas suffisants pour déclencher une action. La classe politique doit prendre connaissance des souhaits des jeunes et s'inspirer de leurs idées. En Afrique du Sud,

par exemple, l'ouverture à la société diffère selon la personne que l'on interroge. Il faut donc un outil permettant de recueillir le soutien de l'opinion publique. De petites victoires sont nécessaires sur le chemin vers un objectif plus vaste, afin que les militants sur le terrain restent motivés.

De ce point de vue, la démocratisation des médias est la première étape à franchir, mais l'information doit donner lieu à des actions concrètes pour apporter des changements. La question qui se pose alors est de savoir comment gérer les mouvements qui évoluent par vagues et éviter que l'enthousiasme ne retombe. Pour réfléchir au futur, il faut se tourner vers le passé et tirer les enseignements de ce qui a déjà été fait. Les mouvements doivent se rencontrer et décider des actions à mener, plutôt que de se rassembler autour d'un mot d'ordre préétabli. Un consensus naît ainsi à mesure que le mouvement prend de l'ampleur.

*« Les jeunes passent des revendications aux propositions »*

Le Printemps arabe a montré que les manifestations de rue ne sont pas nécessairement créatrices de démocratie mais que c'est en intégrant le système gouvernemental que les participants à ces mouvements pourront mettre en œuvre le changement démocratique de l'intérieur. Il est impossible d'atteindre des objectifs véritablement démocratiques seulement en partant de la rue. C'est pourquoi il est important de rendre le changement durable et s'engager en politique. La société civile est certes un chien de garde, mais elle ne peut à elle seule continuer à soutenir le changement. C'est en revanche un espace important pour la démocratisation. Quoi qu'il en soit, l'on ne devrait pas avoir à choisir entre les institutions et la société civile. Les jeunes ont besoin d'espace pour élaborer leurs propres idées, les tester et les développer.

*« Nous devons créer de nouveaux partis avec de nouvelles idées »*

Le Printemps arabe a prouvé que des citoyens peuvent se réunir sur une place et provoquer des changements politiques, peu importe finalement le résultat. 132 souhaite manifester son opposition à la violence et œuvrer en faveur de l'autonomie individuelle au Mexique. Le territoire public, et la radio publique en particulier, doivent se démocratiser car même un petit village sans électricité aura accès à une radio. Par ailleurs, Internet occupe aujourd'hui une plus grande place dans la diffusion d'informations que la télévision. Le droit de chaque citoyen d'accéder aux nouvelles technologies devrait donc être inscrit dans la Constitution. Cela dit, Internet à lui seul ne résout pas tous les problèmes. Il faut s'impliquer personnellement, et non uniquement par un clic de souris sur

un lien dans un site Web. Pour que les technologies de l'information soient efficaces, il faut aussi que les gens apprennent à s'en servir.

*« Est-il plus facile de s'engager en politique que de continuer à mener le combat de l'extérieur ? »*

Le problème réside dans le fait que l'on a tendance à conceptualiser les partis politiques en se référant à ceux qui existent déjà et en oubliant qu'il est aussi possible de créer de nouveaux partis, différents des

autres. Les citoyens ont besoin de cet espoir car cela éveille leur enthousiasme et leur intérêt. La volonté de changer la société se heurte toutefois à la difficulté de créer de la solidarité et de repérer les failles du système. L'engagement doit reposer sur des faits, des statistiques et des lois, et non uniquement sur des sentiments. Les jeunes – et ce partout dans le monde – considèrent qu'ils peuvent faire changer les choses, mais que le système minimise leurs réalisations. L'enjeu consiste à trouver des moyens de surmonter cet obstacle.

## LAB 19 – PARLEMENTS DE JEUNES

Les parlements de jeunes sont-ils un instrument efficace pour renforcer la participation et le poids des jeunes dans la prise de décisions, où ne créent-ils qu'une apparence d'ouverture, la classe politique ne donnant finalement pas suite aux idées venant de la jeunesse ?

Modérateur : M<sup>me</sup> Verena TAYLOR, Directrice du Bureau de la Direction générale des programmes, Conseil de l'Europe  
Dessinateur : M. Laurent SALLES

Initiative 1 : Parlement de jeunes au Royaume-Uni, Chambre des Communes, Royaume-Uni

### Présentateurs

M. Michael HOPE, Royaume-Uni, Président, Conseil britannique des jeunes/Parlement britannique des jeunes, Commission de jeunes députés  
M<sup>me</sup> Aileen WALKER, Royaume Uni, directrice de l'engagement citoyen à la Chambre des Communes

Initiative 2 : Parlement indonésien des jeunes, Indonesian Future Leaders

### Présentateurs

M. Niwa DWITAMA, Indonésie, directeur adjoint du Parlement indonésien des Jeunes  
M<sup>me</sup> Andhyta Firselly UTAMI, Indonésie, directrice de programme du Parlement indonésien des Jeunes

### Intervenants

M. João Bosco MOTA AMARAL, Portugal, député et membre de la Commission des questions politiques et de la démocratie de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe  
M. Robin REDA, France, maire de Juvisy-sur-Orge

### Résumé général

Le Lab 19 s'est demandé si les parlements de jeunes sont un instrument efficace pour renforcer la participation et le poids des jeunes dans la prise de décisions. Les Parlements de jeunes prennent des formes différentes selon les pays mais se définissent de manière générale comme des organisations composées de jeunes élus représentant le territoire national. Ils tiennent habituellement une réunion annuelle, comme dans le cas du Parlement des jeunes du Royaume-Uni, et proposent un ensemble d'activités tout au long de l'année. Cette façon de procéder garantit un engagement fort des jeunes participants. Les Parlements de jeunes n'examinent pas uniquement les questions directement liées à la jeunesse mais apportent également leur propre perspective sur des sujets plus généraux comme l'environnement, le développement durable, le transport, le niveau de vie, etc. Au Royaume-Uni, les membres choisissent, au moyen d'un vote, cinq thèmes qui deviendront les priorités de travail pour l'année à venir. Dans le cadre de leurs activités, les Parlements de jeunes dotent les jeunes de connaissances et de compétences, développent leur aptitude à la pensée critique et renforcent leur sensibilisation et leur participation à la politique. Ces initiatives peuvent avoir un effet multiplicateur et renforcer les connaissances et la participation de toute la famille. Les Parlements de jeunes sont une réponse novatrice à la crise de confiance des jeunes, principalement due à un sentiment d'exclusion

et de manque de connaissance du fonctionnement des mécanismes décisionnels. Bien que les parlements de jeunes soient incontestablement un moyen efficace de renforcer la participation et la sensibilisation des jeunes à la politique, ils impliquent de trouver le difficile point d'équilibre entre la reconnaissance politique et l'indépendance.



### A propos des initiatives

En Indonésie et au Royaume-Uni, les Parlements de jeunes sont parvenus à constituer un groupe hétérogène de jeunes au sein duquel toutes les minorités sont représentées (femmes, LGBTI, personnes

handicapées, minorités nationales, etc.). Au Royaume-Uni, la composition du Parlement des jeunes est dans l'ensemble plus diversifiée et représentative de la population que celle du Parlement proprement dit. En Indonésie, l'inégale répartition de la technologie continue de créer des difficultés pour aller au-devant des jeunes des régions isolées.

*« La composition du Parlement des jeunes est bien plus diversifiée et représentative de la population britannique que celle du Parlement lui-même »*

L'un des principaux avantages des parlements de jeunes est leur impact en termes de renforcement de la légitimité des institutions. Les expériences des parlements de jeunes montrent la nécessité de disposer d'un cadre public et l'importance du respect des institutions. Ils améliorent les connaissances des jeunes sur le fonctionnement des institutions et de la démocratie, ce qui suppose également l'acquisition de qualités comme le sens du compromis et la patience. Et pour cause : les processus démocratiques sont contraignants et complexes, ce qui contraste avec l'instantanéité d'Internet, davantage utilisé par les jeunes.



Les deux initiatives présentées ont montré que les parlements de jeunes peuvent fonctionner dans des contextes politiques et démographiques différents. L'Indonésie est une « jeune » démocratie dans tous les sens du terme, puisqu'elle n'existe que depuis 1999 et que sa population est jeune, alors que le Royaume-Uni est une « vieille » démocratie, où l'enjeu consiste à faire en sorte que les jeunes s'intéressent à la politique et aux valeurs démocratiques, qui sont quelquefois tenues pour acquises.

#### *Résumé de la discussion*

Il est primordial que le gouvernement reconnaisse les parlements de jeunes et leur donne l'assurance

qu'il tiendra compte de leurs recommandations et rapports. A défaut, ces structures ne créeront qu'une apparence d'ouverture, la classe politique ne donnant pas suite aux idées venant des jeunes. L'intégration des propositions des parlements de jeunes dans les décisions officielles témoignerait en outre de l'impact réel de leurs initiatives.

*« Comment être entendus par le gouvernement ? Nous devons être suffisamment grands et puissants pour ne pas être ignorés »*

La reconnaissance politique des parlements de jeunes varie d'un pays à l'autre. Alors qu'au Royaume-Uni, le Parlement des jeunes est né en 2000 à l'initiative du parlement britannique, l'initiative indonésienne peine à établir des contacts avec les responsables politiques. Le Parlement des jeunes d'Indonésie doit intensifier le dialogue avec le Parlement et faire en sorte que ce dernier se montre davantage impliqué. Par ailleurs, les groupes de jeunes doivent acquérir suffisamment d'ampleur et d'importance pour ne plus être ignorés.

Le Parlement des jeunes d'Indonésie vise à servir les intérêts des jeunes et non ceux des partis politiques. Les jeunes veulent être considérés comme des partenaires de premier plan du gouvernement et non uniquement comme les bénéficiaires de programmes publics. Les Parlements de jeunes doivent également être indépendants sur le plan financier. Les représentants du Parlement des jeunes d'Indonésie travaillent bénévolement, sur leur temps libre. Ils réfléchissent donc actuellement à des moyens d'assurer un financement durable et indépendant pour leur projet. Les réseaux sociaux et l'espace numérique doivent être utilisés pour progresser dans la recherche de modèles politiques satisfaisants de participation des jeunes.

*« Nous, les jeunes, voulons être considérés comme des partenaires de premier plan du gouvernement et non uniquement comme les bénéficiaires de programmes publics »*

Plusieurs membres de parlements de jeunes de différents pays (Russie, Surinam, Serbie) ont assisté au Lab 19 et échangé leurs points de vue en s'appuyant sur leurs expériences respectives. En particulier, ils ont noté une absence de coopération, de dialogue et d'échange de bonnes pratiques entre les différents parlements de jeunes au niveau international. Le lab a été l'occasion d'établir les premiers contacts, qui seront certainement suivis de la création d'un réseau en ligne.



## LAB 20 – PROGRAMME DES « JEUNES MAIRES »

Le « Jeune maire » est une partie institutionnalisée du processus décisionnel au niveau local. Comment renforcer son impact et quels sont les obstacles à la généralisation de cette approche ?

Modérateur : M. Jean-Philippe BOZOULS, secrétaire exécutif de la Chambre des pouvoirs locaux, Conseil de l'Europe

Dessinateur : M. Matthieu CHIARA

Initiative : Programme des « Jeunes maires » de Lewisham, arrondissement londonien de Lewisham, Royaume-Uni

### Présentateurs

M. Jacob SAKIL, Royaume-Uni, ancien Jeune maire de Lewisham

M<sup>me</sup> Alice SCHWEIGERT, Royaume-Uni, militante et membre de l'équipe des Jeunes maires

### Intervenants

M. Mohammed ALSAUD, Syrie, militant de la société civile

M<sup>me</sup> Nataliia PILIUS, Fédération de Russie, rapporteure sur la participation des jeunes au Congrès des pouvoirs locaux et régionaux du Conseil de l'Europe

M. Michael SALOMO, Allemagne, maire de Hassmersheim

### Résumé général

Le Lab 20 a examiné le programme des Jeunes maires de l'arrondissement de Lewisham, au Royaume-Uni. Les institutions démocratiques créent des structures pour réduire la distance entre les jeunes et elles et les inclure dans leurs activités. Le « Jeune maire » de Lewisham relève du district (borough) londonien de Lewisham (Londres, Royaume-Uni). Cette initiative a été mise en place en 2004 pour encourager les jeunes à s'investir dans la prise de décisions et la politique locale. Un jeune est élu chaque année pour représenter ses pairs. Avec un budget de 30 000 £, il ou elle accomplit les devoirs de sa charge, en effectuant des visites d'école et en s'occupant de projets, de consultations et du soutien aux associations et campagnes locales. Le jeune maire élu et son adjoint travaillent avec un groupe de jeunes conseillers ainsi qu'avec les élus, fonctionnaires et autres acteurs au niveau local pour satisfaire les besoins et intérêts des jeunes de la commune. Après analyse du programme des Jeunes maires lors d'un débat, les participants au lab sont parvenus à la conclusion que ce dernier constitue une première étape nécessaire pour favoriser une participation accrue des jeunes dans tous les secteurs et sur tous les sujets. Il a été jugé essentiel que les jeunes soient actifs non seulement sur le plan des politiques de jeunesse, mais également sur l'ensemble des questions politiques.

### A propos de l'initiative

Le Programme des jeunes maires s'adresse à tout jeune intéressé du district de Lewisham et vise à associer les jeunes à la vie de la collectivité, notamment en les associant au fonctionnement quotidien de la politique au niveau local et municipal. Pour pouvoir présenter leur candidature au poste de jeune maire,

les jeunes doivent recueillir 50 signatures. Les candidats éligibles bénéficient ensuite d'une formation sur la manière de présenter leur candidature et le matériel de campagne à l'appui de celle-ci. S'ouvre alors la campagne proprement dite, dans laquelle les candidats présentent leurs idées et sont jugés sur la qualité de leurs propositions. Cette façon de procéder met l'ensemble des jeunes sur le devant de la scène, soit en tant qu'acteurs politiques, dans des conditions réalistes de compétition, soit en tant qu'électeurs dotés du pouvoir de choisir leur représentant pour tous les sujets qui les concernent directement. Les jeunes sont ainsi impliqués dans la vie de la municipalité.

*« Nous sommes la politique – tout ce que nous faisons relève de la politique »*

S'agissant des questions qui concernent strictement les jeunes, le projet a un impact réel sur la politique et renforce la crédibilité des institutions locales et municipales, puisque les jeunes ont par ce biais la possibilité de concrétiser les idées qui leur tiennent le plus à cœur. Ils comprennent ainsi le fonctionnement de la politique, les contraintes avec lesquelles il faut composer, ainsi que le rôle de l'administration. Le programme permet à la fois aux jeunes d'être formés et de contribuer à la formulation et à la mise en œuvre des politiques à différents niveaux, en fonction de leur degré d'engagement dans le processus.

*« Participer, s'est engager et avoir une influence dans tous les domaines d'action »*

Le Jeune maire s'entretient avec ses conseillers pour définir les idées de départ. Des consultations ont

ensuite lieu dans les écoles, les conseils d'établissement et les associations de jeunes : les propositions et commentaires recueillis sont consignés dans une lettre d'information diffusée en ligne et envoyée à tous les établissements d'enseignement. Lors d'une réunion des jeunes conseillers, les idées qui recueillent le plus d'intérêt sont sélectionnées. Elles forment les propositions finales, qui sont présentées au maire et au conseil municipal afin que ces derniers donnent leur accord pour la mise en œuvre des activités correspondantes, par exemple : l'organisation d'un événement sur la sécurité en skateboard et un film, la promotion d'une alimentation saine, la collecte de fonds, des salons d'orientation professionnelle pour les jeunes, des débats sur l'abaissement du droit de vote à 16 ans, etc. Les participants assistent à toutes les étapes, de la formulation d'idées/propositions à la concrétisation de ces dernières.

IS IT GOOD TO STAND FOR A SPECIAL PART OF THE POPULATION ?



La capacité d'adaptation et la durabilité du programme ne sont plus à démontrer ; depuis son lancement en 2004, un jeune maire a été élu chaque année. Des initiatives sont également prises pour exporter le programme de Lewisham dans d'autres pays européens. Des représentants de Lewisham se sont ainsi rendus dans différentes municipalités d'Ecosse et de Norvège pour leur apporter leur expérience et leur

appui en vue de la mise en place de programmes similaires pour 2014-2015. De même, Lewisham a reçu la visite de représentants de la Norvège, de la Suède, du Portugal et de l'Italie, venus observer le processus électoral dans le district pour créer leurs propres systèmes.

#### Résumé de la discussion

Les participants ont fait remarquer que, tandis que le programme des jeunes maires de Londres offre aux jeunes une véritable opportunité de participation, dans la plupart des pays du Proche-Orient, les institutions n'invitent les jeunes à participer que de manière limitée et réglementée, dans le but de gagner en légitimité. L'un des participants au lab a affirmé que les gouvernements du Proche-Orient et d'Afrique du Nord ont peur des jeunes et de leur capacité à provoquer un changement, voire une révolution. Les jeunes doivent donc construire leur propre espace car même lorsqu'ils sont majoritaires au sein de la population, ils ne sont pas représentés au niveau politique. Des collectes de fonds indépendantes pour les activités des jeunes doivent avoir lieu en Europe et au Proche-Orient, afin d'assurer le financement des projets envisagés, de réduire leur dépendance à l'égard des bailleurs de fonds et d'assurer leur viabilité à long terme.

*«Lorsqu'un pays est en crise, ce sont les jeunes qui se mobilisent en premier.»*

Dotés de fonds suffisants, les initiateurs d'un projet peuvent en garder la maîtrise tout au long de son exécution. De ce point de vue, le programme des Jeunes maires de Lewisham dépend peut-être trop des fonds mis à disposition par la municipalité et de la capacité des jeunes maires respectifs et de leurs conseillers à mener des campagnes de financement. Les jeunes n'y ont pas créé leur propre espace : ils sont obligés de passer par les structures existantes et de solliciter l'approbation des autorités municipales compétentes. Ce projet ne vient pas des jeunes puisqu'il était l'idée du maire progressiste Steve Bullock. Il est encore en développement et n'a eu pour l'instant qu'un impact limité, hormis pour ce qui est des questions intéressant directement les jeunes.

Dans les sociétés modernes, la concurrence entre les jeunes est forte et leur participation à la vie politique a considérablement gagné en qualité. C'est ce qui a été observé à Lewisham, où les candidats à la fonction de Jeune maire devaient convaincre leur public. C'est pourquoi il conviendrait de passer en revue les bonnes pratiques en matière de participation des jeunes et de s'en inspirer. Les technologies de l'information et Internet offrent ici un potentiel énorme que les jeunes doivent exploiter pour avoir plus de poids et devenir plus actifs. Un autre moyen de renforcer la

participation des jeunes consiste à définir des quotas de jeunes au sein des institutions politiques.

*« Le rôle des jeunes ne doit pas se limiter aux problématiques touchant les jeunes »*

Le programme des Jeunes maires peut être limité du fait qu'il ne traite que des questions relatives aux jeunes. Dès l'âge auquel ils acquièrent le droit de vote, les jeunes devraient endosser de véritables responsabilités. Ils devraient être associés à la prise de décisions – par exemple en ce qui concerne les infrastructures à mettre en place, l'affectation des fonds municipaux

ou la construction d'une bibliothèque municipale ou d'une piscine – et ne devraient pas être confinés dans un rôle où ils ne se préoccupent que des besoins et des intérêts des jeunes. Les jeunes doivent se présenter aux élections, au moins au niveau municipal qui a autant d'importance que le niveau national. L'exemple de Lewisham n'est toutefois pas inconciliable avec la participation des jeunes à la gestion des problèmes du quotidien au sein des municipalités. Ces deux aspects sont plutôt complémentaires, le programme du Jeune maire constituant une première étape nécessaire vers la participation des jeunes sur toutes les questions et dans tous les secteurs.

IS IT GOOD TO HAVE SOMEONE WHO  
STANDS FOR A SPECIFIC PART OF  
THE POPULATION ?



## **Conférences collaboratives**

---

L'édition 2014 du Forum mondial de la démocratie a été marquée par l'organisation des premières « conférences collaboratives ». Ce sont des ateliers dont l'ordre du jour est défini au préalable par les participants sur une plateforme en ligne. Tous ceux qui souhaitent engager une discussion sur un thème donné pouvaient demander du temps et un espace à cet effet. Ces conférences collaboratives ont favorisé les discussions spontanées et l'émergence de nouvelles idées ou alliances. Elles ont privilégié les débats ouverts par rapport aux exposés magistraux, mais tous les formats étaient permis.

## CONFÉRENCE COLLABORATIVE 1 : Y-A-T-IL UNE PLACE POUR UNE DÉMOCRATIE « ILLIBÉRALE » ?

Organisateur : M<sup>me</sup> Varvara S. MALEVSKAYA, Fédération de Russie, Ecole de relations internationales de l'Université d'Etat de St-Petersbourg

### *Résumé général*

La grande majorité des Etats dans le monde se définissent comme des démocraties. Cela dit, ils ne le sont pas tous au même degré. Certains se trouvent à mi-chemin entre la dictature confirmée et la démocratie consolidée, d'autres font mieux en matière de libertés politiques que de libertés civiles. On les appelle des démocraties « illibérales ». L'objectif de cette conférence collaborative était de répondre à la question de savoir s'il peut y avoir des démocraties illibérales, avec leurs particularités religieuses et sociales, ou si tous les Etats se doivent de devenir des démocraties consolidées et « totales ».

### *Qu'est-ce qu'une démocratie « illibérale » ?*

Les démocraties illibérales sont les Etats qui se trouvent à mi-chemin entre la dictature confirmée et la démocratie consolidée. Dans une démocratie libérale, les citoyens doivent avoir des libertés politiques et civiles. Cela dit, les démocraties qui se disent libérales ne le sont pas toutes dans les faits. Comme l'ont montré des études récentes, la majorité des Etats n'ont pas encore mis en place une véritable démocratie libérale. Il existe de nombreux exemples de démocraties illibérales dans le monde : ainsi, en Inde, la culture bénéficie d'une protection très élevée, mais le droit à la liberté d'expression ne peut pas toujours être pleinement exercé. Cela étant, comme il n'existe pas de démocratie parfaite, il est très difficile de promouvoir un modèle bien défini de démocratie libérale.

Il existe trois solutions pour sortir de ce dilemme. La première consisterait à dire que toutes les démocraties doivent être pleinement libérales et à élaborer un modèle qui devra être respecté strictement par tous les Etats. La deuxième solution serait l'acceptation des démocraties illibérales par la communauté internationale, eu égard par exemple au fait qu'elles constituent parfois le seul moyen de respecter les traditions historiques, culturelles et religieuses d'un Etat, ainsi que ses habitudes sociales. Enfin, la troisième voie serait de créer un autre « modèle » de démocratie, au-delà des définitions traditionnelles des démocraties libérales et illibérales.

### *Résumé de la discussion*

Afin de choisir la meilleure solution, les participants ont été répartis en trois groupes (démocratie libérale,

démocratie illibérale, autre modèle) selon leur propre préférence. Les groupes ont également été invités à rédiger un « manifeste » pour expliquer en quoi l'option qu'ils avaient retenue était selon eux la meilleure.

Les défenseurs du concept de démocratie libérale ont affirmé que seule cette forme de démocratie pouvait garantir la paix, la liberté, les droits civils et l'égalité. Elle est également la seule à assurer une séparation complète des pouvoirs législatif, exécutif et judiciaire, selon le schéma habituel. Elle est mieux à même de défendre les minorités que d'autres modèles de démocratie et peut protéger la liberté des élections tout en garantissant la participation des citoyens aux processus décisionnels.

Les membres du deuxième groupe, qui justifiaient l'existence de démocraties illibérales, ont affirmé que des démocraties libérales étaient responsables des troubles actuels dans le monde, comme les guerres en Irak et en Syrie, ou les violations des droits de l'homme commises à Guantanamo. On ne peut donc affirmer que tous les effets funestes de la politique mondiale actuelle sont le fait des démocraties illibérales. Ce groupe jugeait les démocraties illibérales plus aptes à protéger les valeurs traditionnelles. Il a également fait remarquer que dans l'histoire, de nombreuses guerres ont été déclenchées par des pays que nous qualifierions aujourd'hui de démocraties libérales.

Les membres du troisième groupe ont essayé de trouver une autre solution, au-delà de l'opposition traditionnelle entre démocratie libérale et illibérale. En partant de l'étymologie du mot « démocratie » (du grec ancien *demòs*, signifiant « le peuple » et *kratos*, « le pouvoir »), ils ont affirmé que la démocratie est un processus et qu'un Etat ne saurait être contraint d'adopter un modèle de démocratie libérale si tel n'était pas le souhait de la population. Le groupe a ajouté qu'une démocratie totalement libérale est illusoire, car il est difficile, sinon impossible, de parvenir à cette forme de démocratie pure. Il a conclu que la mise en place d'une démocratie libérale devrait toujours tenir compte du contexte sociétal d'un pays, ce qui inclut la religion, la culture, l'histoire et la langue.

## CONFÉRENCE COLLABORATIVE 2 - LE DIALOGUE INTERCULTUREL, UN PILIER DES SOCIÉTÉS DÉMOCRATIQUES

Organisateur : M. Antonio PALAZUELOS PRIETO, Espagne, consultant international et coordinateur du projet « les jeunes, défenseurs de la compréhension interculturelle »

### *Résumé général*

Le but de cette conférence collaborative était de trouver de nouveaux moyens permettant aux jeunes de promouvoir le dialogue interculturel dans leur environnement pour contribuer à la résolution des conflits au sein de la société et consolider les démocraties en développant la citoyenneté active et une culture de la paix. Les Etats abritent souvent plusieurs cultures, populations, nationalités, religions, groupes ethniques ou communautés qui doivent être associés aux processus décisionnels dans le champ démocratique. Cette diversité est enrichissante et constructive. Si elle est bien gérée et repose sur les valeurs de tolérance, de culture de la paix, de dialogue, d'engagement civique et de compréhension interculturelle, la démocratie devient plus représentative, et par conséquent plus stable et consolidée. Les jeunes générations peuvent prendre la tête de ces opérations en tant que promoteurs de la compréhension interculturelle et acteurs du changement pour une société plus équitable et démocratique.

### *Définir le « dialogue interculturel »*

Au début de la conférence collaborative, il a été demandé à chacun des participants d'expliquer par écrit comment, selon lui, le dialogue interculturel contribue à la démocratie. Parmi les idées mises en avant, figuraient les suivantes : « cela renforce la compréhension mutuelle entre cultures et ouvre l'esprit aux autres », « le dialogue interculturel est un échange de cultures dans lequel l'écoute mutuelle est essentielle, il fait partie de la démocratie » et « le dialogue interculturel est la reconnaissance de la diversité et le respect de la différence ». Après cette séance de brainstorming, plusieurs exemples concrets de renforcement du dialogue culturel par des jeunes Cap-Verdiens ont été présentés. Le projet « Les jeunes, promoteurs de la compréhension interculturelle », lauréat du prix du Fonds de solidarité pour la jeunesse de l'Alliance des civilisations des Nations Unies, a pour but de promouvoir le dialogue interculturel au sein de la société et de faire face à la montée des inégalités, de la violence et de l'exclusion sociale ainsi qu'au déficit de participation démocratique, qui touchent en particulier les jeunes. Le caractère novateur du projet réside dans le fait qu'il a ouvert des espaces de dialogue entre divers groupes sociaux et communautés en vue de promouvoir des initiatives et projets conjoints. Pour la première fois au Cap Vert, des personnes d'origines et de cultures différentes ont partagé une activité commune avec les résidents locaux et établi des liens entre leurs organisations respectives dans le but de

favoriser l'intégration, la compréhension mutuelle et le dialogue interculturel.

Le projet promeut, à travers une approche d'éducation non formelle, la compréhension interculturelle et la tolérance entre différentes communautés et groupes de jeunes. Parmi les activités récentes menées dans le cadre du projet, on peut citer l'organisation d'« ateliers du dialogue interculturel » et de campagnes de sensibilisation visant à promouvoir l'éducation à la paix et les valeurs de non-violence dans les écoles, les centres pour jeunes et les infrastructures locales. Des sessions d'engagement citoyen ont été animées pour promouvoir la citoyenneté active et l'engagement des jeunes à apporter une contribution directe à la société et à participer à la démocratie. Des formations à la « communication pour le développement » ont également été proposées. Elles visent à doter les animateurs de groupes de jeunes d'outils de communication pour résoudre les problèmes sociaux et améliorer les conditions de vie au sein de ces groupes. Animées par des pairs, elles visent l'acquisition de compétences, le renforcement des capacités et l'amélioration de l'intégration sociale au moyen d'un apprentissage fondé sur l'expérience. Des travaux au service de la collectivité ont également été organisés pour promouvoir l'engagement des jeunes et leur participation à la prise de décisions.

Les jeunes peuvent être un moteur du dialogue interculturel actif et de la compréhension interculturelle. C'est pour cela que le projet a également orienté ses activités vers des séminaires de développement des qualités de leadership et de défense d'intérêts, qui aident à conforter la place des jeunes dans les processus démocratiques. Les jeunes sont ainsi en mesure de faire avancer le programme d'action pour le développement et devenir les acteurs du changement, en faveur d'une culture de la paix au sein de la société. L'une des premières initiatives a été l'organisation d'un Forum interculturel sur la citoyenneté démocratique et la culture de la paix, qui a réuni plus d'une centaine de participants issus de plusieurs pays de la diaspora africaine. Ce forum a abouti à la déclaration de Sao Vicente sur les jeunes, promoteurs de la compréhension interculturelle, divisée en trois grands thèmes : société et dialogue interculturel, citoyenneté démocratique et paix culturelle. Une autre initiative issue du projet est l'Alliance mondiale des jeunes sur la citoyenneté démocratique et la culture de la paix, un réseau d'organisations de jeunesse visant à faire progresser la paix et la démocratie dans le monde.

### *Résumé de la discussion*

Au cours du débat, l'accent a été mis sur l'importance du dialogue interculturel et de la diversité dans toutes les sociétés, qui amènent non seulement le progrès et la démocratie mais aussi des gains sur le plan financier. Les initiatives visant les médias, les communautés de migrants et le discours de haine sont essentielles de ce point de vue. La compréhension mutuelle et la démocratie doivent être renforcées par le dialogue interculturel, qui englobe la diffusion d'informations plus nombreuses et de meilleure qualité sur la diversité culturelle qui existe au sein d'une ville et au sein des populations nouvellement arrivées. Les médias en particulier peuvent être un facteur d'intégration sociale et de dialogue interculturel.

Après un court échange de vues, les participants se sont répartis en deux groupes pour examiner la question de savoir comment le dialogue interculturel peut renforcer la démocratie, en se focalisant sur le rôle des jeunes. Les deux grandes questions servant de cadre aux discussions étaient les suivantes :

- ▶ Comment les jeunes peuvent-ils contribuer au dialogue interculturel ?
- ▶ Quel rôle peut-on donner aux organisations de jeunes afin qu'elles soient au premier plan dans ce processus ?

Les participants ont souligné qu'une infrastructure interculturelle plus vaste était nécessaire. Les personnes d'origines différentes devraient disposer d'espaces pour se rencontrer de manière informelle et promouvoir la compréhension mutuelle. Les responsables de différents groupes religieux pourraient par exemple se réunir pour célébrer ensemble leurs fêtes religieuses respectives. La participation des jeunes au dialogue interculturel est essentielle car ils sont davantage disposés à accepter « l'autre ». Plus ils côtoient un nombre important de cultures différentes dès la petite enfance, notamment à l'école, plus ils sont ouverts à celles-ci. Ils font également preuve d'une plus grande créativité dans leur façon d'envisager les relations avec d'autres groupes. Les adultes ont tendance à engager un dialogue fondé sur la peur et axé sur ce qui ne fonctionne pas. Ces interactions négatives doivent être remplacées par des échanges constructifs, que les jeunes sont tout à fait à même de mener. Les organisations de jeunes ont un rôle essentiel à jouer ici. Elles peuvent constituer des plateformes pour l'intégration et servir de catalyseurs au débat. Au niveau local, le fait d'associer les jeunes aux activités de la collectivité peut contribuer à promouvoir le dialogue et la compréhension. Au niveau international, il conviendrait de créer davantage de possibilités d'échanges transnationaux dans l'éducation formelle et non formelle, sur le modèle du programme Erasmus mais en incluant l'ensemble des pays.

## CONFÉRENCE COLLABORATIVE 3 : L'ÉDUCATION NON-FORMELLE PEUT-ELLE RENFORCER LA DÉMOCRATIE ?

Organisatrice : M<sup>me</sup> Kalliopi MANOUDI, Grèce, fondatrice de « Hellenic Youth Participation »

### *Résumé général*

La question qui a été posée lors de cette conférence collaborative était de savoir si l'éducation non formelle (ENF) peut renforcer la démocratie. En employant des techniques d'éducation non formelle lors de la conférence collaborative elle-même, les participants ont été invités à donner leur avis sur l'ENF – ce qu'ils en ont retiré, s'ils la jugent importante pour leur développement personnel et comment elle peut selon eux former des citoyens plus ouverts d'esprit et attachés à la démocratie. Le but de la session était d'en apprendre davantage sur les passerelles entre l'éducation non formelle et la démocratie. À l'aide de supports pédagogiques spéciaux, cette conférence collaborative a entrepris de démontrer que l'éducation non formelle peut aider les jeunes à comprendre la démocratie et à l'utiliser au quotidien.

### *Présentation de l'éducation non formelle*

Au cours de la conférence, les participants ont été invités à faire eux-mêmes l'expérience des techniques d'ENF. Dans cette optique, il leur a été demandé de se lever, de former un cercle et de dire d'où ils venaient. Puis, en changeant de place en fonction de leur pays d'origine, ils ont formé une « carte » au sol. Une fois qu'ils se trouvaient à l'emplacement de leur pays, il leur a été demandé de se présenter, eux-mêmes et l'organisation qu'ils représentaient. Chaque participant a ensuite dû choisir un mot pour se décrire, commençant par la première lettre de son nom. Sans parler, chacun a dû former avec d'autres personnes du groupe un sous-groupe caractérisé par des traits communs. Une fois les sous-groupes constitués – des binômes pour la plupart –, les participants ont été invités à expliquer ce qui les avait conduit à aller vers telle ou telle personne en particulier. Nombre d'entre eux ont fait référence aux mots qu'ils avaient dû trouver à l'étape précédente de l'activité, mais également à différentes caractéristiques personnelles. Le but de l'activité était de montrer que nous pouvons tous nous trouver des points communs avec d'autres, indépendamment de notre pays d'origine.

Pour la troisième activité, les participants ont à nouveau formé un cercle. Des images ont été posées au sol et les participants ont été invités à se déplacer pour les observer et essayer d'en comprendre le message. Ils ont ensuite dû choisir une image et se placer à côté d'elle, formant ainsi de nouveaux groupes. Il a été demandé aux groupes de noter sur une feuille de papier ce qu'ils pensaient de l'image et d'expliquer pourquoi ils l'avaient retenue. Le premier groupe a expliqué pourquoi il avait opté pour celle représentant trois œufs dont les visages affichaient différentes

émotions négatives : il établissait un parallèle entre ces œufs et les services sociaux grecs. Le deuxième groupe avait choisi l'image d'un marionnettiste, symbole des gens cupides et manipulateurs. Le troisième groupe rattachait l'image choisie à l'influence du marché capitaliste sur la démocratie et ses risques. Celle-ci représentait une femme portant un bâillon sur lequel il était inscrit « liberté », une façon d'insister sur le droit fondamental à la liberté d'expression. Le groupe suivant avait choisi une image représentant des habitants de différents pays. Ils en ont tiré le message qu'il n'y avait pas de modèle unique de démocratie et que tout pays ou toute civilisation devait être en mesure d'adapter la démocratie à sa propre culture, en respectant et en défendant ses valeurs. Sur une autre image, on voyait un petit garçon à demi enseveli dans une décharge. Les participants en ont conclu qu'il fallait manifester une plus grande empathie à l'égard des autres et mener une réflexion plus approfondie sur ses propres habitudes comportementales et sur le consumérisme en général, ainsi que sur la possibilité de limiter ses dépenses personnelles, afin de les réorienter vers le soutien aux autres et la construction d'une démocratie plus forte. La dernière image était une affiche de « Brokeback Mountain », film racontant l'histoire d'un couple d'homosexuels. Le groupe a souligné la nature universelle des droits de l'homme et de l'égalité, malgré les différences entre les gens.

### *Résumé de la discussion*

Avant la fin de la conférence collaborative, du temps a été consacré aux questions et observations des participants à propos des techniques expérimentées. Un participant a évoqué le problème des jeunes élus qui acceptent la corruption, exploitant leur fonction officielle pour en tirer un profit personnel et manipuler les gens, ce qui compromet le développement démocratique des pays en transition. Les participants se sont montrés plutôt dubitatifs quant à la capacité de l'éducation non formelle à renforcer effectivement la démocratie. Pour eux, la principale difficulté était d'amener les jeunes à s'engager dans la vie politique. Les participants ont également réfléchi à ce qu'ils souhaiteraient faire ensemble pour faire entendre la voix des jeunes dans la démocratie. L'éducation non formelle ne vise pas nécessairement à mobiliser un plus grand nombre d'électeurs, mais plutôt à sensibiliser les citoyens au fait qu'ils peuvent contribuer à mettre en place des processus démocratiques. Enfin, les participants ont fait remarquer la nécessité de résoudre certains problèmes comme le manque de financement et l'absence de mesure de l'impact de l'éducation non formelle.



## CONFÉRENCE COLLABORATIVE 4 : CONSEILS DE JEUNES SAGES

Organisatrice : M<sup>me</sup> Andrea GEWESSLER, Autriche, directrice de « Change that Matters »

### *Résumé général*

Le but de cette session était de présenter les Conseils de jeunes sages et de susciter de l'intérêt pour cet outil important qui favorise l'engagement démocratique en vue de contribuer à la résolution de problèmes locaux, régionaux et mondiaux tout en créant un avenir de stabilité à long terme pour les jeunes. La conférence collaborative a examiné les points forts et les défis à relever par les Conseils de jeunes sages pour apporter une réponse à la crise de la démocratie représentative, dont les symptômes sont la faible participation aux élections, le manque d'intérêt vis-à-vis des élus et des candidats aux élections, ainsi que la non-prise en compte de l'avis des jeunes dans les processus décisionnels. La création d'un conseil de jeunes sages peut contribuer à résoudre ces problèmes et constitue une bonne pratique en matière de participation des jeunes aux décisions. Ce concept, né en Autriche, est également appliqué aujourd'hui au Royaume-Uni par l'organisation « Change that Matters », qui vise à créer un changement durable en offrant aux jeunes des possibilités d'apprentissage.

### *Le Conseil de jeunes sages*

Les Conseils de jeunes sages emploient la technique de l'« animation dynamique » avec un groupe de douze personnes choisies au hasard au sein d'un groupe social ou d'une organisation. Elles se réunissent pendant une journée et demi pour débattre de questions importantes pour elles. Le thème du débat n'est pas prédéfini mais choisi par le groupe, généralement composé de personnes qui n'occupent pas de fonction officielle au sein d'une organisation ou d'un groupe social. Il n'y a pas de vote pour déterminer la meilleure solution, ni d'obligation de parvenir à un consensus. Au contraire, le groupe travaille jusqu'à ce que chaque participant identifie clairement les solutions possibles au problème posé. Les participants apportent chacun leurs connaissances, mais aussi leurs impressions et leurs expériences. Après une journée et demi de travail, le Conseil de sages fait part de ses réflexions et solutions à un groupe plus vaste, au sein duquel les idées sont à nouveau examinées sous la forme d'un « World Café ». La réussite du projet ne se mesure pas au fait que le Conseil de sages peut apporter des changements au sein d'une organisation ou d'un groupe, mais à sa capacité à inscrire certaines questions à l'ordre du jour des discussions d'un groupe plus vaste. Les Conseils de sages sont convoqués tous les six mois et suivis d'un débat ouvert.

L'avantage d'un Conseil de sages est qu'il explore un thème dans toute sa complexité et se focalise sur la dimension systémique d'un problème plutôt que sur ses composantes. Ce concept plaît car il repose sur la passion des jeunes pour les questions complexes.

Il ne se focalise pas sur les questions de contrôle et d'influence mais vise à ce que chacun soit intégré au cercle des préoccupations.

### *Résumé de la discussion*

Les Conseils de jeunes sages se distinguent des Conseils de jeunes en cela qu'ils mettent l'accent sur le processus de responsabilisation des individus. L'animateur du Conseil de jeunes doit pleinement tenir compte des commentaires, des préoccupations et du ressenti de chacun des participants. Il ne prend parti pour personne mais veille à ce que chacun se sente valorisé. Les participants doivent avoir le sentiment qu'ils peuvent s'exprimer et qu'ils seront entendus. Dans l'ensemble, les compétences des citoyens sont plutôt professionnelles ; ils ne sont pas formés aux techniques de résolution des problèmes. Le Conseil des jeunes mobilise les aptitudes des jeunes à résoudre un problème et renforce ainsi leur capacité à influencer la classe politique. Les jeunes ne sont pas découragés par l'ampleur et la difficulté de la tâche ; au contraire, cela les motive.

Le principal aboutissement du projet est l'expérience d'apprentissage des participants. Ces derniers se sentent acceptés et non jugés, car aucun modèle de comportement prédéfini ne leur est imposé. Au sein du conseil des sages, les jeunes peuvent libérer leur créativité et travailler ensemble, avec le sentiment d'être investis d'une responsabilité et de disposer d'une autonomie accrue. Même si l'idée d'un participant n'est soutenue par personne d'autre, ce dernier est satisfait que son point de vue soit entendu. On observe clairement un changement de mentalité, de l'individuel au collectif. Les jeunes voient les questions politiques sous un autre angle et apprennent que les problèmes sont souvent plus complexes qu'il n'y paraît à première vue. Cela contribue à faire d'eux des citoyens plus responsables.

Evoquant les craintes et les doutes de la jeunesse en général, les jeunes ont affirmé qu'ils étaient souvent impressionnés par les personnes plus âgées, plus qualifiées ou plus expérimentées qu'eux dans les débats politiques. Les conseils de jeunes sages méritent donc qu'on leur fasse de la place, car ils offrent aux jeunes un bel espace de travail et d'action. En somme, les Conseils de jeunes sages semblent être un excellent moyen pour les jeunes non seulement de s'engager au sein des parlements de jeunes ou des partis politiques traditionnels, mais également de créer un espace alternatif pour l'apprentissage dynamique et l'écoute mutuelle. Ils peuvent servir à mobiliser des jeunes qui, auparavant, n'étaient pas particulièrement actifs au sein de la société.

## CONFÉRENCE COLLABORATIVE 5 : JEUNES CITOYENS : LE DÉBAT « LIBERTÉ CONTRE SÉCURITÉ »

Organisateur : M. Georgios KOLLIARAKIS, Grèce, chercheur à l'Université de Francfort

### *Résumé général*

L'essor d'Internet et des autres nouvelles technologies relance l'éternel débat sur la question de savoir combien il faudrait céder de notre liberté pour assurer notre sécurité. Dans les démocraties libérales, la liberté d'expression et le droit à l'information évoluent parallèlement aux risques sécuritaires comme les atteintes à la vie privée, la surveillance de masse et la discrimination. Dans cette conférence collaborative, les jeunes citoyens en particulier – socialisés à l'ère des médias sociaux – ont réfléchi au rapport coût-avantages de la communication en ligne et aux moyens d'agir de manière responsable pour créer les sociétés démocratiques ouvertes et sûres de demain. Les participants se sont penchés sur la traditionnelle question de savoir quelle dose de liberté nous serions prêts à abandonner pour être en sécurité, dans le monde moderne où l'information circule par le biais de technologies numériques innovantes. Cette conférence collaborative constituait en quelque sorte un prolongement de l'édition 2013 du Forum mondial de la démocratie qui avait été consacré au rétablissement de liens entre les institutions et les citoyens à l'ère numérique.

### *Liberté contre sécurité – un vieux débat dans des habits neufs*

Nous assistons à un transfert de l'espace public vers les médias sociaux : les jeunes ne semblent exister aujourd'hui que s'ils ont un compte Facebook. Ils vivent à travers Twitter, Instagram, LinkedIn et d'autres réseaux sociaux. Le monde des médias sociaux offre de nouvelles possibilités de connexion et d'innovation, y compris sur le plan de la participation politique. Cela dit, les technologies de l'information comportent également des risques, comme le partage involontaire ou le vol de données à caractère personnel. Après les révélations d'Edward Snowden et de WikiLeaks, l'opinion publique, habituellement peu favorable à un compromis entre liberté et sécurité, a choisi l'autocensure comme moyen de défense, au risque d'étouffer le pluralisme et la diversité des opinions en ligne. Cela dit, bien souvent, le discours de haine et la discrimination en ligne ne sont pas suffisamment poursuivis au niveau pénal, au nom de la liberté d'expression.

Ce n'est pas la première fois dans l'histoire que se pose le problème de la conciliation entre liberté et sécurité. Au XVII<sup>e</sup> siècle déjà, Thomas Hobbes s'était penché sur la question dans le *Léviathan*, où il analysait la possibilité d'assurer la sécurité au sein de la société en donnant le pouvoir à autrui dans le cadre d'un contrat et le fait que cela enlevait une part de liberté

à l'individu. Les questions qui se posent aujourd'hui concernent la façon dont les jeunes abordent l'ère des médias numériques, le rapport coût-avantages de la communication en ligne et les moyens d'agir de manière responsable pour créer les sociétés démocratiques sûres de demain.

### *Résumé de la discussion*

Les participants à la conférence collaborative ont formé trois groupes pour examiner les questions qui, selon eux, constituent les principaux défis de la démocratie électronique au 21<sup>e</sup> siècle.

Le premier groupe s'est interrogé sur ce que représentent les médias sociaux pour les jeunes en termes de loisirs, de liberté et de nouvelles possibilités de socialisation, mais également de contraintes et de menaces pour leurs libertés et leurs droits. Y-a-t-il des limites à la communication en ligne sur les réseaux sociaux ? Qui devrait les fixer ? Quels sont les effets de l'autocensure sur la démocratie ? Le groupe est parvenu à la conclusion que les médias sociaux permettent de se connecter facilement et en continu avec les autres et d'attirer l'attention sur des causes politiques et sociales. Cela dit, les jeunes doivent être conscients que tout ce qu'ils publient sur Internet a de très fortes chances d'y rester *ad vitam aeternam*. S'ajoute à cela le risque, en particulier pour les jeunes, d'être raillé par un public potentiellement vaste. En affichant leurs préférences en ligne, les jeunes peuvent facilement s'engager au plan politique. Mais cela ne veut pas dire automatiquement que leurs paroles se traduiront par une action démocratique concrète ou provoqueront un véritable débat politique entre citoyens. S'agissant de la sécurité en ligne, le groupe a souligné en particulier l'insouciance de nombreuses personnes qui rendent publiques des informations qui devraient rester privées. Du fait de la rapidité du support, les gens ne réfléchissent pas toujours suffisamment à ce qu'ils publient. Le groupe a réfléchi à la possibilité pour les gouvernements d'élaborer des lignes directrices et des règles pour protéger les personnes en ligne.

Le deuxième groupe s'est demandé à qui revient la responsabilité de protéger les libertés et d'assurer la sécurité sur Internet. Les Etats, les organisations internationales, les sociétés Internet, les développeurs de technologies ou les ONG et la société civile pourraient avoir un rôle à jouer en la matière. Compte tenu de la nature globale d'Internet, la solution la plus évidente serait de confier cette mission à une organisation internationale. Pour l'heure, Internet peut être considéré

comme un espace dans lequel seules quelques règles de base s'appliquent. Un ensemble plus complet de règles et d'obligations pourrait être défini dans un cadre réglementaire reposant sur le droit international, qui serait appliqué par les Etats signataires. Cela étant, là où une réglementation « souple » serait envisageable, la mise en œuvre de règles contraignantes se révélerait, d'un point de vue technologique, quasi-impossible, si l'on en juge par les tentatives de certains pays de limiter Internet, contournées dans la pratique avec quelques compétences de base en informatique. L'un des défis pour les générations futures sera de créer une nouvelle organisation pour gérer ces problèmes, car il n'en existe actuellement aucune qui serait en mesure de le faire.

Le troisième groupe s'est demandé où et comment informer et faire participer activement les jeunes citoyens afin qu'ils pèsent davantage dans la définition, avec d'autres, du futur des démocraties en ligne. L'influence sur le processus législatif, la sensibilisation des jeunes et l'éducation au numérique et à Internet, ou encore le militantisme en ligne, sont des solutions potentielles. De l'avis des participants, le principal défi consiste à trouver un équilibre entre le pouvoir du gouvernement et les possibilités d'action depuis la base (et notamment des jeunes). La communication est essentielle pour sensibiliser les citoyens aux évolutions sociales dans le monde qui les entoure.

Il est absolument indispensable que les enfants soient inclus dès le plus jeune âge dans les canaux de communication. Les participants ont affirmé qu'il semblerait que la révolution numérique soit en marche et qu'avec l'essor d'Internet, la société progresse lentement vers une forme de gouvernance globale, où dans l'idéal les citoyens seraient en mesure de se gouverner eux-mêmes grâce à des outils et réseaux en ligne. Cette évolution fait inévitablement peur aux dirigeants des Etats nations, car d'une part, ils pourraient y perdre un peu de leur pouvoir et d'autre part, ils ne savent pas comment contrôler la « numérisation » de la société. Par ailleurs, une nouvelle menace viendra peser sur la démocratisation de ce monde interdépendant, celle des pirates, dont les capacités technologiques sont bien supérieures à celles du citoyen lambda.

La conférence collaborative s'est conclue en affirmant que l'espace public en ligne devait s'ouvrir en libéralisant les informations wiki et les technologies et logiciels *open source* et en rendant ces systèmes plus transparents. La majorité des participants à la conférence collaborative privilégiaient les libertés à la sécurité, tout en attachant une grande valeur aux deux. Tous ont convenu de l'importance de mettre en place des systèmes permettant aux internautes de bloquer plus facilement le partage public en ligne, citant l'exemple de Google qui a récemment été contraint d'appliquer le très controversé droit à l'oubli.

## CONFÉRENCE COLLABORATIVE 6 - UN EXEMPLE UNIQUE D'ACCÈS DES JEUNES AUX DÉCISIONS

Organisateur : M Mihai FLORAN, appuyé par une équipe composée de membres du Conseil consultatif pour la jeunesse du Conseil de l'Europe

### *Résumé général*

Les décideurs doivent prendre conscience du fait que les jeunes ont besoin de participer à tous les processus décisionnels, et non d'y jouer uniquement un rôle consultatif. Le système de cogestion appliqué par le secteur jeunesse du Conseil de l'Europe est un exemple concret qui peut être adapté et diffusé au niveau local et régional pour donner aux jeunes la possibilité de prendre des décisions pour eux-mêmes.

### *Cogestion avec les jeunes*

L'attachement du Conseil de l'Europe à favoriser une plus grande participation des jeunes trouve sa pleine expression dans son système de cogestion. Ce dernier prévoit que des représentants d'organisations non gouvernementales de jeunesse siègent aux côtés des représentants gouvernementaux au sein de comités chargés de définir les priorités du secteur de la jeunesse et de formuler des recommandations sur les futurs budgets et programmes. Leurs propositions sont ensuite adoptées par le Comité des Ministres, l'instance décisionnaire du Conseil de l'Europe.

### *Résumé de la discussion*

Les participants à cette conférence collaborative ont été invités à expliquer quels acteurs sont habituellement responsables de l'élaboration des politiques dans leurs pays respectifs et dans quelle mesure les jeunes, le gouvernement et les ONG sont associés au processus décisionnel. La majorité des participants ont répondu que le gouvernement était le principal décideur politique dans leur pays. Lors de la présentation du système de cogestion du service Jeunesse du Conseil de l'Europe, il a été expliqué que ce système

permet à des jeunes de moins de 30 ans de participer aux décisions au sein du Conseil de l'Europe. Ce processus consultatif a été mis en place pour assurer une prise en compte adéquate des problèmes et préoccupations spécifiques aux jeunes.

Des groupes ont été formés au cours de la conférence collaborative, au sein desquels les participants ont examiné les meilleures pratiques en matière de cogestion à différents niveaux, en s'appuyant sur leur expérience. En ce qui concerne le partage de bonnes pratiques, le modèle de cogestion a été cité en exemple. Un participant de l'Ouganda a mentionné une autre initiative participative dans le cadre de laquelle un processus consultatif a été engagé avec les jeunes, hommes et femmes, pour associer les citoyens locaux à l'élaboration des budgets de district au niveau des villages, paroisses et sous-comtés. S'agissant des obstacles à l'adoption d'un système de cogestion, les participants ont évoqué les contraintes financières et les disparités régionales. Ont également été cités, le manque d'accès à l'information et l'absence de volonté politique, l'insuffisance du cadre législatif dans certains domaines et la difficulté à transformer la participation en influence. Pour surmonter ces problèmes, les groupes ont proposé d'associer davantage les universitaires au processus, de sensibiliser les acteurs de la cogestion et les gouvernements locaux à l'échelon le plus bas et d'harmoniser le processus de développement des programmes destinés aux jeunes sur le plan de la conception et de la mise en œuvre. Il a également été proposé d'établir un inventaire de toutes les initiatives déjà prises en termes de cogestion afin d'éviter tout problème dans leur reproduction.

## Table ronde : Des initiatives de la jeunesse au changement de système – 5 novembre

La dernière table ronde du Forum a été ouverte par **Jim Gibbons**, journaliste britannique spécialiste des politiques européennes et consultant en médias. Celui-ci a expliqué que selon un sondage, si les jeunes Britanniques avaient pu voter aux élections européennes, ils n'auraient pas donné leurs suffrages aux partis extrémistes demandant le retrait du Royaume-Uni de l'Union européenne. Les anciennes générations, qui ont davantage tendance à avoir peur de la nouveauté, votent pour ceux qui défendent le statu quo. Les jeunes, en revanche, ne craignent pas le changement ; bien au contraire, ils souhaitent le mettre en œuvre. L'enquête a également montré que les jeunes de 16 ans sont aussi matures que ceux de 18 ans, sinon plus, pour ce qui est de la prise de décisions importantes. Néanmoins, ces données probantes sont aujourd'hui largement passées sous silence par la classe politique. Comme l'a dit le poète écossais Andrew Lang : « le politique se sert des statistiques comme un homme ivre d'un réverbère – davantage en tant que support qu'en tant qu'éclairage ».

Pour **Dmytro Bulatov**, ministre ukrainien de la Jeunesse et des Sports, l'Ukraine deviendra un membre responsable et respectable de la famille européenne grâce à sa population, qui est à la tête de toutes les actions qui ont lieu au sein de l'Etat. Bien qu'il incombe à l'Etat de travailler pour ses citoyens et non l'inverse, il est de la responsabilité de chaque individu d'œuvrer pour sa prospérité personnelle, celle de sa famille et celle de l'Etat. Chaque citoyen doit montrer que la démocratie est une priorité de la société. L'Ukraine traverse actuellement une période de changement où les initiatives et organisations de la jeunesse acquièrent une force et une influence considérables. Les médias sociaux facilitent le développement de nouvelles initiatives, de mouvements bénévoles et de projets culturels. Les jeunes ont de plus en plus de pouvoir : certains sont entrés au gouvernement ; parmi eux, un grand nombre de militants de la révolution ukrainienne. A la suite des élections législatives ukrainiennes, la composition de la chambre haute a été renouvelée de 54 %, ce qui constitue une première dans l'histoire. De plus, la moitié des députés sont âgés de moins de 40 ans. Ces jeunes entrepreneurs, journalistes et militants apportent de nouvelles idées et de nouvelles approches pour la gestion des affaires publiques. Plus il y aura de jeunes au sein des instances gouvernementales, plus le contrôle exercé sur leurs projets et actions sera important. Lorsque de solides mécanismes de contrôle sont en place, il devient plus difficile pour les dirigeants de dissimuler des informations et de mettre en place des systèmes de corruption. Pour que l'Ukraine continue sur cette lancée, il est indispensable que tous ceux qui ont pris les rênes du pouvoir montrent par leur exemple qu'il est possible d'apporter des changements. Bien qu'il soit pour l'heure encore difficile d'atteindre pleinement cet objectif, du fait de la forte concentration et du conservatisme important du précédent régime, les grandes visées que sont la liberté d'expression, la démocratie et les droits de l'homme, apportent force et motivation à la population ukrainienne.

*« Comment changer le système sans y entrer ? »*

**Daniela Chacón**, maire adjointe de Quito (Equateur), a fait remarquer que l'inertie des jeunes s'explique par trois facteurs : un sentiment de défiance envers le système politique, le manque d'intérêt des responsables politiques pour les questions relatives aux jeunes et l'inaccessibilité des partis politiques aux jeunes. L'Equateur est un pays très jeune ; l'âge moyen de sa population est de 28 ans. Une étude menée en 2013 chez les moins de 35 ans a montré que seuls 15 % des jeunes Equatoriens s'intéressaient à la politique. Il existe également dans ce pays une méconnaissance de ce qu'est la politique et de ce qu'est la démocratie. 77 % des jeunes Equatoriennes et 69 % des jeunes Equatoriens ont affirmé qu'ils ne souhaitent pas s'engager dans le système politique en rejoignant un parti. Les jeunes ne croient plus en leur capacité de réformer en profondeur le système. Rares sont ceux qui, aujourd'hui, décident d'adhérer à un parti, et cela pour deux raisons : d'une part, il n'est pas facile de trouver un parti auquel se rallier et d'autre part, il faut beaucoup de patience et de volonté pour changer le système de l'intérieur. Cependant, si les jeunes n'intègrent pas le système de cette manière, ils ne pourront pas le faire évoluer. La participation à la société civile est également utile et importante, mais elle n'a pas le même impact que l'entrée dans les institutions politiques. Les jeunes ne devraient pas attendre d'avoir atteint un certain âge mais trouver dès maintenant un parti politique qui leur permettra de prendre une plus grande stature.

*« La démocratie, c'est aussi la capacité à maîtriser l'enfant en nous »*

**Philip Dimitrov**, ancien Premier ministre de Bulgarie et membre du Club de Madrid, a exprimé un avis différent de celui de Daniela Chacon. De son point de vue, les jeunes ne se désintéressent pas de la politique, mais

ils sont toujours pressés. Lui-même, âgé de 40 ans, a déjà occupé les fonctions de Premier ministre, de chef de parti et de leader d'une révolution. Il sait d'expérience qu'il n'est pas facile de n'avoir que 40 ans et d'être déjà passé par ces postes importants. Faire de la politique, c'est conquérir le pouvoir, mais aussi le perdre. Si les jeunes commencent leur carrière politique tôt, ils seront plus vite des « anciens ». La jeune génération est toujours tentée de se présenter comme étant différente de la génération précédente. Même si, inévitablement, chaque nouvelle génération sera différente de l'ancienne, et ce à bien des égards, cela ne signifie pas qu'elle se compose d'un nouveau type d'êtres humains, qui ne se focaliseraient par exemple que sur le partage et non sur la propriété, comme l'a affirmé Jeremy Rifkin. L'aspiration à changer la nature humaine n'est pas un attribut spécifique à la génération actuelle de jeunes ; on la retrouve tout au long des 8000 ans de l'histoire humaine. Les jeunes doivent donc veiller à ne pas se laisser enfermer dans ce mode de pensée. Ceux qui ont participé au Forum ont montré que la démocratie est toujours liée à des émotions fortes, à la traduction de sentiments en actes et à la liberté d'expression. Cependant, la démocratie n'est pas qu'une question de libertés ; elle implique également la capacité à maîtriser l'enfant qui sommeille en nous, et en particulier ses tendances destructrices. Qui dit démocratie dit liberté, mais aussi responsabilité.

**Henryka Mościcka-Dendys**, sous-Secrétaire d'Etat au ministère des Affaires étrangères de la Pologne, a expliqué que dans son pays et dans bien d'autres Etats d'Europe centrale, la transformation démocratique a commencé il y a 25 ans, en 1989. L'esprit de solidarité et l'engagement actif de la société civile, y compris des plus jeunes, avaient à l'époque conduit au changement pacifique. Fort de son expérience réussie, la Pologne entend de plus en plus faire de sa capitale Varsovie une plaque tournante de la démocratie. C'est ainsi qu'a été lancé le Dialogue de Varsovie pour la démocratie, conférence qui se tient chaque année à l'automne. Des blogueurs, militants de la société civile et responsables démocratiques du monde entier se joignent au débat pour partager leurs expériences et bonnes pratiques. Les jeunes sont particulièrement encouragés à participer à cet événement puisqu'ils sont l'avenir de la démocratie. Le renforcement des capacités des jeunes et de leurs moyens d'action ainsi que la création d'une culture de la participation sont une responsabilité partagée. Divers thèmes ont déjà été examinés lors du Dialogue de Varsovie pour la démocratie, comme la restriction de l'espace civique, la participation des femmes à la vie publique, la justice transitionnelle, le soutien à la démocratie ainsi que la démocratie et les médias sociaux. Parmi les recommandations tirées de la conférence, on peut citer en premier lieu : le respect plein et entier des droits de l'homme, la solidarité et l'ouverture sur le plan de la participation aux affaires publiques ; deuxièmement : le plein respect de la liberté d'expression, d'association et de réunion ; troisièmement : la lutte pacifique pour la démocratie et la liberté, et quatrièmement : la participation et l'intégration pleines et entières des femmes aux processus démocratiques, facilitées par les médias sociaux.

**Matt Leighninger**, directeur administratif du Deliberative Democracy Consortium (Etats-Unis), a expliqué qu'il ne fallait pas nécessairement comprendre dans le terme « démocratie post-représentative », employé par Chantal Mouffe et Helene Landemore la veille, que les citoyens veulent supprimer les parlements ou les représentants élus, mais plutôt que des droits et des structures doivent être créés pour leur permettre de participer aux décisions, à la résolution de problèmes et à la vie de la société. Les éléments qu'ont en commun cette infrastructure post-représentative et l'infrastructure républicaine en place aujourd'hui ont été présentés lors du Forum, intégrés à des initiatives telles que la budgétisation participative, les forums en ligne, les conseils de jeunes, la production participative, les jurys de citoyens, les conférences politiques fédérales, la délibération en ligne et en direct, ou encore les commissions de participation. Tous ces exemples sont également recensés sur une plateforme en ligne intitulée Participedia.net. Bien qu'il s'agisse pour la plupart de mécanismes temporaires et destinés à un usage spécifique, ils s'inscrivent dans une infrastructure participative au sein du système républicain. Nombre de ces idées sont une illustration de la participation dite « dense » ou « riche » (*thick participation*), qui a lieu en petits groupes au sein desquels les gens échangent et partagent des idées, ce qui nécessite un engagement affectif et intellectuel fort. D'autres initiatives correspondent à une forme de participation plus modeste ou « mince » (*thin participation*) qui est rapide, a souvent lieu en ligne et rarement en groupe. Il convient cependant de mettre un terme au débat sur les avantages et inconvénients de ces deux formes de participation, car c'est associées l'une à l'autre qu'elles donnent les meilleurs résultats. Au cours du Dialogue national du président Obama sur la santé mentale, les deux formes de participation ont été employées, en complétant le débat direct entre citoyens par l'initiative « Text, talk and act » (textoter, dialoguer et agir) qui donnait aux citoyens la possibilité d'envoyer des SMS à un numéro prédéfini et de recevoir sur leur téléphone portable un questionnaire de sondage et d'autres questions à des fins de discussion. En plus d'alimenter le débat, les contributions par texto pouvaient également prendre la forme de propositions d'action. Près de 10 000 personnes ont pris part à l'initiative à ce jour, démontrant qu'une combinaison entre participation « dense » et « mince » peut

fonctionner. L'expérience a également montré que les jeunes sont particulièrement enclins à participer à ce type d'initiatives, car ils possèdent une bonne connaissance des technologies de l'information.

*« Nous vivons dans une société et non uniquement dans une économie ».*

**Natasa Vuckovic**, membre du Parlement serbe et de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, a expliqué qu'elle rencontrait souvent des jeunes déçus par le fonctionnement de la démocratie. Le sentiment partagé par beaucoup de jeunes, selon lequel la démocratie n'a plus de véritable intérêt, est l'une des menaces les plus graves qui pèsent sur la démocratie. On vante aujourd'hui beaucoup les mérites du monde numérique, mais c'est sans compter que la « numérisation » de la société incite à donner des réponses rapides et laisse de moins en moins de temps à la réflexion de fond. Les initiatives locales sont essentielles pour la participation des jeunes car elles leur offrent un espace pour apprendre et s'associer aux institutions. Cela dit, on peut se demander si elles seront suffisantes pour avoir un véritable impact sur le système à l'heure où les décisions les plus importantes pour l'avenir sont prises au niveau transnational. L'adhésion à un parti politique reste un atout pour les jeunes mais s'ils veulent attirer les jeunes, les partis doivent se démocratiser en interne. Bien souvent, les sections de jeunes des partis politiques ne jouent pas le rôle que les jeunes souhaiteraient les voir tenir et suivent simplement le modèle de l'ancienne génération. Le fossé entre générations doit être comblé pour que tous puissent, ensemble, chercher des réponses aux problèmes qui se posent. Sur le modèle de l'approche intégrée de l'égalité entre les femmes et les hommes, il conviendrait d'envisager une « approche intégrée de la jeunesse », c'est-à-dire une prise en considération des questions relatives aux jeunes dans l'ensemble des politiques au niveau national. Les jeunes font preuve de solidarité et de dévouement envers la société, comme on a pu le voir récemment encore lors des inondations en Serbie, où ils se sont organisés via les médias sociaux pour venir en aide aux victimes. Les jeunes veulent être utiles à la société, mais cela n'est pas possible dans le contexte actuel, marqué par des taux de chômage élevés, la société ne pouvant prospérer dans la pauvreté. Il est vital de régler ce problème, car nous vivons dans une société, et non dans une économie.

Un membre du public, venu d'Inde, a évoqué le problème du bipartisme, s'interrogeant sur la capacité de ce dernier à tenir compte de l'opinion et des demandes de groupes politiques plus petits. En réponse à cette question, Philip Dimitrov a attiré l'attention sur le risque d'instabilité politique lié au multipartisme, comme en Belgique où le Parlement compte plus de huit partis. Dans les régimes politiques multipartites, les gouvernements sont généralement formés pour des durées plus courtes et le pays sera donc davantage sujet à l'instabilité. Cette menace concerne particulièrement les démocraties en transition. L'ouverture d'un parti aux jeunes ne dépend pas nécessairement du nombre de partis représentés au Parlement, mais plutôt de la structure, du fonctionnement et de la tradition du parti en question. Daniel Chacon a ajouté que les partis devront nécessairement s'ouvrir davantage aux jeunes pour ne pas disparaître, compte tenu du rajeunissement de la population dans de nombreux pays. Par conséquent, même si le système ne compte que deux partis, un espace s'ouvrira pour la jeunesse.

La discussion a ensuite porté sur le caractère participatif de la démocratie. Un participant du public a proposé d'associer l'expérience des hommes politiques plus âgés aux idées et motivations de la jeune génération pour former une coalition intergénérationnelle puissante en faveur du changement politique. Un autre participant s'est demandé comment renforcer la participation des femmes à la vie politique. Henryka Mościcka-Dendys a proposé la mise en place de quotas de femmes, notamment dans les pays en transition, afin de leur donner accès à la sphère politique à prédominance masculine. Matt Leighninger a fait remarquer que pour que la démocratie soit plus ouverte et participative, son infrastructure doit être modifiée, en créant des espaces de discussion plus flexibles. Il faudrait par exemple des bâtiments publics qui favorisent la participation directe des citoyens, plutôt que de rester figés et de refléter une hiérarchie. Les mouvements sociaux visent non seulement plus de démocratie au sein d'un Etat, mais ils ont également pour caractéristique d'être démocratiques et participatifs dans leur structure interne ; ils donnent aux citoyens la possibilité d'exprimer leur opinion et d'évaluer différentes actions tout en ayant recours à la participation « dense » et « mince ». Cela dit, lorsqu'ils montent en puissance, ces mouvements sont confrontés à des structures républicaines auxquelles il manque de tels mécanismes participatifs. Si les structures des systèmes politiques ne tiennent pas compte de l'approche et des objectifs des contestataires, les revendications de ces derniers ne pourront pas être intégrées à la gestion des affaires publiques. Daniela Chacon a souligné l'importance de ne pas se laisser corrompre par le système une fois que les jeunes y sont intégrés. Cependant, bien que cette menace existe, le seul moyen de changer le système politique de manière durable est d'y entrer.

Pour conclure, Dmytro Bulatov a souligné que la démocratie doit se construire en partant de la base. La démocratisation est le processus par lequel chacun de nous œuvre, par petites étapes, à la réalisation de l'objectif global du « vivre ensemble » dans un Etat pacifique et démocratique. Daniela Chacon a fait remarquer que ce n'est pas de la politique, mais plutôt des institutions politiques, que les jeunes se désintéressent. Cela dit, tant qu'ils participeront, ils pourront inventer de nouvelles façons de contribuer aux institutions politiques traditionnelles. Pour Philip Dimitrov, la démocratie ne consiste pas à effacer les différentes couches de la population, mais à supprimer le privilège qu'ont certains de se trouver toujours en haut de l'échelle tandis que d'autres se trouveront toujours en bas. Henryka Mościcka-Dendys a recommandé à la population et à la classe politique ukrainiennes de trouver un consensus sur la direction à donner au pays, ce à quoi Mme Vuckovic a ajouté qu'il n'y a aucune garantie de changement politique, si ce n'est celles que nous injectons nous-mêmes dans le système politique. Enfin, Matt Leighner a affirmé que pour repenser la démocratie, il faut abandonner trois idées fausses : la première, que le gouvernement est la seule institution qui peut résoudre les problèmes de la société, car bien d'autres groupes en sont capables ; la deuxième, que seul le gouvernement a la responsabilité de créer de la participation et de bâtir la démocratie, car chaque individu doit œuvrer en faveur d'une démocratie opérationnelle, et la troisième, que la démocratie est un bien mais qu'elle est austère, car les participants au Forum ont prouvé le contraire.



## Session de clôture : La voix de la démocratie – 5 novembre

**Timothy Karr**, directeur en chef de Free Press, a ouvert la session de clôture du Forum en citant trois chiffres importants pour la démocratie. Le premier, « 1947 », correspond à l'année à laquelle Winston Churchill a prononcé cette phrase célèbre : « la démocratie est le pire des régimes abstraction faite de tous les autres ». Bien que formulés sur le ton de la plaisanterie, ces propos traduisent un certain scepticisme à l'égard de la démocratie. Le deuxième chiffre, « 37 », correspond au faible taux de participation aux élections du Congrès aux Etats-Unis le 4 novembre. Ce résultat témoigne lui aussi d'un mécontentement et d'une désillusion vis-à-vis de la démocratie dans une région importante du monde. Le troisième chiffre, « 7 », constitue en revanche un motif d'espoir et pourrait susciter un regain de confiance dans la démocratie. Il correspond aux nombres d'initiatives retenues par les participants au Forum en vue de leur présentation à la session de fermeture du Forum mondial de la démocratie. Après chaque session du lab, les participants ont utilisé des « arbres à voter » pour dire s'ils avaient été convaincus par les moyens mis en œuvre dans le cadre des différentes initiatives pour renforcer l'influence des jeunes sur la prise de décisions politiques. Les sept initiatives ayant obtenu le plus grand nombre de voix ont été invitées à se présenter à nouveau en session plénière pour être évaluées par un jury d'experts et par les participants au Forum. Le jury d'experts était composé de

- ▶ M<sup>me</sup> Gabriella BATTAINI-DRAGONI, Italie, Secrétaire Générale adjointe du Conseil de l'Europe
- ▶ M<sup>me</sup> Andrea CHALUPA, Etats-Unis, journaliste, auteur et militante numérique
- ▶ M<sup>me</sup> Katharina NOCUN, Allemagne, défenseur des libertés civiles et blogueuse
- ▶ M. Matthias STROLZ, Autriche, député et chef du parti NEOS
- ▶ M<sup>me</sup> Goretti ZAVUGA AMURIAT, Ouganda, responsable du programme en faveur de l'égalité des sexes et de la politique en matière de TIC du Réseau des femmes ougandaises (Lauréat du Prix de l'innovation démocratique du Conseil de l'Europe en 2013).

La session plénière avait pour but d'examiner les projets finalistes mais également de donner aux participants au Forum la possibilité de voter pour la meilleure initiative et désigner ainsi le lauréat du Prix de l'innovation démocratique du Conseil de l'Europe, décerné par le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe Thorbjørn Jagland. Les labs organisés lors du Forum mondial de la démocratie ont été conçus pour offrir aux jeunes des possibilités de participation effective aux institutions démocratiques, ainsi que pour les intégrer aux instances décisionnaires et leur donner une véritable chance d'interpeller la classe politique et d'orienter la démocratie.

### Présentation des finalistes

Les représentants des sept initiatives en finale ont été invités à présenter une nouvelle fois leur travail à l'ensemble des participants au Forum en session plénière. Les finalistes étaient :

- ▶ Storck Heinar, Endstation Rechts/No-nazi.net, Fondation Amadeu-Antonio, Allemagne
- ▶ Chabab 2012, Cercle des jeunes démocrates marocains, Maroc
- ▶ Parlement alsacien des jeunes, France
- ▶ NSS-Community Connect Fellowship, Mouvement Blue Ribbon, Inde
- ▶ Génération Démocratie, Union européenne, Conseil de l'Europe, en partenariat avec le ministère de l'Education nationale et le Conseil de l'éducation de la Turquie
- ▶ Youth Create Change, GIZ – German Development Cooperation, territoires palestiniens
- ▶ Jeunes créateurs de démocratie, France, Apollonia, Mission locale Haut-Rhin Nord, Association Mainau Neuhof

« Storch Heinar » est une initiative gérée par des bénévoles, qui parodie l'idéologie nazie. La stupidité de la propagande d'extrême droite est utilisée pour tourner en dérision les néo-Nazis et décourager leurs partisans potentiels. A grand renfort d'ironie, la cigogne s'est imposée comme une figure de la lutte contre les néo-Nazis et la promotion de la participation démocratique. Ce mouvement organise par exemple des actions dans la rue avec une marionnette géante en forme de cigogne accompagnée d'une fanfare pseudo-militaire. Près de 25 jeunes bénévoles le représentent lors de journées spéciales dans les écoles, de manifestations et de bien d'autres événements. Katharina Nocun, défenseur des libertés civiles et blogueuse en Allemagne, a commenté l'initiative, expliquant qu'en tant qu'immigrée polonaise vivant en Allemagne, elle la considère comme un projet formidable constituant une arme redoutable contre le mouvement raciste qui se diffuse au sein des sociétés modernes comme un venin. Le choix de l'humour réunit des individus pour s'élever contre le discours de haine. Il importe de ne jamais perdre de vue la menace que constitue la propagation de propos haineux et de préjugés à l'égard des Musulmans, notamment en Allemagne. Les discussions ont porté sur le fait qu'en dépit des campagnes humoristiques visant à ridiculiser les néo-Nazis, les extrémistes continuent de commettre des violations des droits de l'homme au quotidien. Des mesures plus concrètes doivent donc être trouvées, à commencer par l'éducation précoce des enfants. Personne ne naît avec une idéologie ancrée dans son esprit. Storch Heinar est un moyen de sensibiliser à la stupidité du néo-nazisme. Il est toutefois évident que des mesures supplémentaires doivent être prises. Des lois strictes doivent être appliquées pour combattre le discours de haine et la violence. Cela dit, l'un des pères de l'initiative Storch Heinar étant membre du Parlement du Mecklembourg-Poméranie occidentale, le mouvement n'est pas uniquement présent au sein de la société civile mais également actif au plan politique.

L'initiative « Chabab 2012 » a été lancée dans le cadre de la campagne « le Maroc de demain aux couleurs de la jeunesse » qui visait à défendre le droit des jeunes Marocains d'accéder à des mandats électoraux lors des dernières élections législatives en date. Le but de cette initiative était de donner aux jeunes acteurs politiques un accès aux institutions parlementaires par la constitution d'une liste indépendante dédiée aux jeunes lors des élections. Cette initiative a été lancée dans le prolongement de l'Année internationale de la jeunesse. La Commission préparatoire de l'initiative Chabab 2012 est composée du Cercle marocain des jeunes démocrates, de plusieurs partis politiques et de jeunes militants politiques. Gabriella Battaini-Dragoni, Secrétaire Générale adjointe du Conseil de l'Europe, a dit que cette structure était impressionnante, notamment du point de vue de son organisation. Les jeunes sont en effet parvenus à bâtir une liste électorale, à recueillir des suffrages et à remporter des sièges au Parlement national, 30 membres de l'initiative ayant été élus. L'impact de l'initiative au niveau local et national, ainsi que ses efforts pour intégrer les jeunes à la politique, sont remarquables.

Le Parlement alsacien des jeunes (PAJ) œuvre depuis 2011 en faveur du partage d'expériences pour une meilleure prise en compte de la jeunesse européenne dans les décisions politiques. Il a participé à l'élaboration du rapport européen sur la participation démocratique des jeunes en Europe, présenté à l'Assemblée des régions d'Europe. Souhaitant la participation active des jeunes Alsaciens à la démocratie locale, le PAJ a également contribué à l'approche prospective Alsace 2030 dans le but d'influer sur les futures orientations stratégiques de la région. Andrea Chalupa, journaliste, auteur et militant numérique, a fait remarquer que les membres du Parlement alsacien des jeunes, ayant la chance d'être présents à Strasbourg, capitale de l'Europe, avaient également la responsabilité de mener des actions au niveau national, comme toutes les autres initiatives présentées lors du Forum mondial de la démocratie, pour ne pas stopper l'élan dont bénéficie cet événement et poursuivre sur cette lancée. Le PAJ devrait transformer les trois journées du Forum en une opération s'échelonnant sur toute l'année, par exemple en établissant un réseau avec les autres militants présents au Forum. Une structure telle que le Parlement alsacien des jeunes est particulièrement bien placée pour engager une telle dynamique.

Le NSS CCF (*NSS Community Connect Fellowships*) du mouvement Blue Ribbon est un programme de développement du leadership d'un an, qui s'adresse aux meilleurs éléments du NSS (National Service Scheme), le programme de volontariat pour les jeunes en Inde. Il utilise le volontariat pour développer l'engagement citoyen et les compétences professionnelles chez les jeunes, les former au leadership et les faire participer à la recherche de solutions aux problèmes de société de manière constructive et démocratique. En 2013-2014, 29 membres du NSS CCF ont effectué 9 139 heures de bénévolat et mobilisé 33 étudiants qui sont venus en aide à près de 5 000 personnes et ont enregistré 2 200 plaintes dans le cadre de la relance du système municipal de gestion des plaintes. Andrea Chalupa a fait le parallèle entre les actions du mouvement Blue Ribbon et les événements récents en Ukraine, où les jeunes ont décidé de dire non à ce que les partis politiques voulaient leur imposer. Pour Andrea Chalupa, il présente les mêmes caractéristiques sur le plan du partage d'idées et de l'apprentissage par les jeunes de l'auto-défense et des compétences de veille. De ce point de vue, l'initiative est un parfait exemple de la capacité des jeunes à façonner la démocratie.

Generation Democracy vise à renforcer l'éducation à la citoyenneté démocratique et aux droits de l'homme dans l'ensemble du système scolaire turc. Par la mise en œuvre de 22 projets pilotes dans dix provinces de Turquie, les participants au projet ont développé un cadre de référence pour répondre à la question : « Qu'est ce qui rend une culture scolaire plus démocratique ? ». Dans ce cadre, trois thèmes – droits, responsabilités et libertés ; participation active ; respect de la diversité – se recoupent avec six dimensions recensées durant la phase pilote : prise de décisions, communication, environnement éducatif, gestion des comportements, identité et appartenance et éducation fondée sur des valeurs. Mme Goretti ZAVUGA AMURIAT a commenté l'initiative en affirmant que ce projet cadrerait parfaitement avec les thèmes du Forum, notamment celui de la responsabilité des jeunes et de leur participation active à la démocratie. Le projet sensibilise à ces questions et offre aux jeunes des possibilités d'apprentissage, ce qui est très encourageant pour la génération future.

Youth Create Change (YCC) est une intervention pilote lancée par le Programme de développement de la gouvernance locale et de la société civile (LGP) mis en œuvre par la GIZ (Agence allemande de coopération pour le développement) dans 11 municipalités de Cisjordanie et de la Bande de Gaza. Cette initiative vise à promouvoir et améliorer la participation des jeunes à la prise de décisions locales et à développer les services destinés aux jeunes au sein de la municipalité. Afin que la participation effective des jeunes soit mieux acceptée au sein de l'environnement social, plusieurs mécanismes ont été mis en place : un référent municipal pour les jeunes, des promoteurs de la jeunesse (15 jeunes militants dans chaque communauté), un plan d'action annuel pour la jeunesse (YAP), une ligne budgétaire municipale consacrée aux activités pour la jeunesse et un centre pour les jeunes. Gabriella Battaini-Dragoni a salué la pérennité du projet, imputable à sa structure solide, à sa capacité à faire son entrée dans les institutions et le gouvernement local et à son budget. En outre, le projet est proche du quotidien des jeunes puisqu'il met l'accent sur la politique locale et l'amélioration de la situation au sein des municipalités. La reproductibilité de ce projet a permis de donner naissance à d'autres projets similaires dans la région.

Repenser la démocratie au profit de la jeunesse implique nécessairement d'utiliser de nouveaux outils de relations citoyennes et des méthodes participatives. Apollonia illustre ce propos par deux exemples : d'une part, l'organisation par la mission locale Haut-Rhin Nord, avec le partenariat actif de la Ville de Colmar et du Conseil régional d'Alsace, de deux actions remarquables associant formation, insertion et création d'un espace public dédié à l'art à Colmar. D'autre part, l'expérimentation par la ville de Strasbourg de la création d'une œuvre participative où les jeunes deviennent codécideurs non seulement de la forme de l'œuvre mais aussi de son implantation urbaine et de son intégration sociale dans les quartiers de la Meinau – Neuhoef. Cela a été rendu possible grâce à des échanges et dialogues entre les artistes, opérateurs, formateurs, entreprises et élus locaux. Mathias Strolz, député et chef du parti autrichien NEOS, a souligné que « les jeunes créateurs de changement » s'attaquent au chômage, l'un des principaux problèmes qui frappe les jeunes en temps de crise, lorsque la politique traditionnelle ne fonctionne plus. Les mots, mais aussi l'expression artistique, sont un bon moyen de traiter avec créativité les problèmes de la société.

## Prix de l'innovation démocratique

Après ces présentations, Timothy Karr a ouvert le scrutin pour l'élection de la meilleure initiative du Forum mondial de la démocratie 2014. A une question test « êtes-vous favorables à l'abaissement de l'âge du droit de vote à 16 ans ? », 54,83 % des votants ont répondu « oui » et 45,17 % « non ». A l'issue du vote des participants pour les sept initiatives, répondant à la question « l'initiative renforce-t-elle de manière significative l'influence des jeunes dans la prise de décisions démocratiques ? », le modérateur a présenté les résultats et annoncé le lauréat du Prix de l'innovation démocratique du Conseil de l'Europe 2014 : Generation Democracy, de l'Union européenne et du Conseil de l'Europe, en partenariat avec le ministère de l'Éducation nationale et le Conseil pédagogique turc, avec 82,37 % d'avis favorables. Les autres initiatives se sont classées comme suit : Mouvement Blue Ribbon (2<sup>e</sup> 74,88 %), Youth Create Change, GIZ (3<sup>e</sup>, 73,65 %), Stork Heinar-No Nazi.net (4<sup>e</sup>, 62,77 %), Chabab 2012 (5<sup>e</sup>, 56,17 %), Young Democracy Creators (6<sup>e</sup>, 55,82 %) et le Parlement alsacien des jeunes (7, 50,73 %). Le prix a été remis par Thorbjørn Jagland, Secrétaire Général du Conseil de l'Europe, et Gabriella Battaini-Dragoni.

## Discours de clôture

**Thorbjørn Jagland** a expliqué que selon une étude Eurobaromètre, les deux valeurs les plus importantes pour les jeunes sont les droits de l'homme et la liberté d'expression. Les jeunes, connectés les uns aux autres

grâce aux technologies de l'information, sont la force la plus puissante dans le monde d'aujourd'hui. L'ère numérique leur offre de nouvelles opportunités qui leur permettent de dénoncer avec efficacité la corruption des dirigeants, le déficit démocratique et l'autoritarisme politique. Dans le prolongement du Forum, le Conseil de l'Europe analysera les possibilités de mise en œuvre, à différents niveaux de gouvernance en Europe, des initiatives qui y ont été présentées. Le Forum mondial de la démocratie 2015 se tiendra à Strasbourg du 18 au 20 novembre. Le thème sera choisi en tenant compte des propositions formulées au cours de l'édition 2014. De ce point de vue, l'idée selon laquelle la jeune génération doit être à l'avant-garde pour démocratiser la manière dont l'homme gère les ressources communes sera le point de départ des réflexions. Le Conseil de l'Europe examinera notamment par quels moyens il pourrait contribuer à sécuriser les biens communs comme Internet ou l'environnement. Dans ce contexte, la question de la participation des jeunes sera également étudiée.

Internet est un formidable outil pour diffuser de bonnes idées, mais les changements sociétaux doivent venir du plus profond des êtres. Il nous faut non seulement utiliser des moyens efficaces pour faire connaître les positions que nous souhaitons défendre, mais également définir les valeurs communes qu'une démocratie devrait préserver, comme la protection des droits de l'homme et la liberté d'expression.

**Harlem Désir**, secrétaire d'Etat aux affaires européennes de la France, a ajouté que la démocratie ne peut exister sans garde-fous. De son point de vue, toutes les initiatives présentées lors du Forum remplissaient le rôle de gardiens de la démocratie. Il a rendu hommage à tous ceux qui luttent actuellement pour la démocratie, que ce soit les jeunes du Burkina Faso qui se révoltent à Ouagadougou ou les jeunes de Turquie, d'Ukraine, de Syrie ou d'Iran et de bien d'autres pays. Dans le même temps, les jeunes des « anciennes » démocraties sont eux aussi confrontés à d'importants défis. En Europe, où ils représentent 20 % de la population, les jeunes se battent aujourd'hui contre le chômage de masse, la précarité et les inégalités nées de la crise financière.

*« Les jeunes d'aujourd'hui représentent un nouvel élan et un nouvel espoir pour la démocratie ».*

De par son histoire, la ville de Strasbourg est la capitale européenne et la gardienne des droits de l'homme, symbolisant l'espoir de paix. Depuis sa naissance à Athènes, la démocratie s'est toujours renouvelée grâce à de nouveaux combats et développements sociaux. Alors même que différentes luttes pour la démocratie se jouent ailleurs dans le monde, les pays européens doivent eux aussi constamment réinventer la démocratie, car même sur le Vieux Continent, elle reste perfectible. Il faut davantage de justice sociale, moins de discrimination à l'égard des minorités, et plus d'égalité entre hommes et femmes. Chaque génération doit trouver sa propre bataille et défendre ses valeurs à sa manière pour construire l'avenir et redynamiser les anciennes démocraties comme les nouvelles. Cet avenir, les gouvernements ne devraient pas l'imposer mais au contraire, le bâtir en écoutant ce que les militants sur le terrain ont à dire. Le gouvernement français lira donc avec beaucoup d'attention les conclusions du Forum de la démocratie 2014 afin de s'en inspirer pour offrir une vie meilleure aux générations de demain.

## Session de prototypes de Démocratie

Les représentants de la jeunesse ont été invités à développer des « prototypes » de démocratie « idéale ». L'idée directrice était de couvrir un large spectre de domaines tels que : la bonne gouvernance et la corruption, la transparence et la responsabilité gouvernementale, l'économie, la gestion des flux migratoires, les conditions d'une paix durable, l'éducation, la justice sociale, l'environnement, l'engagement civique ou encore l'égalité des genres etc ...

Leur travail a été organisé en deux temps : si les représentants de la jeunesse ont d'abord eu des discussions et échanges via une plateforme en ligne afin de partager et débattre de leurs différentes idées, ils ont ensuite travaillé à Strasbourg quelques jours avant l'événement et répartis en 4 groupes durant le Forum lui-même. Voici un résumé de leurs différentes propositions.

### Bonne gouvernance

S'agissant de la bonne gouvernance, les représentants de la jeunesse ont lancé un appel pour plus de transparence budgétaire ainsi que pour la mise en place de mécanisme de processus budgétaire participatif. Ils ont ainsi recommandé d'avoir accès à des données régulièrement mises à jour concernant l'exécution budgétaire des dirigeants nationaux et locaux afin de renforcer la lisibilité sur l'allocation des ressources, le traitement de l'impôt et l'octroi des subventions publiques.

Aussi, il est à noter que des initiatives issues de l'édition 2013 du Forum mondial de la Démocratie vont en réalité, déjà dans cette direction. Par conséquent, nous pouvons évoquer les exemples des initiatives telles que celle du 49ème quartier de Chicago (Etats-Unis) ou encore celle lancée par la Municipalité d'Amadora (Portugal) où les citoyens sont impliqués dans le processus de prise de décision budgétaire (voir rapport du lab 14, Forum 2013).

L'ensemble des informations se référant aux décisions prises au niveau des gouvernements doivent être plus ouvertes et accessibles à tous, les citoyens devant idéalement pouvoir être présents lors des délibérations et lors des prises de décision, que ce soit de façon physique par exemple durant les sessions législatives ou via des transmissions télévisées ou en ligne avec des rapports et mises à jours journaliers. À cet égard, il est à noter que cette exigence de transparence correspond à une attente profonde de l'opinion publique notamment après la multiplicité des exemples de politiciens corrompus rapportés dans les médias lors de la dernière décennie, en premier lieu avec l'affaire *Clearstream* par exemple. Ladite exigence est par ailleurs aussi corrélée au développement des nouvelles technologies de l'information et de la communication (NTIC) qui permettent alors aux citoyens de mieux contrôler l'action des représentants.

Les représentants de la jeunesse recommandent également le développement d'organes et/ou conseils consultatifs ou/et décisionnels citoyens qui travailleraient de pair avec les gouvernements, incluant le droit de vote et celui d'être élu. Ce droit de vote pourrait aussi se faire par voie électronique et un droit de véto pourrait être instauré afin de parvenir à un meilleur équilibre des pouvoirs concernant l'action gouvernementale mais aussi d'augmenter la participation citoyenne à la vie politique. Le Forum 2014 a ainsi illustré cette idée en invitant par exemple des représentants du Parlement alsacien des jeunes, France, un organe consultatif qui permet là aussi de donner à des jeunes citoyens l'occasion de s'exprimer sur la politique locale (voir rapport du lab 13, Forum 2014).

Dans le cadre de leurs travaux, on peut également observer que la majorité des représentants de la jeunesse sont en faveur du maintien de droit de vote à l'âge de 18 ans en stipulant qu'il reste préférable qu'un individu de 16 ans reste pleinement concentré sur ses études. A l'inverse, une minorité d'entre eux ont considéré qu'abaisser l'âge du droit de vote à 16 ans permettrait de sensibiliser d'avantage ces jeunes adultes et de les rendre ainsi plus au fait de leurs droits et obligations mais aussi d'en faire des citoyens politiquement engagés.

### Enjeux économiques

En tête des priorités, les représentants de la jeunesse ont désigné la lutte contre la corruption et l'émergence d'un meilleur système de redistribution comme étant les deux éléments prioritaires pour réformer l'économie actuelle. Ils préconisent par ailleurs, un retour de l'intervention de l'Etat de par le caractère nécessaire et vertueux de la nationalisation.

En effet, selon les représentants de la jeunesse, l'Etat serait l'acteur qui serait le plus à même d'entreprendre ce qui est nécessaire pour renforcer la justice sociale, ce qui signifierait de devoir légiférer et intervenir en faveur de meilleurs droits sociaux pour les salariés ou encore pour une meilleure politique d'égalité de traitement salariale entre hommes-femmes, personnes handicapés etc. Enfin, les représentants des jeunes sont aussi convaincus que l'Etat est le meilleur garant des libertés et droits des consommateurs face à la loi du marché et de la financiarisation de l'économie.

La lutte contre la corruption a aussi été identifiée comme étant l'une des priorités majeures dans la mesure où celle-ci est communément considérée comme un frein au développement économique d'un état mais aussi à sa recherche d'une plus grande justice sociale. Le cas de certains états d'Europe du Sud où des fonds européens sont détournés et qui n'enrichissent qu'une partie de la population constitue ainsi un exemple assez clair et identifiée par les représentants de la jeunesse. Si la corruption représente un grand manque à gagner pour l'Etat en termes d'investissements dans de grands travaux publics –les écoles et les routes-, elle contribue également au développement d'un sentiment d'une forte injustice sociale liée à un dysfonctionnement du système de redistribution dans son ensemble.

D'autres suggestions ont été formulées par les représentants de la jeunesse concernant le domaine de la politique d'entreprise telles que :

Les représentants de la jeunesse ont grandement marqué leur attachement à l'idée de propriété commune – le principe selon lequel une organisation ou une entreprise est détenue de façon indivisible entre ses salariés plutôt que répartie entre un nombre d'actionnaires restreint. L'idée est alors inspirée par le concept des productions communes de spécialistes, élaboré par le Professeur Yochai Benkler diplômé de la Faculté de Droit de Harvard et qui fait référence aux richesses naturelles qui sont partagées entre tous les personnes d'un espace donné tels que l'air, l'eau, la planète terre etc.

Ils ont aussi recommandé la généralisation du concept andin nommé « Buen Vivir » qui pour certains représente une alternative de civilisation crédible. Cette philosophie encouragée par Eduardo Gudynas décrit la façon de gérer une société d'avantage centrée sur la communauté, écologiquement durable et qui serait plus sensible à la culture. Elle est par conséquent hostile au luxe, à l'opulence, au gaspillage, au consumérisme et représente pour certains une nouvelle forme de coexistence dans la diversité mais aussi en harmonie avec la nature afin d'atteindre un meilleur bonheur commun. Une économie structurée dans le sens de la philosophie Buen Vivir nécessiterait des changements conséquents du mode de production capitaliste, notamment en ce qui concerne le besoin d'une agriculture plus économe et moins polluante. Enfin, dans cette philosophie, l'économie ne serait pas guidée par la seule recherche de profit et une nouvelle monnaie internationale serait introduite appelée « cryptocurrency » qui permettrait un basculement du pouvoir économique de nouveau entre les mains des citoyens et non dans celles des marchés financiers.

## Affaires internationales

La notion de sécurité internationale devrait évoluer vers une dimension de « sécurité humaine » et qui ne serait plus seulement comprise dans son approche traditionnelle et étatique. Cela pourrait permettre d'influencer la façon dont les états allouent leur budget mais aussi la façon de gérer des conflits armés et leurs conséquences. L'approche militaire deviendrait ainsi moindre et l'on pourrait d'avantage axer les moyens budgétaires comme humain vers la quête d'une plus grande sécurité individuelle comme garantir par exemple l'accès à l'eau potable à tout être humain.

Les représentants de la jeunesse ont ainsi tenu à mettre en avant l'exemple du réseau international « Development of the Build Infrastructure for Peace » (I4P), qui œuvre dans le secteur de la consolidation de la paix au moyen d'une transformation personnelle et culturelle et qui détient plusieurs exemples de succès dans la résolution de conflits notamment en Afrique –Afrique du Sud, Ghana et au Kenya (pour plus d'informations : [www.i4pinternational.org](http://www.i4pinternational.org))

De façon idéale, les gouvernements devraient également éviter de succomber à la tentation de vouloir exporter leur modèle démocratique par la force armée dans des pays en voie de développement. Ceci a été souligné par les résultats de la jeunesse, principalement dans la mesure où la démocratie est un système politique qui se doit d'être désiré et recherchés par les peuples eux-mêmes. Exporter la démocratie par la force ou par la

guerre n'a jusqu'à présent pas su démontrer de résultats probants et à même au contraire était sources d'instabilité géopolitique (Guerre d'Irak 2003-??; Guerre d'Afghanistan 2001-2014).

## Environnement

La réduction de l'utilisation de produits venant de source animale et celui du gâchis dans le tri des déchets (plastique, organique, papier, verre, métal) devraient être généralisées afin de parvenir à un système de recyclage des déchets plus efficient. L'éco-transport constitue également un autre point avancé par les représentants de la jeunesse et il serait souhaitable, de leur point de vue, que sa généralisation en tant que moyen de transport quotidien devienne effective, notamment en ce qui concerne l'utilisation des vélos. L'expérimentation animale pour des biens de consommation tels que les cosmétiques devrait aussi être plus fortement encadrée par les Etats. De même, l'usage d'énergies renouvelables et de ses différentes déclinaisons -solaire, l'hydroélectrique et éolienne- devrait être encouragé par les états en plus de la mise en œuvre d'un large plan de reboisement mondial.

Les représentants de la jeunesse ont aussi proposé de renforcer les taxes de type « pollueur-payeur » au nom de la responsabilité environnementale qui incombe à chacun, en suivant par exemple le cas de la Californie où un citoyen peut se voir devoir payer une amende de 1 000€ en cas de non-respect des consignes de tri des ordures.

## Nouvelles technologies

Les représentants de la jeunesse ont activement appelé à de la liberté de la presse via un renforcement du niveau d'accès à l'information au niveau international dans la mesure où il existe encore des états qui rencontrent des obstacles à ce sujet (fracture numérique, manque d'infrastructure) et ceux où l'accès à l'information est restreint ou limitée dû à la volonté d'un gouvernement à imposer une censure étatique.

Il faudrait, selon les représentants de la jeunesse, reconnaître aussi l'utilisation d'Internet comme une compétence et comme un enseignement académique.

De même, ils ont recommandé aux états de mettre en place les conditions pour parvenir à atteindre les objectifs de neutralité et de liberté d'internet. Cela devrait aussi être reconnu comme un droit, tout comme celui de la protection des données personnelles.

Là aussi, il faudrait favoriser l'émergence de nouveaux espaces de e-démocratie qui partiraient du niveau local pour remonter au plus haut niveau de prise de décision, ce qui répondrait effectivement à un désir de plus en plus fort de l'opinion public d'un pouvoir décision partagé et d'avantage collaboratif entre les citoyens et leurs représentants. Le Forum 2014 avait, à ce titre, soutenu une initiative similaire, l'initiative « Vote on the Web », Brésil (voir rapport du lab 14 du Forum 2014). Cette plateforme en ligne brésilienne attirant en effet quotidiennement des centaines de brésiliens à exprimer leurs opinions et idées sur des projets de loi en attirant ainsi l'attention des sénateurs sur les besoins du peuple.

## Questions éducatives

Pour les représentants de la jeunesse, l'école doit plus que jamais remplir sa mission de prévention de ses élèves à question de l'enseignement de la tolérance envers l'autre mais aussi à celle de l'égalité entre les genres. Il en va de même en ce qui concerne son rôle de susciter la curiosité envers l'inter-culturalité. L'éducation civique devrait dans ce cadre être perçue de manière aussi importante que l'enseignement des autres matières fondamentales comme par exemple les mathématiques. Des modules d'introduction aux droits de l'homme –incluant des enseignements formelles ou informelles- et devraient être insérés dans les programmes scolaires, ceci à tous les niveaux de scolarité : de la primaire aux études supérieures.

En plus des cours académiques, les représentants de la jeunesse ont également recommandé que les étudiants devraient recevoir des cours afin de leur transmettre les compétences élémentaires et aptitudes à la vie quotidienne comme des enseignements de self-défense, d'entretien de domicile, comment régler ses factures ou encore de codage informatique etc...De manière plus traditionnelle, le système éducatif devrait encourager

l'autonomie de pensée et la participation active de tous pour garantir le maintien et la présence de citoyens conscients et actifs et qui aurait une meilleure connaissance de leurs droits.

Enfin, l'école devrait aussi sensibiliser les étudiants aux problématiques de développement durable et inclure ces questions dans les parcours scolaires afin qu'à termes, la défense du genre humain dans une perspective écologique puisse apparaître comme une nouvelle religion et un nouvel ordre à défendre.

Il est à noter que les représentants de la jeunesse ont été invités à présenter les résultats de leurs réflexions durant la session plénière du 5 novembre. La vidéo de ces prototypes peut être visualisée sur le site internet du Forum mondial de la Démocratie ([www.world-forum-democracy.org](http://www.world-forum-democracy.org)).





[www.coe.int](http://www.coe.int)

Le Conseil de l'Europe est la principale organisation de défense des droits de l'homme du continent. Il compte 47 États membres, dont 28 sont également membres de l'Union européenne. Tous les États membres du Conseil de l'Europe ont signé la Convention européenne des droits de l'homme, un traité visant à protéger les droits de l'homme, la démocratie et l'État de droit. La Cour européenne des droits de l'homme contrôle la mise en œuvre de la Convention dans les États membres.

